



SOCIETE D'EQUIPEMENT DOMESTIQUE ET MENAGER

« EQDOM »

***RAPPORT FINANCIER
ANNUEL 2021***



SOMMAIRE

| | |
|---|-----|
| I – PARTIE I: RAPPORT DE GESTION | 3 |
| RAPPORT D’ACTIVITE..... | 4 |
| ANNEXES..... | 13 |
| ANNEXE I: Filiale d'Eqdom..... | 14 |
| ANNEXE II: Gestion des Risques..... | 14 |
| ANNEXE III: Dispositif de contrôle interne..... | 17 |
| ANNEXE IV: Projet de résolutions à soumettre à l'AGM..... | 22 |
| COMPTES ANNUELS SOCIAUX ET CONSOLIDES..... | 33 |
| II- PARTIE II: RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES..... | 95 |
| RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES..... | 96 |
| ETAT DES HONORAIRES VERSES AUX CONTROLEURS DE COMPTES..... | 105 |
| III-PARTIE III: COMMENTAIRE DES DIRIGEANTS ET PRESENTATION D’EQDOM..... | 107 |
| COMMENTAIRE DES DIRIGEANTS..... | 108 |
| PRESENTATION GENERALE D’EQDOM..... | 110 |
| IV-PARTIE IV: RAPPORT ESG..... | 114 |
| ELEMENTS GENERAUX..... | 115 |
| ELEMENTS SPECIFIQUES..... | 115 |
| INFORMATION ENVIRONNEMENTALES..... | 115 |
| INFORMATIONS SOCIALES..... | 115 |
| GOUVERNANCE..... | 118 |
| ETHIQUE- DEONTOLOGIE ET PREVENTION DE LA CORRUPTION..... | 123 |
| INFORMATIONS SUR LES PARTIES PRENANTES..... | 124 |
| AUTRES..... | 126 |
| LISTE DES COMMUNIQUES DE PRESSE PUBLIES EN 2021..... | 127 |



PARTIE I : RAPPORT DE GESTION

RAPPORT D'ACTIVITE



PERFORMANCE COMMERCIALE

- La production totale de l'APSF affiche une progression de +40% vs 2020, dont le détail :
 - Le marché automobile a connu une forte croissance +44% en 2021 vs 2020, en lien avec la souplesse du processus d'acceptation dont ont fait preuve certains acteurs.
 - Le marché du prêt personnel a progressé de +37% en 2021 vs 2020.
 - Le mix produit sur le marché est stable et est en faveur de l'automobile qui représente 62% en 2021.

Production* APSF

En MMAD

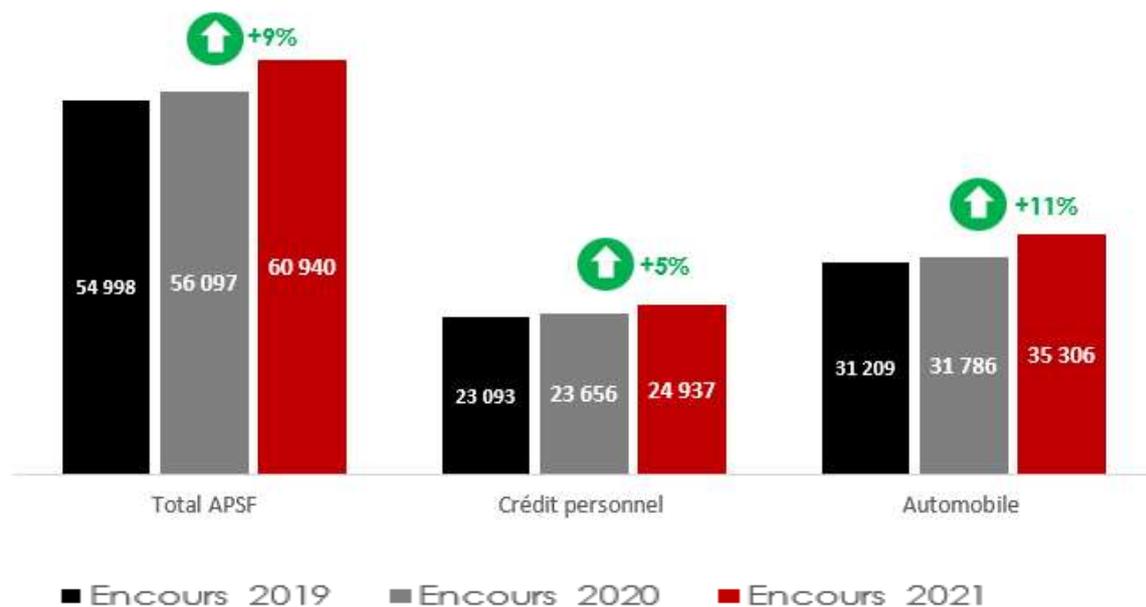


- Les encours du marché s'établissent en hausse de +9% vs 2020, tirés par l'évolution constatée sur le marché de l'automobile dont les encours s'améliorent de +11% yoy, dont le détail :
 - Le marché du prêt personnel a progressé de +5 en 2021 vs 2020.
 - Le mix produit sur le marché est stable et est en faveur de l'automobile qui représente 58% de l'encours total en 2021.

***Production hors sogeconso.**

Encours* bruts APSF

En MMAD



*Encours financier hors sogeconso.

Eqdom affiche une croissance de la production nette de +30% et de l'encours de +0,3% en 2021 vs à 2020 dans un marché APSF dynamique, dont le détail :

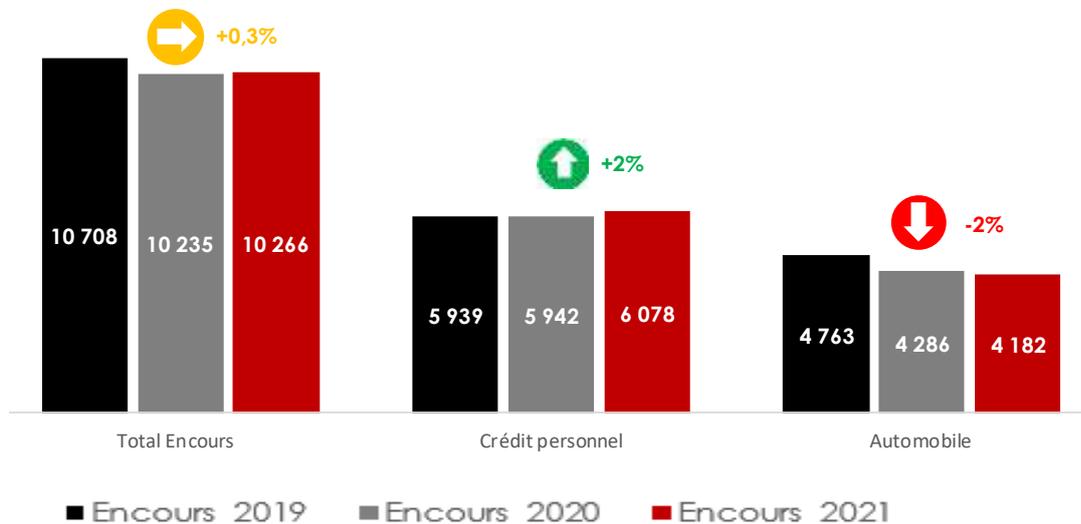
- La production automobile d'Eqdom évolue de +36%, tandis que la production crédit personnel progresse de +25% en 2021 vs 2020.
- L'encours Automobile d'Eqdom est en retrait de -2% en 2021 vs à 2020, en lien avec les derniers amortissements des dossiers LOA 0% dont le DG représente 50% du montant financé. Tandis que l'encours crédit personnel affiche une progression de +2%.
- Ceci a permis à EQDOM de maintenir sa position sur le marché.

Production* nette Eqdom En MMAD



*Production hors sogeconso.

Encours* bruts Eqdom En MMAD



*Encours financier hors sogeconso.

Focus Risques

Evolution des engagements et du risque

- Une crise sanitaire qui a perduré plus qu'escompté, mais des signaux encourageants sur l'amélioration globale de l'ensemble des indicateurs à partir de juin 2021.
- Effet sortie de moratoire prolongé et aggravé par la persistance de la crise sanitaire.
- Le retour de la qualité du stock à des niveaux d'avant crise est plus visible, en raison de l'amélioration de la situation économique à partir du T3-2021.
- Le CNR en nette amélioration au T4-21 grâce à une très bonne performance du recouvrement.

Un recouvrement résilient et agile dans un contexte contraignant

- Situation sanitaire tendue et sortie de crise plus lente qu'escompté : i/ un portefeuille amiable en croissance forte ii/ amélioration de la performance globale du recouvrement en 2021 vs 2020 en lien avec l'amélioration progressive de la situation économique sur le S2-2021 et à l'activation de plusieurs leviers.

Résultats Financiers

Principaux indicateurs Financiers

➤ Résultats sociaux à fin décembre 2021

- Le PNB s'établit à 571 MMAD vs 494 MMAD en 2020.
- Le CNR cumulé s'établit à 185 MMAD vs 146 en 2020.
- Le RAI s'établit à 96 MMAD vs 71 MMAD en 2020.
- Le RN s'établit à 35 MMAD vs 34 MMAD en 2020.

➤ Résultats Consolidés à fin décembre 2021

- Le PNB s'établit à 581 MMAD vs 506 MMAD en 2020.
- Le RAI s'établit à 104 MMAD vs 83 MMAD en 2020.
- Le RN du groupe s'établit à 33 MMAD vs 35 MMAD en 2020.

ANNEXES

ANNEXE I : Filiale d'EQDOM

| Dénomination sociale | Activité | Siège social | Capital (en KMAD) | Nombre d'action détenues | % du capital | Nombre de droits de vote |
|--------------------------------------|---------------------------------|--|-------------------|--------------------------|--------------|--------------------------|
| SOCIETE LOSTE & Compagnie ASSURANCES | Cabinet de courtage d'assurance | 127, Bd Zerktouni 7 ^{ème} étage, 20100 Casablanca | 300 | 2 910 | 97,00% | 2 910 |

La société LOSTE est chargée de la gestion des contrats d'assurance DIT1 ou VIT2 contractés par les clients d'EQDOM lors de la mise en place des dossiers de crédit. Elle perçoit une commission des sociétés d'assurances (La Marocaine Vie et SANAD).

La contribution de LOSTE aux produits d'exploitation bancaire d'EQDOM au titre de l'exercice 2021 s'élève à 24,7 millions de dirhams et qui représente les dividendes reçus en 2021 au titre de l'exercice 2020.

ANNEXE II : GESTION DES RISQUES

Eqdom dispose d'un dispositif de gestion des facteurs de risques qu'elle encourt du fait de son activité. Les principaux facteurs de risques sont le risque client, le risque de taux, le risque d'exploitation et le risque de fraude :

I- Risque de Crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte encouru par EQDOM en cas de défaillance d'un emprunteur dans une opération de crédit.

La prise de risque de crédit est au cœur de l'objectif stratégique d'EQDOM qui vise à accompagner le financement du consommateur et à construire des relations durables et de confiance avec ses clients. L'appétit pour le risque de crédit est piloté à travers un dispositif de politiques de crédit, limites de risque et de politiques de tarification, visant à sécuriser EQDOM à savoir :

- Un niveau prévisionnel de Charge Nette du Risque (CNR) compatible avec les objectifs de rentabilité prédéfinis dans le cadre du budget annuel et du plan financier ;
- Une couverture acceptable du risque de pertes de crédit par les revenus de marge d'intérêt (équilibre « rentabilité / risque »), au travers de politiques de tarification différenciées selon le degré de risque de chaque segment.

Les axes de l'appétit aux Risques d'EQDOM sont :

- La revue des modèles de scores Automobile et prêt personnel en prélèvement bancaire en 2021 et la mise en place d'un monitoring de ces scores.
- Un recouvrement amiable dynamique et une gestion plus efficace du contentieux (assainissement du stock contentieux ; activation des saisies conservatoires).

¹ Décès et Invalidité Totale

² Vol, Incendie et Tierce

- A la lumière des impacts de la crise COVID sur le risque de contrepartie et sur le recouvrement, une adaptation du monitoring des risques et du recouvrement a été mise en place (gestion des moratoires et le suivi de leur sortie ; revue des processus recouvrement et de l'organisation des moyens).
- Fixation d'un seuil d'alerte sur l'évolution de la charge nette du risque et sur les cibles de risque par segment de client

II- Risque de taux et de liquidité

A l'instar de tous les établissements financiers, la société EQDOM est exposée au risque de taux d'intérêt. Une hausse des taux d'intérêt sur le marché impliquerait un renchérissement du coût de refinancement.

Dans ce contexte, La Société EQDOM a mis en place des outils pour assurer l'équilibre financier du bilan. Il s'agit de gérer les risques dits structurels, notamment les risques de liquidité et de taux d'intérêt afin de limiter et prévenir les impacts en cas de hausse des taux ou d'assèchement de la liquidité sur le marché par exemple. Pour ses besoins de financement, Eqdom dispose des dépôts de garantie générés par son activité LOA et recourt également à des BSF et à l'interbancaire (spot ou CMT).

La société adopte les principes de prudence du groupe. Il s'agit notamment de :

- La négociation des prêts et emprunts à taux fixe ;
- L'adossement de la structure des sources de refinancement aux encours clients par maturité, en tenant en compte des remboursements anticipés.

Par ailleurs, dans l'optique du renforcement continu de la maîtrise du risque de taux et de liquidité, plusieurs actions ont été mises en place par la société. Il s'agit notamment de :

- L'élaboration des reportings mensuels et trimestriels destinés au groupe, sur la gestion par maturité des actifs et passifs qui comprend essentiellement l'adossement des sources de refinancement aux emplois ;
- La fixation de seuils et limites internes en matière de risque global de taux « sensibilité VAN » et de liquidité « Gap de liquidité ». Le respect de ces seuils sont suivis par Eqdom et le groupe lors d'un comité ALM auquel participe le Groupe et la maison mère SG Maroc.
- Le suivi des autorisations de refinancement (accords de refinancement reçus des banques) et leur extension en fonction des besoins en liquidité ;
- La diversification des sources de refinancement (lignes bancaires, BSF essentiellement).

III- Risques opérationnels

Les risques opérationnels résultent d'une inadéquation ou d'une défaillance imputable à des événements internes ou externes, y compris les événements de faible probabilité d'occurrence mais à risque de perte élevé. Ils sont inhérents à tous les produits, activités, procédures et synthèses d'EQDOM.

Tout en s'appuyant sur les expertises existantes, EQDOM a mis en œuvre un dispositif qui implique que le risque opérationnel soit considéré comme une catégorie de risque à part entière et fasse l'objet

d'une identification et d'une évaluation spécifique, d'un suivi et d'un contrôle normalisés, débouchant sur des mesures de réduction de risque appropriées.

➔ **Risque de conduite inappropriée ('misconduct')**

Le risque de conduite résulte d'actions (ou inactions), ou de comportements d'Eqdom, ou de ses employés, qui seraient incompatibles avec notre code de conduite, pouvant aboutir à des conséquences négatives pour nos parties prenantes, ou mettant en risque la pérennité ou la réputation d'Eqdom. Nos parties prenantes incluent notamment nos clients, nos employés, les actionnaires, nos fournisseurs et l'environnement.

Eqdom vise les plus hauts standards de qualité de service, de comportements des collaborateurs ; elle n'a pas d'appétit pour le risque de conduite inappropriée.

Eqdom a défini des valeurs et des principes de comportement applicables à l'ensemble de ses collaborateurs :

1. Elle veille à la loyauté du comportement de ses collaborateurs à l'égard de la clientèle ;
2. Elle développe une culture forte qui guide les comportements de tous ses collaborateurs afin d'exercer ses métiers avec éthique et responsabilité. Cette culture se traduit par des références partagées au sein d'Eqdom : les Valeurs, le Code de conduite, et le modèle de leadership qui définit pour chaque valeur les comportements et les compétences attendues des collaborateurs ;

Elle s'assure de leur mise en œuvre et de leur respect notamment à travers l'alignement des processus RH (recrutement, formation, évaluation de la performance, etc.) sur ces valeurs et principes de comportement.

➔ **Risque de réputation**

La maîtrise du risque de réputation est fondée avant tout sur une approche préventive. Pour ce faire, Eqdom :

- S'attache à maîtriser strictement le risque de non-conformité et de conduite non appropriée ;
- S'est engagée, en tant qu'acteur responsable, à agir conformément à un code de conduite formalisé et à un ensemble d'instructions internes. Au-delà de ce cadre, les relations commerciales susceptibles de créer une atteinte à la réputation d'Eqdom en lien avec ces sujets font l'objet d'une identification et d'une analyse spécifique
- Soumet tout projet de nouveau produit ou activité à un processus d'approbation préalable visant à assurer que les risques induits, de toutes natures, sont identifiés, évalués, atténués dans la mesure du possible et acceptés dans leur part résiduelle. Dans ce cadre, le risque d'atteinte à la réputation d'Eqdom fait l'objet d'une analyse spécifique.
- Approfondit la connaissance de ses clients afin de leur proposer des produits adaptés à leur situation, à leurs besoins et à leur degré d'expertise, et s'attache constamment à fournir des services de qualité. Une attention particulière est portée aux signes d'insatisfaction de la clientèle transmis notamment par les réclamations écrites et orales.

➤ **Autres risques opérationnels**

Au-delà des risques cités ci-dessus, Eqdom encourt d'autres risques opérationnels inhérents à ses activités : erreurs d'exécution, fraude interne et externe, défaillance des systèmes d'information, actes de malveillance contre les systèmes informatiques, perte de moyens d'exploitation, litiges commerciaux etc.

Eqdom se donne pour objectif d'assurer la maîtrise de ces risques à travers :

- Une analyse de l'environnement en terme de risque opérationnel et un système de détection des signaux faibles.
- Le déploiement de processus de traitement sécurisés, de dispositifs de prévention spécifique et un dispositif de contrôle interne.
- La mise en place d'indicateurs clés de suivi et de contrôle des risques (KRI) ;
- L'identification et l'évaluation des risques à travers un exercice d'autoévaluation des risques et des contrôles à fréquence annuelle.
- La prévention des risques spécifiques : la lutte contre la fraude par la diffusion de procédures, des actions de formation et de sensibilisation afin de promouvoir une culture de lutte contre la fraude. La mise en place d'un comité dédié à la fraude afin d'identifier toute action nécessaire à contrecarrer les tentatives des fraudeurs .L'élaboration d'un plan d'action détaillé a été mis en œuvre et a permis de renforcer le dispositif anti-fraude .Le suivi d'indicateurs tels le taux de fraude évitée par rapport aux subies a démontré l'efficacité du dispositif anti-fraude déployé.

ANNEXE III : UN DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE ROBUSTE, RENFORCE PAR UN PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU CONTRÔLE PERMANENT

A/ Dispositif de contrôle interne

L'exercice du contrôle interne s'inscrit dans le cadre d'une approche globale, visant à sécuriser les activités et par là, à assurer un socle solide pour un développement sain et pérenne du groupe.

C'est pourquoi Eqdom s'est dotée d'un dispositif de contrôle interne structuré en charge d'assurer et d'animer les contrôles essentiels et nécessaires au bon fonctionnement de son activité.

La gouvernance du contrôle interne est partagée entre le conseil d'administration et les dirigeants effectifs. La Direction générale définit et présente au Conseil d'administration les dispositifs et les processus de contrôle adaptés à la stratégie de risque approuvée par celui-ci, il en supervise la mise en œuvre et l'efficacité.

GOUVERNANCE DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

1.

Respectant les principes généraux du gouvernement d'entreprise, le système de gouvernance d'Eqdom se compose d'une Direction générale qui assure ses fonctions de gestion sous le contrôle permanent du Conseil d'administration.

Le conseil d'administration a pour mission principale de s'assurer que la marche de la société s'exerce conformément à la réglementation et à la stratégie arrêtée. Il est le responsable en dernier ressort de la solidité financière de l'établissement et opère, à cet effet, à toute époque de l'année, les vérifications et contrôles qu'il juge opportun. Dans le cadre de sa mission, le Conseil d'administration s'appuie sur les travaux des comités spécialisés dont les conclusions ou recommandations peuvent donner lieu à délibération.

Outre les instances de gouvernance, le dispositif de contrôle interne est articulé autour d'un dispositif de contrôle permanent et d'un dispositif de contrôle périodique, distincts et indépendants tout en étant complémentaires et coordonnés. Il s'appuie aussi sur des référentiels, des méthodologies et des outils adaptés, permettant de couvrir, de suivre et de superviser les zones de risques identifiées.

Afin d'assurer un niveau de maîtrise des risques efficient, le dispositif de contrôle interne s'appuie sur les piliers suivants :

- Un personnel formé et sensibilisé, à chaque échelon, à la nécessité d'assurer la sécurité des opérations au quotidien ;
- Une culture d'entreprise valorisant une saine maîtrise des risques et l'exigence de contrôle ;
- Une séparation des fonctions et des tâches, qui s'applique entre activités de front et de backoffice, entre origination des opérations, comptabilisation et règlement, etc. ;
- L'existence d'une documentation normative (directives, instructions, manuels de procédures, etc.) adaptée à la nature des activités et prenant en compte tous les types de risques. Cette documentation est diffusée, accessible aux opérateurs et archivée ;
- Des dispositifs de contrôle intégrés au traitement des opérations de façon automatique ou manuelle et aux actes de gestion au quotidien, ainsi que des contrôles à posteriori ;
- Un outil de contrôle permanent dédié (GPS) permettant l'homogénéité des remontées de Supervision Managériale (SM) et le respect du délai de déclaration des contrôles à travers une date limite d'exécution à respecter et ce, pour l'ensemble des déclarants, la gestion de la validation des rapports SM par les managers (workflow), le partage des résultats des contrôles et le suivi de la régularisation des anomalies déclarées par les opérationnels dans le cadre de leurs remontées ;
- Un dispositif de contrôle permanent (niveau 1 et 2) et de contrôle périodique fonctionnant de façon complémentaire pour assurer la robustesse des niveaux de contrôles.

La mobilisation de l'ensemble des intervenants permet de prendre en charge le cycle de gestion des risques, comprenant les étapes d'identification, d'évaluation des risques, de remontée d'éventuelles anomalies avec mise en place de plan d'actions correctifs.



Sur le plan organisationnel et outre l'intervention au quotidien de tous les opérationnels dans la surveillance de leurs risques, des équipes dédiées sont affectées aux trois « lignes de défense » pour assurer la mise en place, l'animation et le pilotage de l'ensemble de ce dispositif.

| Contrôle permanent | | Contrôle Périodique |
|--|--|---|
| 1 ^{ère} ligne de défense | 2 ^{ème} ligne de défense | 3 ^{ème} ligne de défense Fonction de Contrôle périodique indépendant |
| <p>La 1^{ère} ligne de défense est en charge de la gestion quotidienne des risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Les métiers, en tant que première ligne de défense, prennent des risques et sont directement responsables de leur gestion opérationnelle. À cette fin, les métiers doivent disposer de processus et de contrôles appropriés visant à s'assurer que les risques sont identifiés, analysés, mesurés, surveillés, et gérés dans les limites de l'appétit pour le risque de la société et que les activités liées aux métiers sont conformes aux exigences externes et internes. → La Direction du contrôle permanent a pour fonction de coordonner le contrôle permanent du niveau 1. Elle est à ce titre en charge de la mise en œuvre, de la coordination du challenge et de l'animation du dispositif de contrôle de niveau 1. | <p>La deuxième ligne de défense, composée des trois fonctions Risque, Conformité et Finance, veille à ce que tous les risques soient identifiés, évalués, analysés, mesurés, surveillés, gérés et correctement remontés par les lignes métiers concernées, en formant une vue d'ensemble sur tous les risques. A ce titre, ces 3 fonctions :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Définissent les normes, standards et procédures liés au dispositif de maîtrise du risque, et fournissent des indicateurs clés et une analyse pour le suivi global des risques. → Évaluent le profil de risque d'Eqdom, ainsi que l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques des entités. → Challenge et accompagnent la mise en œuvre des mesures de gestion des risques par les métiers afin de s'assurer que les processus et les contrôles mis en place par la première ligne de défense sont bien conçus et efficaces. <p>La SU CN2 rattaché de manière fonctionnelle à la SGMA réalisera les contrôles permanents de second niveau au sein d'EQDOM afin de vérifier l'adéquation, la performance et l'efficacité des contrôles permanent de premier niveau. Cette fonction à EQDOM est en cours de démarrage à compter du mois d'avril 2020.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Le contrôle périodique (inspection/ audit) constitue la troisième ligne de défense. Il est strictement indépendant des métiers et du contrôle permanent. • En tant que troisième ligne de défense, le contrôle périodique aide Eqdom à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôles et de gouvernance d'entreprise. Il évalue la qualité de la gestion des risques au sein du périmètre audité, la pertinence et l'efficacité du dispositif de contrôle permanent. • La fonction de contrôle périodique est également en charge de la revue indépendante des deux premières lignes de défense. |

B/ Programme de transformation du contrôle permanent

EQDOM a déployé le programme de transformation PCT (Permanent Control Transformation), à compter de 2019. Pour mémoire, ce programme implémenté à l'échelle du groupe société générale a été initié suite aux recommandations du régulateur du groupe : la banque centrale européenne.

Ce programme a pour objectif de renforcer la culture du risque et du contrôle pour que EQDOM soit plus robuste, plus efficiente dans son développement.

Le programme PCT priorise l'amélioration continue adaptée au contexte du risque opérationnel, et privilégiant :

- Un dispositif de contrôle moderne et efficace :
 - ✓ Un contrôle de 1er niveau ayant pour mission l'exécution des contrôles adaptés aux risques induits par les activités : contrôle Lafayette, contrôle COVID, que EQDOM a exécuté en intégralité et a déployé dans l'outil dédié les besoins de contrôles adéquats tout en réalisant les objectifs de déploiement escomptés conformément aux recommandations du groupe.
 - ✓ La création d'une entité Ad hoc dédiée au CN2 avec le respect du principe d'indépendance dans la nouvelle organisation (CN1 & CN2) qui a permis la revue des contrôles de plusieurs entités en 2021.
- Une organisation flexible et adaptée : le modèle d'organisation en trois lignes de défense, recommandé par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE), le Comité de Bâle, ainsi que les autorités de supervision bancaires (BCE, ACPR) pour l'attribution de responsabilités de contrôle et de gestion des risques au sein d'un établissement financier, est désormais appliqué et décliné.

- Mise en place d'un corpus unique des activités et processus, une taxonomie de risques qui a été élargie et une bibliothèque de contrôles, valables pour l'ensemble du Groupe. Il s'agit d'une approche par processus afin d'identifier l'activité, le risque induit par cette dernière et le dispositif d'atténuation du risque adéquat à mettre en œuvre face au risque pour mieux le maîtriser.
- Des Reportings pertinents et opportuns : PCT a mis en place un tableau de bord portant sur l'ensemble du Groupe et qui est présenté trimestriellement au Comité de Coordination du Contrôle Interne du Groupe (CCCIG). En outre, le CCCIG revoie annuellement le contrôle permanent de chaque BU/SU sur la base des tableaux de bord produits par chacune à la maille de son périmètre. A noter qu'Eqdom ne dispose pas d'une déclinaison de ce comité au niveau local du fait qu'elle a déjà en place un comité RO ainsi qu'un Comité Fraudes à fréquence trimestrielle et un Comité d'audit et Risque à fréquence semestrielle.
- Le déploiement d'un dispositif d'amélioration continue en 2021 : la réalisation de l'exercice d'autoévaluation selon une nouvelle méthodologie et dans un nouvel outil dédié sur les activités d'Eqdom à fréquence annuelle avec pour objectif l'évaluation progressive de l'ensemble des activités d'Eqdom .
- La prise en compte par Eqdom du risque inhérent à la gestion du volet externalisation des prestations tenant compte des exigences Groupe (BCE, ACPR) et locales (BAM) en mettant en œuvre les fondamentaux pour la gestion des PSE et en priorisant la généralisation de l'outil dédié (RAMOS) pour le suivi de l'ensemble des prestations externalisées .De ce fait la remédiation des PSE a été effectuée et achevée à fin septembre 2021 en recensant l'exhaustivité des PSE et en qualifiant les PSE essentielles et en renseignant l'ensemble des informations requises dans l'outil dédié afin de sécuriser le périmètre des prestations externalisées .Le suivi et la régularisation des KPI nécessaires à la gestion des prestations de services externalisées a également contribué à l'élaboration du dispositif PSE cible escompté .
- Principaux objectifs et enjeux définis par le programme PCT :



ANNEXE IV : PROJET DE RESOLUTIONS A SOUMETTRE A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE



PROJET DES RESOLUTIONS A SOUMETTRE A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 27 MAI 2022

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux comptes, approuve les états financiers de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs en fonction et décharge aux Commissaires aux comptes de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2021.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2021, s'élevant à 35 063 516,87 Dirhams, comme suit :

| | |
|--|----------------|
| • Bénéfice net de l'exercice auquel s'ajoute | 35 063 516 ,87 |
| • Le report à nouveau disponible | 437 847 157,38 |
| • Total à affecter comme suit | 472 910 674,25 |
| • Dividendes par action 40 DHS, soit | 66 810 000,00 |
| • Reliquat à reporter à nouveau | 406 100 674,25 |

Le dividende par action de l'exercice 2021 est fixé à 40 Dirhams et sera mis en paiement à partir du 27 juin 2022 auprès de la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'allouer au Conseil d'Administration, à titre de jetons de présence, une somme globale de UN MILLION DEUX CENT DIX MILLE DHS (1.200.000 DHS) à répartir entre les administrateurs, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions relevant des dispositions de l'article 56 de la Loi 17/95, telle que modifiée et complétée, déclare approuver lesdites conventions.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la démission, de leur mandat d'Administrateur, de Messieurs :

- Khalid CHAMI, avec effet à l'issue du Conseil d'Administration du 23 Mars 2022 et lui donne quitus entier et définitif pour toute la durée de son mandat.
- Jean-Hugues DELVOLVE, avec effet à l'issue du Conseil d'Administration du 28 Septembre 2021 et lui donne quitus entier et définitif pour toute la durée de son mandat.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que le mandat de Madame Amina FIGUIGUI est arrivé à expiration et lui donne quitus entier et définitif pour toute la durée de son mandat.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de Madame Amina FIGUIGUI, en qualité d'Administratrice Indépendante, pour une nouvelle période de quatre (4) ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer, en 2026, sur les comptes de l'exercice devant être clos le 31 décembre 2025.

HUITIEME RESOLUTION

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale prend acte que la nouvelle composition du Conseil d'Administration se présente à ce jour comme suit :

- Monsieur Mohammed TAHRI, Administrateur, Président
- Monsieur Abdelaziz TAZI, Administrateur
- Monsieur Gérard TOUATI, Administrateur
- Société Générale Marocaine de Banques, Administrateur, dont le représentant permanent est Monsieur Ahmed EL YACOUBI
- Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites, Administrateur, dont le représentant permanent est Monsieur Khalid CHEDDADI
- Société Centrale de Réassurances, Administrateur, dont le représentant permanent est Monsieur Youssef FASSI FIHRI
- Madame Amina FIGUIGUI, Administratrice Indépendante
- Madame Michèle THILL, Administratrice
- Monsieur Said RKAIBI, Administrateur

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour accomplir toutes formalités de dépôt, d'enregistrement et de publicité qui seront nécessaires.

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE :**PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide, à compter de ce jour, de procéder aux modifications statutaires nécessaires à la mise en harmonie des statuts de la société avec les dispositions de la loi 17-95 relative aux sociétés anonyme telle que modifiée et complétée et aux dispositions de la loi 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés telle que modifiée et complétée.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide, en conséquence de l'adoption de la première résolution, à compter de ce jour, de modifier la rédaction des articles : 1 ; 3 ; 12 ; 13 ; 14.2.2 ; 14.2.4.2 ; 16.1.1 ; 16.1.2,16.2.1 ; 16.2.3 ; 16.4.2 ;16.6.1 ;16.6.4 ; 16.8 ; 16.9 ; 21 ; 22.1 ; 22.2 ; 23.1 ; 31 ; 32.1 ; 32.2 ; 33.1 ; 33.2 ; 35 ; 38.1 des statuts comme suit :

Article 1 : FORME DE LA SOCIETE

« La société formée entre les propriétaires des actions déjà créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, est une société anonyme faisant appel public à l'épargne, qui est régie par les lois en vigueur au Maroc, et notamment par la Loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par le Dahir par le dahir n° 1-14-193 du (24 décembre 2014) portant promulgation de la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés , par le Dahir n° 1-12-55 du 14 safar 1434 (28 décembre 2012) portant promulgation de la loi n° 44-12 relative à l'appel public à l'épargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'épargne, par la Loi 15-95 formant Code de Commerce, ainsi que par les présents statuts.

Etant en outre précisé que par Arrêté du Ministre de l'Économie, des Finances, de Privatisation et du Tourisme n° 678-02 du 28 moharrem 1423 (12 Avril 2002), publié au Bulletin Officiel n° 5010, la société a été agréée en qualité de société de financement pour effectuer les opérations de crédits à la consommation, la location avec option d'achat (LOA) conformément aux dispositions du dahir n° 1-14-193 du (24 décembre 2014) portant promulgation de la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés susvisé...»

(Le reste de l'article demeure inchangé).

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- toutes les opérations de financement et de crédit,, mobiliers et Bureautique ;
- toutes les opérations de financement,socioculturel ou de bien-être;
- toute conception, la mise en œuvre et l'utilisation personnes physiques ou morales ;
- la Location avec Option d'Achat (LOA) ;
- et généralement toutes opérations financières.....directement ou indirectement à ces objets.

(Le reste de l'article demeure inchangé).

Article 12 : CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT ET CERTIFICATS DE DROIT DE VOTE

« L'assemblée générale extraordinaire peut, en cours de vie sociale, décider sur le rapport du conseil d'administration et sur celui des commissaires aux comptes, la création de certificats d'investissement..... ».

(Le reste de l'article demeure inchangé).

Article 13 : EMISSION DES OBLIGATIONS

« Sous réserve des conditions posées par l'article 293 de la loi, l'assemblée générale ordinaire a seule qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, le tout conformément aux articles 294 et suivants de la loi.

« Cette assemblée peut déléguer au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour procéder, dans un délai de cinq ans, à une ou plusieurs émissions d'obligations et en arrêter les modalités.

« Toutefois, le conseil d'administration des sociétés faisant appel public à l'épargne est habilité de plein droit, sauf restriction statutaire, à émettre des emprunts obligataires ne donnant pas accès au capital.

« Les emprunts obligataires peuvent être libérés, selon la décision de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, soit en numéraire soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

« Si les obligations sont libérées par compensation avec des créances sur la société, celles-ci font l'objet d'un arrêté de compte établi par le conseil d'administration et certifié exact par le ou les commissaires aux comptes.

« La masse est représentée par un ou plusieurs mandataires élus par l'assemblée générale ordinaire des obligataires.

« En attendant la tenue de l'assemblée générale, et préalablement à l'autorisation de l'émission d'obligations par l'Autorité marocaine du marché des capitaux, le conseil d'administration procède à la désignation d'un mandataire provisoire dans les conditions prévues par la loi.

« Ne peuvent être désignés comme représentants de la masse, les personnes qui sont au service de la société débitrice et des sociétés garantes de l'emprunt, notamment ceux appartenant aux catégories listées par la loi.

« Les sociétés anonymes remplissant les conditions prévues par la loi peuvent émettre des obligations convertibles en actions en se conformant aux conditions spéciales fixées par les articles 316 et suivants de la présente loi ».

Article 14 : AUGMENTATION DU CAPITAL

2.2. Principes :

« Lorsque l'augmentation de capital et réputée non avenue »

« Au cas où l'augmentation par l'assemblée générale extraordinaire ».

« L'émission d'actions nouvelles est soumise aux obligations légales et réglementaires prévues en la matière ».

2.4. Suppression du droit préférentiel de souscription :

2.4.2 : « La suppression du droit préférentiel.....d'une ou plusieurs personnes.

« Dans ce cas, le prix.....rapport spécial des Commissaires aux comptes.

« Le rapport du Conseil..... attribués à chacun d'eux.

« Les attributaires éventuels.....lesdits attributaires.

« Les Commissaires aux comptes.....exactes et sincères.

« Dans les cas visés ci-dessus conformément à la loi 17-95 sur la S.A, le rapport du conseil d'administration est communiqué par la société au ou aux commissaires aux comptes quarante-cinq (45) jours au moins avant la date prévue de la réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur l'augmentation de capital.

Le rapport du conseil d'administration susmentionné est mis à la disposition des actionnaires, au siège social de la société et ou sur son site, au plus tard à la date de publication de l'avis de réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur l'augmentation de capital ».

(Le reste de l'article demeure inchangé)

Article 16: CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. COMPOSITION – DESIGNATION - REVOCATION

« 1.1. La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois (3) membres au moins et de quinze (15) membres au plus, pris parmi les actionnaires.

« 1.2. Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale ordinaire. Dans ce dernier cas, lors de sa nomination, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

« L'Assemblée Générale désigne au sein du Conseil d'Administration un nombre d'administrateurs indépendants qui doit être compris entre un minimum d'un administrateur et un maximum d'un tiers des administrateurs tenant compte de leur taille et selon les modalités fixées par Bank Al-Maghrib ».

« Ledit administrateur indépendant est nommé, rémunéré et révoqué dans les mêmes conditions et modalités appliquées aux administrateurs. Une rémunération exceptionnelle peut lui être allouée pour les missions qui lui

sont confiées à titre spécial et temporaire.

« L'Assemblée Générale désigne au sein du Conseil d'Administration un nombre d'administrateurs non exécutifs qui ne sont ni président directeur général, ni directeur général, ni directeur général délégué, ni salariés de la société exerçant des fonctions de direction. Leur nombre doit être supérieur à celui des administrateurs ayant l'une de ces qualités.

« En cas de fusion,.....relative aux sociétés anonymes.

« La société admet, à travers la composition du conseil d'administration prévue par les présents statuts, la recherche d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conditions et délais prévues par la loi.

« La proportion des membres du conseil d'administration de chaque sexe ne peut être inférieure à quarante 40%.

« Lorsque le conseil d'administration est composé au plus de huit membres, l'écart entre le nombre des membres de chaque sexe ne peut être supérieur à deux.

« Toute nomination intervenue en violation des stipulations ci-dessus dans les délais fixés par la loi, et n'ayant pas pour effet de remédier à l'irrégularité de la composition du Conseil, est nulle.

« Le conseil d'administration doit se conformer aux stipulations ci-dessus selon le calendrier cité ci-après :

- Assurer une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des organes d'administration qui devra atteindre :

- 30% de la 3^{ème} année suivant l'année de publication de la loi 19-20 de la S.A. soit à partir de 1^{er} janvier 2024.

- 40% de la 6^{ème} année qui suit l'année de publication de la loi 19-20 de la S.A soit à partir de 1^{er} janvier 2027

« Le représentant permanent de la personne morale est pris en compte pour déterminer la proportion de chaque sexe dans la composition du conseil d'administration.

« Toute désignation intervenue en violation des stipulations ci-dessus, et n'ayant pas pour effet de remédier à l'irrégularité de la composition du conseil, est nulle. Cette nullité n'entraîne pas celle des délibérations auxquelles a pris part le représentant permanent irrégulièrement désigné.

« Conformément aux dispositions de la loi, lorsque la composition du conseil d'administration n'est plus conforme aux stipulations ci-dessus, le conseil d'administration doit procéder à des nominations à titre provisoire afin d'y remédier dans un délai de trois mois à compter du jour où se produit la vacance les membres du conseil d'administration »;

« La personne morale de son nouveau représentant permanent.

(Le reste de l'article demeure inchangé)

2. DUREE DES FONCTIONS DES ADMINISTRATEURS

2.1 : « Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ordinaire..... par l'assemblée générale extraordinaire.

« La durée des fonctions des administrateurs est de quatre (4) ans.

(Le reste du paragraphe demeure inchangé)

2.3 : Les administrateurs peuvent être révoqués et remplacés à tout moment par l'assemblée générale ordinaire même si cette question n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

(Le reste du paragraphe demeure inchangé)

4. NOMBRE D'ACTIONS REQUIS :

4.1. « Chaque administrateur.....dans un délai de trois mois.

4.2. « Les commissaires aux comptes veillent, sous leur responsabilité, à l'observation des dispositions prévues ci-dessus et en dénoncent toute violation dans leur rapport à l'assemblée générale ordinaire. Par dérogation aux dispositions légales régissant les sociétés anonymes et aux présents statuts, les membres indépendants du conseil d'administration, ne doivent détenir aucune action de la société, avec ou sans droit de vote, et ce conformément à la réglementation en vigueur, Dahir n°1-14-193 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés du 1er rabii I 1436 (24 décembre 2014) portant promulgation de loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés

6. REUNION DU CONSEIL :

6.1. « Le Conseil se réunit sur la convocation de son Président, au moins deux fois par an et aussi souvent que la loi le prévoit et que la bonne marche de la société l'exige.

« Lorsque le conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le directeur général ou le tiers au moins des administrateurs peut demander au président de convoquer le conseil.

« Lorsque le président ne convoque pas celui-ci dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande, ledit directeur général ou lesdits administrateurs peuvent convoquer le conseil d'administration à se réunir.

6.4. « Il est tenu un registre des présences.....pour toute raison.

« La présence effective.....des délibérations.

« Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'administration par les moyens de visioconférence ou moyens équivalents permettant leur identification et un enregistrement fiable des discussions et délibérations, pour les moyens de preuve.

« Toute clause des statuts contraire aux stipulations ci-dessus est réputée inapplicable, lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent et sont déclarées par les autorités publiques, conformément à la législation et la réglementation en vigueur ».

« Tout administrateur.....que d'une seule procuration.

(Le reste du paragraphe demeure inchangé)

8. COMITES TECHNIQUES

« Le Conseil d'Administration dispose de la possibilité de créer des comités techniques, notamment et sans que cette liste ne soit limitative des comités d'audit, de stratégie et d'investissement.

« Les membres de ces Comités, choisis par le Conseil d'administration parmi les actionnaires ou des tiers, sous la surveillance et la responsabilité du Conseil d'administration à qui ils rendent périodiquement compte de leur activité et remettent des avis et recommandations sur les sujets précis sur lesquels ils ont été consultés.

« La mission de ces comités est exclusivement consultative.

« Les membres de ces comités techniques ou toutes personnes participant à leurs réunions sont tenus à une obligation de discrétion telle qu'imposée par l'article 50 de la loi n°17-95 aux administrateurs et toutes personnes appelées à assister aux réunions du Conseil d'administration, ces comités doivent comporter un représentant, au moins, de chaque sexe dans les conditions prévues par les dispositions légales »

9. COMITES D'AUDIT :

« La composition de ce comité est fixée par le Conseil d'Administration, il ne peut comprendre que des administrateurs non exécutifs. Ce comité est composé de trois membre au moins. Le président du comité doit justifier d'une expérience suffisante en matière financière ou comptable et être indépendant au sens des lois en vigueur.

« Le comité doit comporter un représentant, au moins, de chaque sexe dans les conditions et délais prévues par la loi »

Article 21 : RESPONSABILITE DES ADMINISTRATEURS ET DU DIRECTEUR GENERAL

« Les membres du conseil d'administration, le directeur général et, le cas échéant, le directeur général délégué sont responsables, individuellement ou solidairement, selon le cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés anonymes, soit des violations des statuts, ou des fautes commises dans leur gestion ou des actes pris en dehors de l'intérêt de la société, lors de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu ».

ARTICLE 22 : CONVENTIONS REGLEMENTEES

1. CONVENTIONS SOUMISES A AUTORISATION PREALABLE DU CONSEIL

« Les conventions suivantes sont soumises à autorisation préalable du conseil d'Administration :

- a) « Toute convention intervenantdes droits de vote.
- b) « Toute conventionpar personne interposée.
- c) « Toute convention intervenantde son Directoire ou de son Conseil de Surveillance.

« L'administrateur, le directeur général, le directeur général délégué ou l'actionnaire intéressé est tenu d'informer le président du conseil, dès qu'il a eu connaissance d'une convention à laquelle les dispositions ci-dessus sont applicables. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée

« Ils sont également tenus d'informer le conseil d'administration des éléments permettant d'évaluer leurs intérêts afférents à la conclusion des conventions prévues au même article. Et notamment la nature des relations existantes entre les parties desdites conventions et les raisons économiques justifiant leur conclusion ainsi que leurs différentes caractéristiques.

« Le président du Conseil.....prochaine assemblée générale ordinaire.

« Les Commissaires aux comptes.....sur ce rapport.

« L'intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum et de la majorité.

(Le reste du paragraphe demeure inchangé) .

2. CONVENTIONS LIBRES

« Les stipulations qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

«Cependant, ces conventions, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières ne sont significatives pour aucune des parties, sont communiquées par l'intéressé au président du conseil d'administration. La liste comprenant l'objet et les conditions desdites conventions est communiquée par le président aux membres du conseil d'administration et au ou aux commissaires aux comptes dans les soixante jours qui suivent la clôture de l'exercice.

3. CONVENTIONS INTERDITES

(Le reste de l'article demeure inchangé)

Article 23 : COMMISSAIRES AUX COMPTES –NOMINATION-RECUSATION-INCOMPTABILITE

« Il est nommé au moins deux Commissaires aux comptes..... par la loi et les présents statuts.

1. NOMINATION

« Les fonctions des commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires expirent après la réunion de celle qui statue sur les comptes du troisième exercice.

« La société faisant appel public à l'épargne désigne un ou des commissaires aux comptes; celui-ci ou ceux-ci ne peuvent procéder à la certification des comptes de la société pendant une période supérieure à 12 ans.

« Après l'expiration de la durée maximale ci-dessus, le commissaire aux comptes ne peut entreprendre à la certification des comptes de la société anonyme concernée au cours des quatre années qui suivent la fin de son mandat.

« Le Commissaire aux comptes, nommé par l'assemblée.....de son prédécesseur.....»

(Le reste de l'article demeure inchangé)

Article 31 : PROCES-VERBAUX

« Les délibérations de l'assemblée.....par les membres du bureau.

« Ces procès-verbaux sont consignés.....des délibérations du Conseil d'Administration.

« Le Procès-verbal de l'assemblée doit préciser pour chaque résolution, au moins le nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés, la proportion du capital social représenté par ces votes, le nombre total des votes valablement exprimés, ainsi que le nombre des votes exprimés pour et contre chaque résolution et, le cas échéant, le nombre d'abstentions.

« Les sociétés dont les actions inscrites à la cote de la bourse des valeurs publient sur leur site internet, dans un délai qui ne dépasse pas quinze jours après la réunion de l'assemblée, les résultats des votes établis conformément à l'alinéa précédent »

« Les copiesconseil d'Administration.

(Le reste de l'article demeure inchangé).

Article 32 : ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES**1. ATTRIBUTIONS**

« L'assemblée générale ordinaire statue.....l'assemblée générale extraordinaire.

« Une assemblée générale ordinaire.....de l'exercice social.

« Deux exemplaires des états de synthèse accompagnés d'une copie du rapport du ou des commissaires aux comptes doivent être déposés au greffe du tribunal, dans un délai de 2 mois à compter de la date de leur approbation par l'assemblée générale.

« Ce dépôt peut être effectué par voie électronique dans les conditions fixées par voie réglementaire.

« L'Assemblée générale.....suivantes :

(Le reste de l'article demeure inchangé).

2. QUORUM ET MAJORITE

« Pour délibérer valablement, L'Assemblée générale ordinaire.....pour laquelle aucun quorum n'est requis.....

« Pour le calcul du quorum,des membres présents ou représentés.

« Les statuts peuvent prévoir que tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire.

Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne seront pas pris en considération pour le calcul de la majorité des voix.

« Nonobstant toute clause des statuts contraire aux dispositions ci-dessus, tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire, lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent et sont déclarées par les autorités publiques, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

« Sont réputés présents.....permettant leur identification.

« Toute clause des statuts contraire aux dispositions ci-dessus est réputée inapplicable, lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, et sont déclarées par les autorités publiques, conformément à la législation et la réglementation en vigueur »...

Article 33 : ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

1. ATTRIBUTIONS

« L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et à autoriser la ou les cessions de plus de cinquante pourcent (50%) des actifs de la Société pendant une période de douze (12) mois, conformément aux dispositions de Loi 17-95 toute clause contraire est réputée non écrite..... ».

(Le reste de l'article demeure inchangé).

2. QUORUM ET MAJORITE

« L'assemblée générale extraordinaire ne délibère.....des résolutions soumises à l'assemblée.

« Elle statue à la majorité.....des engagements des actionnaires.

« En outre, dans les assemblées.....ni comme mandataire.

« Les statuts peuvent prévoir que tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne seront pas pris en considération pour le calcul de la majorité des voix

« Nonobstant toute clause des statuts contraire aux dispositions ci-dessus, tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire, lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent et sont déclarées par les autorités publiques, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

« Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par les moyens de visioconférence ou moyens équivalents permettant leur identification dont les conditions sont fixées par la loi en vigueur.

« Toute clause des statuts contraire aux dispositions ci-dessus est réputée inapplicable, lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, et sont déclarées par les autorités publiques, conformément à la législation et la réglementation en vigueur ».

Article 35 : COMPTES ANNUELS DE LA SOCIETE – RESULTATS - DIVIDENDES

« Il est dressé chaque semestre, un état sommaire de la situation active et passive de la société, cet état est mis à la disposition du commissaire aux comptes conformément aux dispositions légales et réglementaire en vigueur ».

« A la clôture de chaque exercice.....en vigueur.

(Le reste de l'article demeure inchangé)

Article 38 : LIQUIDATION**1. OUVERTURE DE LA LIQUIDATION ET EFFETS**

« La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution.....suivi de la mention « Etablissement de Crédit en liquidation...»

(Le reste de l'article demeure inchangé).

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires décide en conséquence l'approbation des nouveaux articles statutaires et la modification corrélatrice des statuts.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour accomplir toutes formalités de dépôt, d'enregistrement et de publicité qui seront nécessaires.

N/B : Les états de synthèse sociaux et consolidés ainsi que les rapports des Commissaires aux comptes correspondant ont été publiés dans Finances News Hebdo N° 1050 du 31 mars 2022.



**COMPTES ANNUELS SOCIAUX ET CONSOLIDES
ET RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

COMPTES ANNUELS SOCIAUX ET RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

AU 31 DECEMBRE 2021

En milliers de DH

| ACTIF | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|------------------|------------------|
| 1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 87 | 350 |
| 2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés | 118 033 | 143 087 |
| • A vue | 118 033 | 143 087 |
| • A terme | | |
| 3. Créances sur la clientèle | 6 117 378 | 5 749 475 |
| • Crédits de trésorerie et à la consommation | 5 685 604 | 5 405 758 |
| • Crédits à l'équipement | | |
| • Crédits immobiliers | | |
| • Autres crédits | 431 774 | 343 717 |
| 4. Créances acquises par affacturage | | |
| 5. Titres de transaction et de placement | | |
| • Bons de Trésor et valeurs assimilées | | |
| • Autres titres de créance | | |
| • Titres de propriété | | |
| 6. Autres actifs | 924 291 | 1 211 720 |
| 7. Titres d'investissement | | |
| • Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| • Autres titres de créance | | |
| 8. Titres de participation et emplois assimilés | 2 207 | 2 207 |
| 9. Créances subordonnées | 0 | 0 |
| 10. Immob. données en crédit-bail et en location | 2 235 625 | 2 502 844 |
| 11. Immobilisations incorporelles | 50 774 | 35 937 |
| 12. Immobilisations corporelles | 48 931 | 52 833 |
| Total de l'Actif | 9 497 326 | 9 698 452 |

BILAN
AU 31 DECEMBRE 2021

En milliers de DH

| PASSIF | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|------------------|------------------|
| 1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 76 087 | |
| 2. Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés | 273 674 | 719 972 |
| • A vue | 132 742 | 133 563 |
| • A terme | 140 932 | 586 408 |
| 3. Dépôts de la clientèle | 1 637 007 | 2 014 592 |
| • Comptes à vue créditeurs | | |
| • Comptes d'épargne | | |
| • Dépôts à terme | | |
| • Autres comptes créditeurs | 1 637 007 | 2 014 592 |
| 4. Titres de créance émis | 5 560 276 | 4 965 633 |
| • Titres de créance négociables émis | 5 560 276 | 4 965 633 |
| • Emprunts obligataires émis | | |
| • Autres titres de créance émis | | |
| 5. Autres passifs | 398 321 | 411 593 |
| 6. Provisions pour risques et charges | 106 455 | 67 654 |
| 7. Provisions réglementées | | |
| 8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie | | |
| 9. Dettes subordonnées | | |
| 10. Ecart de réévaluation | | |
| 11. Réserves et primes liées au capital | 805 570 | 805 570 |
| 12. Capital | 167 025 | 167 025 |
| 13. Actionnaires. Capital non versé (-) | | |
| 14. Report à nouveau (+/-) | 437 847 | 512 027 |
| 15. Résultat nets en instance d'affectation (+/-) | 0 | 0 |
| 16. Résultat net de l'exercice (+/-) | 35 064 | 34 387 |
| Total du Passif | 9 497 326 | 9 698 452 |

| <u>HORS BILAN</u> | | | |
|-----------------------------------|---|-------------------------------|-------------------|
| <u>AU 31 DECEMBRE 2021</u> | | | |
| | | En milliers de dirhams | |
| Code ligne | HORS BILAN | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| H010 | <u>ENGAGEMENTS DONNES</u> | 49 872 | 50 855 |
| H011 | Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés | | |
| H012 | Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle | 49 872 | 50 855 |
| H015 | Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés | | |
| H016 | Engagements de garantie d'ordre de la clientèle | | |
| H017 | Titres achetés à réméré | | |
| H018 | Autres titres à livrer | | |
| H020 | <u>ENGAGEMENTS RECUS</u> | 2 655 618 | 2 655 618 |
| H021 | Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés | 2 655 618 | 2 655 618 |
| H025 | Engagements de garantie reçus des établissements de crédit et assimilés | 0 | 0 |
| H026 | Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers | | |
| H027 | Titres vendus à réméré | | |
| H028 | Autres titres à recevoir | | |
| H830 | <u>VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE</u> | 53 463 | 60 114 |
| H834 | Hypothèques | 53 463 | 60 114 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (hors taxes)
AU 31 DECEMBRE 2021

En milliers de dirhams

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|------------------|------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE | 2 057 975 | 2 100 201 |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 15 | 37 |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 536 260 | 522 879 |
| Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | 0 | 0 |
| Produits sur titres de propriété | 24 697 | 24 505 |
| Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 416 370 | 1 479 859 |
| Commissions sur prestations de service | 77 399 | 64 298 |
| Autres produits bancaires | 3 234 | 8 623 |
| CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | 1 487 006 | 1 606 148 |
| Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | 12 449 | 12 427 |
| Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | 0 | 0 |
| Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis | 140 642 | 156 077 |
| Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 332 623 | 1 436 091 |
| Autres charges bancaires | 1 293 | 1 553 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 570 969 | 494 053 |
| Produits d'exploitation non bancaire | 344 | 335 |
| Charges d'exploitation non bancaire | 0 | 0 |
| CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | 246 571 | 233 663 |
| Charges de personnel | 89 550 | 93 333 |
| Impôts et taxes | 2 468 | 2 080 |
| Charges externes | 140 784 | 129 317 |
| Autres charges générales d'exploitation | 2 841 | 655 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 10 927 | 8 278 |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 324 743 | 260 725 |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES | 427 187 | 343 860 |
| Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 335 895 | 278 986 |
| Pertes sur créances irrécouvrables | 23 914 | 35 876 |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | 67 378 | 28 997 |
| Autres dotations aux provisions | 0 | 0 |
| REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES | 203 528 | 169 063 |
| Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 158 710 | 157 668 |
| Récupérations sur créances amorties | 16 241 | 11 395 |
| Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations incorp. & corporelles | 0 | 0 |
| Reprises de provisions pour risques et charges | 28 577 | 0 |
| Autres reprises de provisions | 0 | 0 |
| RESULTAT COURANT | 101 084 | 85 929 |
| Produits non courants | 0 | 28 |
| Charges non courantes | 5 417 | 15 447 |
| RESULTAT AVANT IMPOTS | 95 667 | 70 510 |
| Impôts sur les résultats | 60 604 | 36 124 |
| Contribution pour l'appui à la cohésion sociale | 0 | 0 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | 35 064 | 34 387 |
| TOTAL DES PRODUITS | 2 261 848 | 2 269 628 |
| TOTAL DES CHARGES | 2 226 784 | 2 235 241 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | 35 064 | 34 387 |

ETAT DES SOLDES DE GESTION
AU 31 DECEMBRE 2021

I. TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

en milliers de DH

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|----------------|----------------|
| 1. (+) Intérêts et produits assimilés | 536 275 | 522 917 |
| 2. (-) Intérêts et charges assimilées | 153 091 | 168 504 |
| MARGE D'INTERET | 383 185 | 354 413 |
| 3. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 416 370 | 1 479 859 |
| 4. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 332 623 | 1 436 091 |
| Résultat des opérations de crédit-bail et de location | 83 747 | 43 768 |
| 5. (+) Commissions perçues | 77 399 | 64 298 |
| 6. (-) Commissions servies | | |
| Marge sur commissions | 77 399 | 64 298 |
| 7. (+/-) Résultat des opérations sur titres de transaction | | |
| 8. (+/-) Résultat des opérations sur titres de placement | | |
| 9. (+/-) Résultat des opérations de change | | |
| 10. (+/-) Résultat des opérations sur produits dérivés | | |
| Résultat des opérations de marché | | |
| 11. (+) Divers autres produits bancaires | 27 931 | 33 128 |
| 12. (-) Diverses autres charges bancaires | 1 293 | 1 553 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 570 969 | 494 053 |
| 13. (+/-) Résultat des opérations sur immobilisations financières | | |
| 14. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire | 344 | 335 |
| 15. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire | 0 | 0 |
| 16. (-) Charges générales d'exploitation | 246 571 | 233 663 |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 324 743 | 260 725 |
| 17. (+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | -184 857 | -145 799 |
| 18. (+/-) Autres dotations nettes de reprises aux provisions | -38 801 | -28 997 |
| RESULTAT COURANT | 101 084 | 85 929 |
| RESULTAT NON COURANT | -5 417 | -15 418 |
| 19. (-) Impôts sur les résultats | 60 604 | 36 124 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | 35 064 | 34 387 |

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)
AU 31 DECEMBRE 2021

II. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

en milliers de DH

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|----------------|---------------|
| (+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE | 35 064 | 34 387 |
| 20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incoporelles et corporelles | 10 927 | 8 278 |
| 21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières | | |
| 22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux | 67 378 | 28 997 |
| 23. (+) Dotations aux provisions réglementées | 0 | 0 |
| 24. (+) Dotations non courantes | | |
| 25. (-) Reprises de provisions | 28 577 | 0 |
| 26. (-) Plus-values de cession des immobilisations incoporelles et corporelles | 12 268 | 0 |
| 27. (+) Moins-values de cession des immobilisations incoporelles et corporelles | 0 | 0 |
| 28. (-) Plus-values de cession des immobilisations financières | | |
| 29. (+) Moins-values de cession des immobilisations financières | | |
| 30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues | | |
| (+/-) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT | 72 523 | 71 662 |
| 31. (-) Bénéfices distribués | 108 566 | 0 |
| (+/-) AUTOFINANCEMENT | -36 043 | 71 662 |

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| | | En milliers de dirhams | |
|-------------|--|------------------------|-------------------|
| | | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| (+) | Produits d'exploitation bancaire perçus | 2 033 278 | 2 075 696 |
| (+) | Récupérations sur créances amorties | 16 241 | 11 395 |
| (+) | Produits d'exploitation non bancaire perçus | 344 | 335 |
| (-) | Charges d'exploitation bancaire versées | 154 383 | 170 057 |
| (-) | Charges d'exploitation non bancaire versées | 0 | 0 |
| (-) | Charges générales d'exploitation versées | 235 644 | 225 386 |
| (-) | Impôts sur les résultats versés | 11 790 | 22 333 |
| I | Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges | 1 648 046 | 1 669 650 |
| | Variation de : | | |
| (+) | Créances sur les établissements de crédit et assimilés | 25 054 | -141 760 |
| (+) | Créances sur la clientèle | -367 903 | -129 330 |
| (+) | Titres de transaction et de placement | 0 | 0 |
| (+) | Autres actifs | 287 429 | 257 188 |
| (+) | Immobilisations données en crédit-bail et en location | 267 219 | 463 756 |
| (+) | Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | -446 298 | 504 195 |
| (+) | Dépôts de la clientèle | -377 585 | -493 744 |
| (+) | Titres de créance émis | 594 643 | -555 917 |
| (+) | Autres passifs | -1 569 678 | -1 580 959 |
| II | Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation | -1 587 119 | -1 676 572 |
| III | FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I+II) | 60 928 | -6 922 |
| (+) | Produit des cessions d'immobilisations financières | | |
| (+) | Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | 0 | 0 |
| (-) | Acquisition d'immobilisations financières | 0 | 0 |
| (-) | Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles | 53 409 | 17 658 |
| (+) | Intérêts perçus | | |
| (+) | Dividendes perçus | 24 697 | 24 505 |
| IV | FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT | -28 712 | 6 847 |
| (+) | Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus | | |
| (+) | Emission de dettes subordonnées | | |
| (+) | Emission d'actions | | |
| (-) | Remboursement des capitaux propres et assimilés | | |
| (-) | Intérêts versés | | |
| (-) | Dividendes versés | 108 566 | 0 |
| V | FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT | -108 566 | 0 |
| VI | VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V) | -76 350 | -75 |
| VII | TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE | 350 | 425 |
| VIII | TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE (VI+VII) | -76 000 | 350 |



ETAT DES DEROGATIONS
DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| ETAT A.2 | | Du 01/01/2021 au 31/12/2021 |
|--|--|--|
| INDICATIONS DES DEROGATIONS | JUSTIFICATION DES DEROGATIONS | INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS |
| I - DEROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX | | NEANT |
| II - DEROGATIONS AUX METHODES D'EVALUATION | | NEANT |
| III - DEROGATIONS AUX REGLES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE | | NEANT |

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES
DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

ETAT A.3

en milliers de DH

| NATURE DES CHANGEMENTS | JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS | INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS |
|--|-------------------------------|--|
| I- CHANGEMENTS AFFECTANT LES MÉTHODES D'ÉVALUATION | | <i>INCIDENCE</i> |
| | NEANT | |
| | | |

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

AU 31/12/2021

ETAT B.1

en milliers de DH

| CREANCES | ETS DE CREDIT ET ASSIMILES AU MAROC | | | Etablissements de Crédit à L'étranger | TOTAL AU 31/12/2021 | TOTAL AU 31/12/2020 |
|------------------------------|---|------------------------|---|---|---------------------------|---------------------------|
| | Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux | Banques au Maroc | Autres Etablissements de crédit au Maroc | | | |
| COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS | 87 | 118 033 | | | 118 120 | 143 437 |
| VALEURS RECUES EN PENSION | | | | | | |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à terme | | | | | | |
| PRETS DE TRESORERIE | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à vue | | | | | | |
| PRETS FINANCIERS | | | | | | |
| AUTRES CREANCES | | | | | | |
| INTERETS COURUS A RECEVOIR | | | | | | |
| CREANCES EN SOUFFRANCE | | | | | | |
| TOTAL | 87 | 118 033 | | | 118 120 | 143 437 |

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31/12/2021

ETAT B.2

en milliers de DH

| CREANCES | SECTEUR PUBLIC | SECTEUR PRIVE | | | TOTAL AU 31/12/2021 | TOTAL AU 31/12/2020 |
|--|----------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| | | ENTREPRISES FINANCIERES | ENTREPRISES NON FINANCIERES | AUTRES CLIENTELES | | |
| CREDITS DE TRESORERIE | | | | | | |
| - Comptes à vue débiteurs | | | | | | |
| - Créances commerciales sur le Maroc | | | | | | |
| - Crédits à l'exportation | | | | | | |
| - Autres crédits de trésorerie | | | | | | |
| CREDITS A LA CONSOMMATION | | | | 5 685 604 | 5 685 604 | 5 405 758 |
| CREDIT A L'EQUIPEMENT | | | | | | |
| CREDITS IMMOBILIERS | | | | | | |
| AUTRES CREDIT | | | | | | |
| CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE | | | | | | |
| INTERETS COURUS A RECEVOIR | | | | | | |
| CREANCES EN SOUFFRANCE | | | | 431 774 | 431 774 | 343 717 |
| - Créances pré-douteuses | | | | 166 176 | 166 176 | 152 372 |
| - Créances douteuses | | | | 42 270 | 42 270 | 43 529 |
| - Créances compromises | | | | 223 328 | 223 328 | 147 816 |
| TOTAL | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 117 378 | 6 117 378 | 5 749 475 |

**VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT
PAR CAEGORIE D'EMETTEUR
AU 31/12/2021**

ETAT B.3

| TITRES | ETS DE CREDIT ET ASSIMILES | EMETEURS PUBLIC | EMETEURS PRIVES | | TOTAL AU 31/12/2021 | TOTAL AU 31/12/2020 |
|--|----------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------------------|---------------------|
| | | | FINANCIERES | NON FINANCIERES | | |
| TITRES COTES | | | | | | |
| - BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | | | | | | |
| - OBLIGATIONS | | | | | | |
| - AUTRES TITRES DE CREANCE | | | | | | |
| - TITRES DE PROPRIETE | | | | | | |
| | | | NEANT | | | |
| TITRES NON COTES | | | | | | |
| - BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | | | | | | |
| - OBLIGATIONS | | | | | | |
| - AUTRES TITRES DE CREANCE | | | | | | |
| - TITRES DE PROPRIETE | | | | | | |
| | | | NEANT | | | |
| TOTAL | | | | | | |

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT
#VALEUR!

| | | | | | | ETAT B.4 |
|--|-------------------------|--------------------|----------------------------|-------------------------|--------------------------|------------|
| TITRES | VAL. COMPTABLE BRUTE | VALEUR ACTUELLE | VALEUR DE REMBOURSEMENT | PLUS-VALUES LATENTES | MOINS-VALUES LATENTES | PROVISIONS |
| TITRES DE TRANSACTION | | | | | | |
| - BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | | | | | | |
| - OBLIGATIONS | | | | | | |
| - AUTRES TITRES DE CREANCE | | | | | | |
| - TITRES DE PROPRIETE | | | | | | |
| TITRES DE PLACEMENT | | | | | | |
| - BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | | | | NEANT | | |
| - OBLIGATIONS | | | | | | |
| - AUTRES TITRES DE CREANCE | | | | | | |
| - TITRES DE PROPRIETE | | | | | | |
| TITRES D'INVESTISSEMENT | | | | | | |
| - BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | | | | | | |
| - OBLIGATIONS | | | | | | |
| - AUTRES TITRES DE CREANCE | | | | | | |

| ETAT C1: REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL | | | | | |
|---|---------|--------------------------|--------------------|--------------------------------|------------|
| montant du capital : | | | 167 025 000 | | |
| Montant du capital social souscrit et non appelé | | | | | |
| Valeur nominale des titres | | | 100 dhs | | |
| Nom des principaux actionnaires ou associés | Adresse | NOMBRE DE TITRES DETENUS | | PART DU CAPITAL DETENU % | |
| | | Exercice précédent | Exercice actuel | | |
| SGMA | | 897 241 | 897 241 | 53,72 | |
| CIMR | | 100 605 | 100 605 | 6,02 | |
| INVESTIMA | | 51 812 | 51 812 | 3,10 | |
| PATRIMOINE GESTION ET PLACEMENT | | 22 600 | 23 995 | 1,44 | |
| ALLIANZ MAROC | | 12 636 | 14 827 | 0,89 | |
| SAHAM ASSURANCE | | | 6 397 | 0,38 | |
| BELLEVUE FUNDS (LUX) | | | 5 580 | 0,33 | |
| LA MAROCAINE VIE LMV | | 5 011 | 5 414 | 0,32 | |
| FINTA | | 3 000 | 3 000 | 0,18 | |
| TAOUFIK IDRISSE FATIMA ZAHRA | | 2 594 | 2 594 | 0,16 | |
| EL FECHTALI TAIEB | | | 2 223 | 0,13 | |
| ZEBDI AICHA | | | 1 849 | 0,11 | |
| HAKAM ABDELLATIF FINANCE | | 1 000 | 1 000 | 0,06 | |
| AUTRES NOMINATIF PUR | | 11 | 11 | 0,00 | |
| AUTRES ACTIONNAIRES | | 573 740 | 553 702 | 33,15 | |
| TOTAUX | | | 1 670 250 | 1 670 250 | 100 |



| DETAIL DES AUTRES ACTIFS | | |
|--|--------------------------|-------------------|
| ETAT B.5 | en milliers de DH | |
| ACTIF | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS NETTES D'AMORTISSEMENTS | 0 | 0 |
| SOMMES DUES PAR L'ETAT | 53 240 | 194 598 |
| SOMMES DUES PAR LE PERSONNEL | 261 | 275 |
| DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS | 299 | 259 |
| FOURNISSEURS DEBITEURS : AVANCES ET ACOMPTES | 884 | 121 |
| CONCESSIONNAIRES : RISTOURNES ACCORDEES | 12 323 | 11 890 |
| AUTRES DEBITEURS | 737 | 406 |
| DIVERSES PRESTATIONS | 0 | 0 |
| STOCK DE FOURNITURES DE BUREAU ET IMPRIMES | 95 | 195 |
| CORRELATION LOA | 841 366 | 989 137 |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 14 065 | 14 778 |
| PRODUITS A RECEVOIR | 1 021 | 61 |
| COMPTE DE REGULARISATION ACTIF | | 0 |
| TOTAL | 924 291 | 1 211 720 |

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES
au 31 décembre 2021

ETAT B.6 En milliers de dirhams

| Dénomination de la Société émettrice | Secteur d'activité 1 | Capital social 2 | Participation au capital en % 3 | Prix d'acqui- sition global 4 | Valeur comptable nette 5 | Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice | | | Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9 |
|--|----------------------------|------------------------|--|--|--------------------------------|---|----------------------|-------------------|--|
| | | | | | | Date de clôture 6 | Situation nette 7 | Résultat net 8 | |
| PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES | | | | | | | | | |
| STE Loste & Compagnie Assurances | Assurance | 300 | 97% | 2 207 | 2 207 | 31/12/2021 | 23 537 | 22 924 | 24 697 |
| TOTAL | | | | 2 207 | 2 207 | | | 22 924 | 24 697 |

CREANCES SUBORDONNEES
au 31 décembre 2021

ETAT B.7 en milliers de DH

| RUBRIQUES | MONTANT GLOBAL | APPARENTES | | | | 31-déc-21 | 31-déc-20 |
|--|-------------------|----------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|----------------------|-----------|-----------|
| | | ETS DE CREDIT ET ASSIMILES | ENTREPRISES FINANCIERES | ENTREPRISES NON FINANCIERES | AUTRES APPARENTES | | |
| CREANCES SUBORDONNEES | | | | | | | |
| - Titres subordonnés des Ets de crédit et assimilés | | | | | | | |
| - Titres subordonnés de la clientèle | | | | | | | |
| - Prêts subordonnés des Ets de crédit et assimilés | | | | NEANT | | | |
| - Prêts subordonnés de la clientèle | | | | | | | |
| CREANCES SUBORDONNEES EN SOUFFRANCE | | | | | | | |
| AGIOS RESERVES SUR CREANCES SUBORDONNES | | | | | | | |
| PROVISIONS POUR CREANCES SUBORDONNEES EN SOUFFRANCE | | | | | | | |
| | | | | | | | |

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
AU 31/12/2021
ETAT B8

en milliers de DH

| Nature | Montant brut au début de l'exercice | Montant des acquisitions au cours de l'exercice | Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice | Montant brut à la fin de l'exercice | Amortissements | | Provisions | | | Montant net à la fin de l'exercice |
|---|-------------------------------------|---|---|-------------------------------------|----------------------------------|--------------------------|----------------------------------|------------------------|----------------------|------------------------------------|
| | | | | | Dotations au titre de l'exercice | Cumul des amortissements | Dotations au titre de l'exercice | Reprises de provisions | Cumul des provisions | |
| IMMOBIL. DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT | 5 161 075 | 1 460 750 | 1 903 869 | 4 717 956 | 1 332 623 | 2 319 499 | 62 629 | 18 805 | 162 832 | 2 235 625 |
| CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | | | | | | |
| CREDIT-BAIL MOBILIER | | | | | | | | | | |
| - Crédit-bail mobilier en cours | | | | | | | | | | |
| - Crédit-bail mobilier loué | 4 882 090 | 1 101 986 | 1 624 884 | 4 359 192 | 1 332 623 | 2 319 499 | 0 | 0 | 0 | 2 039 693 |
| - Crédit-bail mobilier non loué après résiliation | | | | | | | | | | |
| CREDIT-BAIL IMMOBILIER | | | | | | | | | | |
| - Crédit-bail immobilier en cours | | | | | | | | | | |
| - Crédit-bail immobilier loué | | | | | | | | | | |
| - Crédit-bail immobilier non loué après résiliation | | | | | | | | | | |
| LOYERS COURUS A RECEVOIR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| LOYERS RESTRUCTURES | | | | | | | | | | |
| LOYERS IMPAYES | 115 666 | 94 459 | 115 666 | 94 459 | 0 | | | 0 | 0 | 94 459 |
| CREANCES EN SOUFFRANCE | 163 319 | 264 305 | 163 319 | 264 305 | 0 | 0 | 62 629 | 18 805 | 162 832 | 101 473 |
| IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE | | | | | | | | | | |
| BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE | | | | | | | | | | |
| BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE | | | | | | | | | | |
| LOYERS COURUS A RECEVOIR | | | | | | | | | | |
| LOYERS RESTRUCTURES | | | | | | | | | | |
| LOYERS IMPAYES | | | | | | | | | | |
| LOYERS EN SOUFFRANCE | | | | | | | | | | |
| Total | 5 161 075 | 1 460 750 | 1 903 869 | 4 717 956 | 1 332 623 | 2 319 499 | 62 629 | 18 805 | 162 832 | 2 235 625 |

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES | | | | | | | | | |
|--|-------------------------------------|---|---|-------------------------------------|--|----------------------------------|---------------------------------------|----------------|------------------------------------|
| DU 01/01/2020 AU 31/12/2020 | | | | | | | | | |
| en milliers de DH | | | | | | | | | |
| Immobilisations | Montant brut au début de l'exercice | Montant des acquisitions au cours de l'exercice | Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice | Montant brut à la fin de l'exercice | Amortissements et/ou provisions | | | | Montant net à la fin de l'exercice |
| | | | | | amort. et prov. au début de l'exercice | Dotations au titre de l'exercice | Montant des amort. sur immob. sorties | Cumul | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 145 289 | 50 797 | 31 528 | 164 558 | 109 353 | 4 432 | 0 | 113 785 | 50 773 |
| - Fonds de commerce | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Immobilisations en recherche et développement | 116 841 | 31 827 | | 148 668 | 109 202 | 4 382 | | 113 584 | 35 084 |
| - Autres immobilisations incorporelles d'exploitation | 28 448 | 18 970 | 31 528 | 15 890 | 151 | 50 | | 201 | 15 689 |
| - Immobilisations incorporelles hors exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 206 117 | 2 612 | 276 | 208 454 | 153 285 | 6 494 | 256 | 159 523 | 48 931 |
| - IMMEUBLES D'EXPLOITATION | 163 133 | 1 027 | 0 | 164 160 | 114 707 | 4 865 | 0 | 119 572 | 44 588 |
| . Terrain d'exploitation | 21 162 | 0 | 0 | 21 162 | 0 | 0 | 0 | 0 | 21 162 |
| . Immeubles d'exploitation. Bureaux | 75 838 | 0 | 0 | 75 838 | 55 324 | 3 034 | 0 | 58 358 | 17 480 |
| . Immeubles d'exploitation. Agencements | 66 133 | 1 027 | 0 | 67 160 | 59 383 | 1 831 | 0 | 61 215 | 5 945 |
| - MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION | 40 265 | 1 585 | 276 | 41 575 | 36 282 | 1 582 | 256 | 37 608 | 3 968 |
| . Mobilier de bureau d'exploitation | 17 936 | 541 | 276 | 18 201 | 16 260 | 532 | 256 | 16 536 | 1 665 |
| . Matériel de bureau d'exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| . Matériel Informatique | 22 281 | 1 044 | 0 | 23 325 | 19 973 | 1 050 | 0 | 21 023 | 2 302 |
| . Matériel roulant rattaché à l'exploitation | 49 | 0 | 0 | 49 | 48 | 0 | 0 | 48 | 1 |
| . Autres matériels d'exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPL. EN COURS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - IMMOBIL. CORPORELLES HORS EXPLOITATION | 2 719 | 0 | 0 | 2 719 | 2 296 | 48 | 0 | 2 344 | 375 |
| . Terrains hors exploitation | 300 | 0 | 0 | 300 | 0 | 0 | 0 | 0 | 300 |
| . Immeubles hors exploitation | 1 200 | 0 | 0 | 1 200 | 1 200 | 0 | 0 | 1 200 | 0 |
| . Mobilier et matériel hors exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| . Autres immobilisations corporelles hors exploitation | 1 219 | 0 | 0 | 1 219 | 1 096 | 48 | 0 | 1 144 | 75 |
| TOTAL | 351 406 | 53 409 | 31 803 | 373 012 | 262 638 | 10 927 | 256 | 273 308 | 99 704 |

DEPOTS DE LA CLIENTELE
AU 31 DECEMBRE 2021

| ETAT B.11 | | | | | en milliers de DH | |
|---------------------------|----------------|------------------------|----------------------------|------------------|---------------------|---------------------|
| DEPOTS | SECTEUR PUBLIC | SECTEUR PRIVE | | | TOTAL AU 31/12/2021 | TOTAL AU 31/12/2020 |
| | | ENTREPRISE FINANCIERES | ENTREPRISE NON FINANCIERES | AUTRES CLIENTELE | | |
| COMPTES A VUE CREDITEURS | | | | | | |
| COMPTES D'EPARGNE | | | | | | |
| DEPOTS A TERME | | | | | | |
| AUTRES COMPTES CREDITEURS | | 0 | | 1 637 007 | 1 637 007 | 2 014 592 |
| INTERETS COURUS A PAYER | | | | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 | 1 637 007 | 1 637 007 | 2 014 592 |

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
AU 31 DECEMBRE 2021

ETAT B.10

en milliers de DH

| DETTES | ETS DE CREDIT ET ASSIMILES AU MAROC | | | Etablissements de Crédit à L'étranger | TOTAL AU 31/12/2021 | TOTAL AU 31/12/2020 |
|------------------------------|---|------------------------|---|---|---------------------------|---------------------------|
| | Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux | Banques au Maroc | Autres Etablissements de crédit au Maroc | | | |
| COMPTES ORDINAIRES CREDITEUR | 76 087 | 132 610 | | | 208 697 | 133 499 |
| VALEURS RECUES EN PENSION | | | | | | |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à terme | | | | | | |
| EMPRUNTS DE TRESORERIE | | 140 000 | | | 140 000 | 582 000 |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à terme | | 140 000 | | | 140 000 | 582 000 |
| EMPRUNTS FINANCIERS | | 0 | | | 0 | 0 |
| AUTRES DETTES | | | | | | |
| INTERETS COURUS A PAYER | | 1 064 | | | 1 064 | 4 473 |
| | | | | | | |
| TOTAL | 76 087 | 273 674 | | | 349 761 | 719 972 |

DETTES SUBORDONNEES
AU 31/12/2021

ETAT B.16

en milliers de DH

| RUBRIQUES | MONTANT GLOBAL | APPARENTES | | | | 31-déc-21 | 31-déc-20 |
|---|-------------------|----------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|----------------------|-----------|-----------|
| | | ETS DE CREDIT ET ASSIMILES | ENTREPRISES FINANCIERES | ENTREPRISES NON FINANCIERES | AUTRES APPARENTES | | |
| DETTES SUBORDONNEES | | | | | | | |
| - Dettes subordonnées des Etablissements de crédit et assimilés | | | | | NEANT | | |
| - Dettes subordonnées de la clientèle | | | | | | | |
| - Emprunts subordonnés des Etablissements de crédit et assimilés | | | | | | | |
| - Emprunts subordonnés de la clientèle | | | | | | | |
| | | | | | | | |

| PLUS OU MOINS-VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 31/12/2020 (FEUILLE N° 01) | | | | | | | |
|---|--------------------|------------------------|--|------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|
| ETAT B.9 BIS | | | | | | | en milliers de DH |
| IMMOBILISATIONS CEDEES | Date d'ACQUISITION | Valeur comptable brute | Cumul des amort. et/ou des prov. pour dépréciation | Valeur comptable nette | Produit de cession | Plus-value de cession | Moins-value de cession |
| NEANT | | | | | | | |
| S/TOTAL MATERIEL INFORMATIQUE | | 0 | 0 | 0 | | | |
| S/TOTAL AGENC. & AMENAGEMENT S | | 0 | 0 | 0 | | | |
| TOTAL | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| PLUS OU MOINS-VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 31/12/2020 (FEUILLE N° 02) | | | | | | | |
|---|--------------------|------------------------|--|------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|
| ETAT B.9 BIS | | | | | | | en milliers de DH |
| IMMOBILISATIONS CEDEES | Date d'ACQUISITION | Valeur comptable brute | Cumul des amort. et/ou des prov. pour dépréciation | Valeur comptable nette | Produit de cession | Plus-value de cession | Moins-value de cession |
| REPORT N° 01 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MMB | 2 002 | 5 950 | 5 950 | 0 | 1 | 1 | |
| MMB | 2 003 | 92 285 | 92 285 | 0 | 1 | 1 | |
| MMB | 2 006 | 1 250 | 1 250 | 0 | 1 | 1 | |
| MMB | 2 007 | 5 820 | 5 820 | 0 | 1 | 1 | |
| MMB | 2 008 | 23 280 | 23 280 | 0 | 1 | 1 | |
| MMB | 2 009 | 19 968 | 19 968 | 0 | 1 | 1 | |
| MMB | 2 010 | 19 980 | 19 980 | 0 | 1 | 1 | |
| MMB | 2 011 | 17 700 | 17 700 | 0 | 1 | 1 | |
| MMB | 2 012 | 22 380 | 19 396 | 2 984 | 4 836 | 1 852 | |
| MMB | 2 013 | 30 897 | 24 319 | 6 578 | 10 664 | 4 086 | |
| MMB | 2 014 | 35 997 | 25 827 | 10 170 | 16 493 | 6 323 | |
| S/TOTAL M.M DE BUREAU | | 269 557 | 249 825 | 19 732 | 32 000 | 12 268 | 0 |
| S/TOTAL MATERIEL ROULANT | | 0 | 0 | 0 | | | |
| T. CESSIONS IMMOBIL. CORPORELLES | | 269 557 | 249 825 | 19 732 | 32 000 | 12 268 | 0 |
| T. CESSIONS IMMOBIL. INCORPORELLES | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL DES CESSIONS | | 269 557 | 249 825 | 19 732 | 32 000 | 12 268 | 0 |

TITRES DE CREANCES EMIS

ETAT B.12

AU 31 DECEMBRE 2021

en milliers de DH

| NATURES DES TITRES | CARACTERISTIQUES | | | | | MONTANT | DONT ENTRPRISES LIEES | DONT AUTRES APPARENTES | MONTANT NON AMORTI |
|--|--------------------------|--------------------|--------------------|-------|---------------------|------------------|-----------------------------|------------------------------|--------------------------|
| | DATE DE JOUISSANCE | DATE D'ECHEANCE | MATURITE | TAUX | MODE DE REMB. | | | | |
| BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT | | | | | | 4 758 700 | | | |
| | 12-sept-17 | 12-sept-22 | 5 ans | 3,45% | | 100 000 | | | |
| | 31-oct-18 | 31-oct-22 | 4 ans | 3,30% | | 264 000 | | | |
| | 28-nov-18 | 28-nov-22 | 4 ans | 3,33% | | 185 000 | | | |
| | 28-déc-18 | 28-déc-23 | 5 ans | 3,43% | | 219 700 | | | |
| | 29-mars-19 | 29-mars-23 | 4ans | 3,05% | | 275 000 | | | |
| | 31-juil-19 | 31-juil-22 | 3 ans | 2,80% | | 310 000 | | | |
| | 31-juil-19 | 31-juil-23 | 4 ans | 2,92% | | 100 000 | | | |
| | 31-juil-19 | 31-juil-24 | 5 ans | 3,02% | | 100 000 | | | |
| | 02-mars-20 | 02-mars-22 | 2 ans | 2,69% | | 115 000 | | | |
| | 31-mars-20 | 02-mars-22 | 2 ans | 2,90% | | 75 000 | | | |
| | 01-juin-20 | 01-juin-22 | 2 ans | 2,68% | | 75 000 | | | |
| | 30-juin-20 | 30-juin-22 | 2 ans | 2,19% | | 325 000 | | | |
| | 30-sept-20 | 30-sept-22 | 2 ans | 2,20% | | 115 000 | | | |
| | 29-janv-21 | 29-janv-23 | 2 ans | 2,03% | | 210 000 | | | |
| | 31-mars-21 | 31-mars-23 | 2 ans | 1,98% | | 200 000 | | | |
| | 31-mai-21 | 31-mai-23 | 2 ans | 1,99% | | 580 000 | | | |
| | 29-juin-21 | 29-juin-23 | 2 ans | 2,06% | | 135 000 | | | |
| | 29-juin-21 | 28-sept-23 | 2 ans et 3 mois | 2,10% | | 137 000 | | | |
| | 29-juin-21 | 28-juin-24 | 3 ans | 2,20% | | 138 000 | | | |
| | 30-juin-21 | 28-sept-24 | 3 ans et 3 mois | 2,24% | | 210 000 | | | |
| | 02-août-21 | 01-août-24 | 3 ans | 2,28% | | 190 000 | | | |
| | 30-sept-21 | 29-déc-24 | 3 ans et 3 mois | 2,31% | | 170 000 | | | |
| | 29-nov-21 | 27-févr-25 | 3 ans et 3 mois | 2,25% | | 265 000 | | | |
| | 29-nov-21 | 29-mai-25 | 3 ans et 6 mois | 2,30% | | 265 000 | | | |
| EMPRUNT OBLIGATAIRE | | | | | | 750 000 | | | |
| | 27-nov-19 | 27-nov-23 | 4 ans | 2,72% | | 750 000 | | | |
| INTERETS COURUS A PAYER | | | | | | 51 576 | | | |
| TOTAL | | | | | | 5 560 276 | | | |

| DETAIL DES AUTRES PASSIFS | | |
|---|-------------------|--------------------------|
| AU 31 DECEMBRE 2021 | | |
| ETAT B.13 | | en milliers de DH |
| Passif | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| <u>INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS</u> | | |
| Instrument optionnel de taux d'intérêts vendus | | |
| Instrument optionnel de cours de change vendus | | |
| Instrument optionnel sur actions et indices boursiers vendus | | |
| Autres instruments optionnels vendus | | |
| <u>CREDITEURS DIVERS</u> | 256 888 | 274 369 |
| <u>Sommes dues à l'Etat</u> | 166 710 | 114 428 |
| <u>Sommes dues aux organismes de prévoyance</u> | 4 653 | 4 899 |
| <u>Sommes diverses dues au personnel</u> | 11 364 | 10 431 |
| <u>Sommes diverses dues aux actionnaires et associés</u> | 0 | 0 |
| Dividendes à payer | 0 | 0 |
| Versements reçus sur augmentation de capital | | |
| Comptes courants d'associés créditeurs | 0 | 0 |
| Autres sommes dues aux actionnaires et associés | | |
| <u>Fournisseurs de biens et services</u> | 67 428 | 53 973 |
| <u>Divers autres créditeurs</u> | 6 733 | 90 638 |
| Dépôts de garantie reçus sur opérations de marché | | |
| Coupons sur titres de créance émis à payer | | |
| Titres émis amortis et non encore remboursés | | |
| Divers autres créditeurs | 6 733 | 90 638 |
| <u>COMPTES DE REGULARISATION</u> | 141 432 | 137 223 |
| <u>Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan</u> | | |
| Contrepartie du résultat de change de hors bilan | | |
| Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan | | |
| Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan | | |
| <u>Comptes d'écarts sur devises et titres</u> | | |
| Ecarts de conversion sur devises non cotées | | |
| Ecarts de conversion sur devises avec garantie de change | | |
| Ecarts sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise | | |
| Ecarts de conversion sur autres devises | | |
| <u>Résultats sur produits dérivés de couverture</u> | | |
| Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées | | |
| Gains à étaler sur opérations de couverture dénouées | | |
| <u>Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc</u> | | |
| <u>Charges à payer et produits constatés d'avance</u> | 141 432 | 137 223 |
| Charges à payer | 57 436 | 57 358 |
| Produits constatés d'avance | 83 996 | 79 865 |
| <u>Autres comptes de régularisation</u> | | |
| Total-Passif | 398 320 | 411 593 |

PROVISIONS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021 (HORS AGIOS RESERVES)
ETAT B.14

en milliers de DH

| Nature | Montant au début de l'exercice | Dotations au titre de l'exercice | Reprises de provisions utilisées | Reprises de provisions devenues disponibles | Montant à la fin de l'exercice |
|---|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|---|--------------------------------|
| PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF | 1 044 556 | 335 895 | 158 710 | 0 | 1 221 741 |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés | | | | | |
| Créances sur la clientèle | 925 548 | 273 266 | 139 905 | | 1 058 909 |
| Titres de placement | | | | | |
| Titres de participation et emplois assimilés | | | | | |
| Immobilisations en crédit-bail et en location | 119 009 | 62 629 | 18 805 | 0 | 162 832 |
| Autres actifs | | | | | |
| PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF | 67 654 | 67 378 | 28 577 | 0 | 106 455 |
| Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature | | | | | |
| Provisions pour risques de change | | | | | |
| Provisions pour risques généraux | | | | | |
| Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires | | | | | |
| Provisions pour autres risques et charges * | 67 654 | 67 378 | 28 577 | | 106 455 |
| Provisions réglementées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 112 210 | 403 273 | 187 287 | 0 | 1 328 196 |

*La provision pour autres risques et charges intègre une provision de 45,7 MMAD en couverture d'un risque opérationnel lié à des écritures anciennes. Cette provision a été estimée sur la base de travaux réalisés par un cabinet externe dont la mission se poursuit.

CAPITAUX PROPRES DU 01/01/2021 AU 31/12/2021
ETAT B.17

| CAPITAUX PROPRES | Encours au début de l'exercice | Affectation du résultat | Autres variations | Encours à la fin de l'exercice |
|---|--------------------------------|-------------------------|-------------------|--------------------------------|
| ECARTS DE REEVALUATION | | | | |
| RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL | 805 570 | 0 | 0 | 805 570 |
| Réserve légale | 16 703 | 0 | | 16 703 |
| Autres réserves | 705 542 | 0 | | 705 542 |
| Primes d'émission, de fusion et d'apport | 83 325 | 0 | | 83 325 |
| CAPITAL | 167 025 | 0 | 0 | 167 025 |
| Capital appelé | 167 025 | 0 | | 167 025 |
| Capital non appelé | | | | |
| Certificats d'investissement | | | | |
| Fonds de dotations | | | | |
| ACTIONNAIRE . CAPITAL NON VERSE | | | | |
| REPORT A NOUVEAU (+) | 512 027 | 34 387 | -108 566 | 437 847 |
| RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION | 34 387 | -108 566 | 74 179 | 0 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | | | 35 064 | 35 064 |
| Total | 1 519 008 | -74 179 | 677 | 1 445 506 |

| SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE | | |
|--|-------------------|--------------------------|
| AU 31/12/2021 | | |
| | | |
| ETAT B.15 | | en milliers de DH |
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| SUBVENTIONS ET FONDS PUBLICS AFFECTES | | |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES INSCRITES AU CPC | | |
| FONDS PUBLICS AFFECTES | NEANT | |
| | | |
| FONDS SPECIAUX DE GARANTIE | | |
| FONDS DE GARANTIE A CARACTERE MUTUEL | | |
| AUTRES FONDS SPECIAUX DE GARANTIE | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE
AU 31/12/2021

ETAT B.18

en milliers de DH

| ENGAGEMENTS | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|--|--|
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES | 49 872 | 50 855 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ETABLISSEMENT DE CREDIT ET ASSIMILES - Crédits documentaires import - Acceptations ou engagements de payer - Ouverture de crédit confirmés - Engagements de substitution sur émission de titres - Engagements irrévocables de crédit-bail - Autres engagements de financement donnés | | |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTELE - Crédits documentaires import - Acceptations ou engagements de payer - Ouverture de crédit confirmés - Engagements de substitution sur émission de titres - Engagements irrévocables de crédit-bail - Autres engagements de financement donnés | 49 872 49 872 | 50 855 50 855 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ETABLISSEMENT DE CREDIT ET ASSIMILES - Crédits documentaires export confirmés - Acceptations ou engagements de payer - Ouverture de crédit confirmés - Autres cautions, avals et garanties donnés - Engagements en souffrance | | |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE D'ORDRE DE LA CLIENTELE - Garanties de crédit données - Cautions et garanties en faveur de l'administration publique - Autres cautions et garanties données - Engagements en souffrance | | |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS | 2 709 081 | 2 715 732 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS D'ETABLISSEMENT DE CREDIT ET ASSIMILES - Ouverture de crédit confirmés - Engagements de substitution sur émission de titres - Autres engagements de financement reçus | 2 655 618 2 655 618 | 2 655 618 2 655 618 |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS D'ETABLISSEMENT DE CREDIT ET ASSIMILES - Garanties de crédit - Autres garanties reçus LMV | 53 463 53 463 0 | 60 114 60 114 0 |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS de L'ETAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS - Garanties de crédit - Autres garanties reçus | 0 | 0 |
| TOTAL | 2 758 953 | 2 766 587 |

| <u>ENGAGEMENTS SUR TITRES</u> | | |
|--|-------------------|------------|
| <u>AU 31/12/2021</u> | | |
| ETAT B.19 | en milliers de DH | |
| ENGAGEMENTS | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| ENGAGEMENTS DONNES | | |
| TITRES ACHETES A REMERE | | |
| TITRES A LIVRER : | | |
| - Marché primaire | | |
| - Marché gris | | |
| - Marchés réglementés | | |
| - Marché gré à gré | | |
| - Autres engagements de financement donnés | | |
| ENGAGEMENTS RECUS | NEANT | |
| TITRES VENDUS A REMERE | | |
| TITRES A RECEVOIR : | | |
| - Marché primaire | | |
| - Marché gris | | |
| - Marchés réglementés | | |
| - Marché gré à gré | | |
| - Autres engagements de financement donnés | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE

AU 31/12/2021

ETAT B.23

NEANT

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES
AU 31/12/2021

ETAT B.20

en milliers de DH

| TITRES | OPERATIONS DE COUVERTURE | | AUTRES OPERATIONS | |
|---|--------------------------|-------------|-------------------|-------------|
| | AU 31/12/2021 | AU 31/12/20 | AU 31/12/2021 | AU 31/12/20 |
| OPERATIONS DE CHANGE A TERME | | | | |
| Devises à recevoir | | | | |
| Dirhams à livrer | | | | |
| Devises à livrer | | | | |
| Dirhams à recevoir | | | | |
| Dont swaps financiers de devises | | | | |
| ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES | | | NEANT | |
| Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt | | | | |
| Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt | | | | |
| Engagements sur marchés réglementés de cours de change | | | | |
| Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change | | | | |
| Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments | | | | |
| Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments | | | | |
| Total | | | | |

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE
AU 31/12/2021

ETAT B.22

en milliers de DH

| Nature | D<1 mois | 1mois<D< 3 mois | 3mois<D< 1 an | 1an<D< 5 ans | D> 5 ans | TOTAL |
|---|------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| ACTIF | | | | | | |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés | 118 033 | | | | | 118 033 |
| Créances sur la clientèle | 797 333 | 5 335 | 91 026 | 2 654 461 | 3 574 496 | 7 122 651 |
| Titres de créance | | | | | | |
| Créances subordonnées | | | | | | |
| Crédit-bail et assimilé | 106 028 | 166 630 | 935 505 | 3 115 119 | 140 926 | 4 464 208 |
| Autres actifs | | | | | | |
| TOTAL | 1 021 394 | 171 965 | 1 026 531 | 5 769 580 | 3 715 422 | 11 704 892 |
| PASSIF | | | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 30 000 | 0 | 110 000 | 0 | 0 | 140 000 |
| Dettes envers la clientèle | 51 258 | 78 556 | 423 191 | 1 049 190 | 34 812 | 1 637 007 |
| Titres de créance émis | 0 | 190 000 | 1 374 000 | 3 944 700 | 0 | 5 508 700 |
| Emprunts subordonnés | | | | | | |
| TOTAL | 81 258 | 268 556 | 1 907 191 | 4 993 890 | 34 812 | 7 285 707 |

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE
AU 31/12/2021

ETAT B.21

en milliers de DH

| Valeurs et sûretés reçues en garantie | Valeur comptable nette | Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés | Montant des créances et des engagements par signature donnés couverts |
|---|------------------------|---|---|
| Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles | | | |
| <u>TOTAL</u> | | 0 | |

| Valeurs et sûretés données en garantie | Valeur comptable nette | Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus | Montant des dettes et des engagements par signature reçus couverts |
|---|------------------------|---|--|
| Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles | NEANT | | |
| <u>TOTAL</u> | | | |

MARGE D'INTERET
AU 31/12/2021

ETAT B.25

En milliers de dirhams

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|----------------|----------------|
| INTERETS PERCUS | 536 275 | 522 917 |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés | 15 | 37 |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 536 260 | 522 879 |
| Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | | |
| INTERETS SERVIS | 153 091 | 168 504 |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés | 12 449 | 12 427 |
| Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle | 0 | 0 |
| Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis | 140 642 | 156 077 |
| MARGE D'INTERETS | 383 185 | 354 413 |

**VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF
ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE
AU 31/12/2021**

ETAT B.24

En milliers de dirhams

| BILAN | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|--------------|------------|
| ACTIF : | NEANT | |
| Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | | |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés | | |
| Créances sur la clientèle | | |
| Titres de transaction, de placement et d'investissement | | |
| Autres actifs | | |
| Titres de participation et emplois assimilés | | |
| Créances subordonnées | | |
| Immobilisations données en crédit-bail et en location | | |
| Immobilisations incorporelles et corporelles | | |
| PASSIF : | NEANT | |
| Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | | |
| Dépôts de la clientèle | | |
| Titres de créance émis | | |
| Autres passifs | | |
| Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie | | |
| HORS BILAN : | NEANT | |
| Engagements donnés | | |
| Engagements reçus | | |

**PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE
AU 31/12/2021**

ETAT B.26

En milliers de dirhams

| CATEGORIE DE TITRES | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|---------------|---------------|
| TITRES DE PLACEMENT | | |
| TITRES DE PARTICIPATION | | |
| PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES | | |
| TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE | | |
| EMPLOIS ASSIMILES | 24 697 | 24 505 |
| TOTAL | 24 697 | 24 505 |

COMMISSIONS
DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

ETAT B.27

En milliers de dirhams

| COMMISSIONS | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|---------------|---------------|
| COMMISSIONS PERCUES : | 77 399 | 64 298 |
| sur opérations avec les établissements de crédit | | |
| sur opérations avec la clientèle | 77 399 | 64 298 |
| sur opérations de change | | |
| relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres | | |
| sur produits dérivés | | |
| sur opérations sur titres en gestion et en dépôt | | |
| sur moyens de paiement | | |
| sur activités de conseil et d'assistance | | |
| sur ventes de produits d'assurances | | |
| sur autres prestations de service | | |
| COMMISSIONS VERSEES : | 0 | 0 |
| sur opérations avec les établissements de crédit | | |
| sur opérations avec la clientèle | | |
| sur opérations de change | | |
| relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres | | |
| sur produits dérivés | | |
| sur opérations sur titres en gestion et en dépôt | 0 | 0 |
| sur moyens de paiement | | |
| sur activités de conseil et d'assistance | | |
| sur ventes de produits d'assurances | | |
| sur autres prestations de service | | |
| MARGE SUR COMMISSIONS | 77 399 | 64 298 |



RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE
AU 31/12/2021

ETAT B.28

En milliers de dirhams

| PRODUITS ET CHARGES | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|--------------|------------|
| PRODUITS | NEANT | |
| Gains sur les titres de transaction | | |
| Plus value de cession sur titres de placement | | |
| Reprises de provisions sur dépréciation des titres de placement | | |
| Gains sur les produits dérivés | | |
| Gains sur les opérations de change | | |
| CHARGES | NEANT | |
| Gains sur les titres de transaction | | |
| Moins value de cession sur titres de placement | | |
| Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement | | |
| Pertes sur les produits dérivés | | |
| Pertes sur les opérations de change | | |
| RESULTAT | | |

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE
ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE
AU 31/12/2021

ETAT B.31**NEANT**

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION
AU 31/12/2021

ETAT B.29

En milliers de dirhams

| CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|----------------|----------------|
| CHARGES DE PERSONNEL | 89 550 | 93 333 |
| Salaires et appointements | 72 633 | 74 231 |
| Charges d'assurances sociales | 3 210 | 3 647 |
| Charges CNSS | 8 126 | 8 469 |
| Charges de retraite | 5 160 | 5 346 |
| Charges de formation | 422 | 1 640 |
| Autres charges de personnel | 0 | 0 |
| IMPOTS ET TAXES | 2 468 | 2 080 |
| Taxe urbaine et taxe d'édilité | 383 | 372 |
| Patente | 1 314 | 1 312 |
| Taxes municipales | 498 | 343 |
| Droits d'enregistrement | 219 | 20 |
| Timbres fiscaux | 24 | 22 |
| Autres impôts | 31 | 11 |
| CHARGES EXTERNES | 142 971 | 129 317 |
| Fournitures de bureau et imprimés | 243 | 335 |
| Achats non stockés de fournitures | 2 363 | 2 484 |
| Redevances de crédit-bail | 0 | 0 |
| Locations et charges locatives | 5 249 | 5 180 |
| Entretiens et réparations | 9 267 | 10 036 |
| Assurances | 504 | 624 |
| Frais postaux et de télécommunications | 4 511 | 6 139 |
| Rémunérations du personnel intérimaire et détaché | 11 667 | 10 496 |
| Rémunérations des intermédiaires et honoraires | 77 065 | 61 060 |
| Publicité et publication | 9 440 | 9 720 |
| Documentations générales | 2 | 1 |
| Transports et déplacements | 1 585 | 1 111 |
| Missions et réceptions | 370 | 380 |
| Frais d'actes et de contentieux | 623 | 9 602 |
| Dons et cotisations | 338 | 363 |
| Frais de conseil et d'assemblée | 1 210 | 1 320 |
| Frais de gestion groupe | 4 433 | 3 334 |
| Autres charges externes | 14 102 | 7 132 |
| AUTRES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | 655 | 655 |
| Dons | 625 | 625 |
| Diverses autres charges générales d'exploitation | 30 | 30 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS AT AUX PROVISIONS | 10 927 | 8 278 |
| Immobilisations incorporelles | 4 432 | 1 486 |
| Immobilisations corporelles | 6 494 | 6 792 |
| TOTAL | 246 571 | 233 663 |

AUTRES PRODUITS ET CHARGES
DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

ETAT B.30

En milliers de dirhams

| AUTRES PRODUITS ET CHARGES | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|----------------|----------------|
| AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES | 1 941 | 7 070 |
| Autres produits bancaires | 3 234 | 8 623 |
| Autres charges bancaires | 1 293 | 1 553 |
| PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES | 344 | 335 |
| Produits d'exploitation non bancaires | 344 | 335 |
| Charges d'exploitation non bancaires | 0 | 0 |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES | 427 187 | 343 860 |
| Dotations aux provisions | 335 895 | 278 986 |
| Pertes sur créances irrécouvrables | 23 914 | 35 876 |
| Dotations aux provisions pour autres risques et charges | 67 378 | 28 997 |
| Dotations aux provisions réglementées | 0 | 0 |
| REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES | 203 528 | 169 063 |
| Reprises de provisions | 158 710 | 157 668 |
| Recuperations sur créances amorties | 16 241 | 11 395 |
| Reprises de prov. pour dépréciation des immob. incorp. & corporelles | 0 | 0 |
| Reprises de provisions pour autres risques et charges | 28 577 | 0 |
| Reprises de provisions réglementées | 0 | 0 |
| PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS | -5 417 | -15 418 |
| Produits non courants | 0 | 28 |
| Charges non courantes | 5 417 | 15 447 |

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL AU 31/12/2021

ETAT B.32

En milliers de dirhams

| INTITULES | Montant | Montant |
|--|----------------|----------------|
| I. RESULTAT NET COMPTABLE | 35 064 | |
| • Bénéfice net | 35 064 | |
| • Perte nette | | |
| II. REINTEGRATION FISCALES | | |
| 1- Courantes | 205 478 | |
| - Provisions pour risques et charges | 76 907 | |
| - Provisions pour indemnité de départ à la retraite | 3 500 | |
| - Provisions pour créances impayées non déductibles | 115 706 | |
| - Provisions frais d'actes & de contentieux | 0 | |
| - Contribution sociale | 5 417 | |
| - Pénalités & amendes | 0 | |
| - Location voiture de service | 390 | |
| - Dons, amendes et cotisations non déductibles | 160 | |
| - Diverses charges à réintégrer | 3 398 | |
| 2- Non courantes | 60 604 | |
| - IS | 60 604 | |
| III. DEDUCTIONS FISCALES | | |
| 1- Courantes | | 137 352 |
| - Dividendes | | 24 697 |
| - Reprises provisions pour créances impayées | | 70 549 |
| - Reprises provisions pour risques et charges | | 37 946 |
| - Reprises prov. pour indemnité de départ à la retraite | | 2 160 |
| - Rerise COVID | | 2 000 |
| 2- Non Courantes | | 0 |
| - Reprise sur provision pour investissement | | 0 |
| TOTAL | 301 145 | 137 352 |
| IV. RESULTAT BRUT FISCAL | | Montant |
| Bénéfice brut si T1>T2 (A) | | 163 793 |
| Déficit brut fiscal si T2>T1 (B) | | |
| V. REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1) | | |
| • Exercice n - 4 | | |
| • Exercice n - 3 | | |
| • Exercice n - 2 | | |
| • Exercice n - 1 | | |
| IV. RESULTAT NET FISCAL | | |
| Bénéfice Net fiscal (A - C) ou Déficit Net fiscal (B) | | 163 793 |
| VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES | | Montant |
| VIII. CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER | | |
| • Exercice n - 4 | | |
| • Exercice n - 3 | | |
| • Exercice n - 2 | | |
| • Exercice n - 1 | | |

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)



DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS
AU 31/12/2021

ETAT B.33

En milliers de dirhams

| I - DETERMINATION DU RESULTAT | | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|-------------|---------------|---------------|
| • Résultat courant d'après le compte de produits et charges | | 101 084 | 85 929 |
| • Réintégrations fiscales sur opérations courantes | (+) 205 478 | 205 478 | 125 121 |
| • Déductions fiscales sur opérations courantes | (-) 137 352 | 137 352 | 98 000 |
| • Résultat courant théoriquement imposable | (=) 169 210 | 169 210 | 113 050 |
| • Impôts théorique sur résultat courant | (-) 62 608 | 62 608 | 41 828 |
| • Résultat courant après impôts | (=) 38 477 | 38 477 | 44 100 |
| II - INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES. | | NEANT | |
| - | | | |

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE
DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

ETAT B.34

En milliers de dirhams

| NATURE | Solde au début de l'exercice 1 | Opérations comptables de l'exercice 2 | Déclarations T.V.A de l'exercice 3 | Solde fin d'exercice (1+2-3=4) |
|-------------------------------|-----------------------------------|--|---------------------------------------|--------------------------------|
| A. T.V.A Collectée | 0 | 376 270 | 376 270 | 0 |
| B. T.V.A Récupérable | 87 618 | 256 452 | 366 560 | -22 491 |
| • sur charges | 8 581 | 31 869 | 31 519 | 8 931 |
| • sur immobilisations | 79 037 | 224 583 | 335 041 | -31 422 |
| C. T.V.A due ou crédit | -87 618 | 119 818 | 9 710 | 22 491 |
| T.V.A = (A-B) | | | | |

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE
AU 31/12/2021

| ETAT C.2 | | En milliers de dirhams | |
|--|-------------------------|---|--------------------|
| | MONTANT | | MONTANT |
| A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTES (Décision du AGO du 28/05/19) | | B. AFFECTATION DES RESULTATS | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Report à nouveau • Résultats nets en instance d'affectation • Résultat net de l'exercice • Prélèvements sur les réserves • Autres prélèvements | 512 026,75 34 386,66 | <ul style="list-style-type: none"> • Réserve légale • Autres réserves • Tantièmes • Dividendes • Autres affectations • Report à nouveau | 108 566 437 847 |
| Total A | 546 413 | Total B | 546 413 |

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES
AU 31/12/2021

| ETAT C.3 | | En milliers de dirhams | | |
|--|------------------|------------------------|------------------|--|
| NATURE DES INDICATIONS | Exercice 2019 | Exercice 2020 | Exercice 2021 | |
| • CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES | 1 484 622 | 1 519 008 | 1 445 506 | |
| • OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE | | | | |
| 1) Produit net bancaire | 542 551 | 494 053 | 570 969 | |
| 2) Résultat avant impôts | 215 650 | 70 510 | 95 667 | |
| 3) Impôts sur les résultats | 80 610 | 36 124 | 60 604 | |
| 4) Bénéfices distribués (1) | 130 280 | 0 | 108 566 | |
| 5) Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation) (2) | 736 | 135 040 | 0 | |
| • RESULTAT PAR TITRE (en dirhams) | | | | |
| - Résultat net par action ou part sociale (3) | 81 | 21 | 21 | |
| - Bénéfices distribués par action ou part sociale | 78 | 0 | 65 | |
| • PERSONNEL | | | | |
| - Montant des rémunérations brutes de l'exercice | 71 304 | 74 231 | 72 633 | |
| - Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice | 303 | 307 | 290 | |

(1) Bénéfices distribués courant l'exercice

(2) Résultats non distribués au titre de l'exercice précédent

(3) Résultat net de l'exercice rapporté au nombre d'actions donnant jouissance à la fin de l'exercice

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS**ETAT C.4****I. DATATION**

| | |
|---|------------|
| • Date de clôture (1) | 31-déc-21 |
| • Date d'établissement des états de synthèse (2) | 23-mars-22 |
| (1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice | |
| (2) Justification en cas de dépassement du délai règlementaire de trois mois prévu pour l'établissement des états de synthèse | |

II. EVENEMENT NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ère COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

| DATES | INDICATIONS DES EVENEMENTS |
|----------------|----------------------------|
| • Favorables | NEANT |
| • Défavorables | NEANT |

| | | | | ETAT C7 |
|--|-------------------|-------------|----------------------------|-------------|
| TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS | | | | |
| AU 31/12/2021 | | | | |
| TITRES | Nombre de comptes | | Montants en milliers de DH | |
| | AU 31/12/2021 | AU 31/12/20 | AU 31/12/2021 | AU 31/12/20 |
| Titres dont l'établissement est dépositaire | NEANT | | | |
| Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion | | | | |
| Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire | | | | |
| Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion | | | | |
| Autres actifs dont l'établissement est dépositaire | | | | |
| Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| | | ETAT C8 | |
|---|-------------------|--------------------|--|
| RESEAU | | | |
| AU 31/12/2021 | | | |
| | | (en nombre) | |
| RESEAU | 31/12/2021 | 31/12/2020 | |
| Guichets permanents | 24 | 24 | |
| Guichets périodiques | | | |
| Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque | | | |
| Succursales et agences à l'étranger | | | |
| Bureaux de représentation à l'étranger | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

| | | ETAT C6 | |
|---|-------------------|--------------------|--|
| EFFECTIFS | | | |
| AU 31/12/2021 | | ETAT C6 | |
| | | (en nombre) | |
| EFFECTIFS | 31/12/2021 | 31/12/2020 | |
| Effectifs rémunérés | 290 | 307 | |
| Effectifs utilisés | | | |
| Effectifs équivalent plein temps | | | |
| Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps) | | | |
| Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps) | | | |
| Cadres (équivalent plein temps) | 132 | 134 | |
| Employés (équivalent plein temps) | 158 | 173 | |
| dont effectifs employés à l'étranger | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |



| | | ETAT C9 |
|---|---------------|-------------|
| <u>COMPTES DE LA CLIENTELE</u> | | |
| AU 31/12/2021 | | |
| (en nombre) | | |
| COMPTES DE LA CLIENTELE | | |
| | AU 31/12/2021 | AU 31/12/20 |
| Comptes courants | NEANT | |
| Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger | | |
| Autres comptes chèques | | |
| Comptes d'affacturage | | |
| Comptes d'épargne | | |
| Comptes à terme | | |
| Bons de caisse | | |
| Autres comptes de dépôts | | |
| | | |
| | | |
| | | |

NOTE DE PRESENTATION DES REGLES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

I/Présentation

EQDOM est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en septembre 1974.

II/ Principes généraux

Les états de synthèse sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse d'EQDOM est conforme aux dispositions du plan comptable des établissements de crédit.

III/ Créances sur les établissements de crédit

Ce poste enregistre les mouvements des comptes bancaires présentant un solde débiteur à la fin de l'exercice.

IV/ Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation en vigueur.

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré douteuses, douteuses ou compromises et sont provisionnées conformément aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al Maghrib, relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, à hauteur de :
 - 20% pour les créances pré douteuses
 - 50% pour les créances douteuses
 - 100% pour les créances compromises
- Les règles de provisionnement et déclassement ci-dessus ne sont pas appliquées aux créances bénéficiant du moratoire mis en place par le comité de veille économique pour accompagner les effets de la crise liés au COVID 19 conformément aux orientations de la banque centrale
- Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.
- Dès le déclassement en créances pré douteuses, les intérêts sont comptabilisés en agios réservés et ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet.

V/ Les immobilisations données en location avec option d'achat (LOA)

- Les immobilisations données en LOA sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition hors taxes et leur amortissement est pris en charge par la société selon le mode linéaire en fonction de la durée de contrat LOA.
- En parallèle, la société tient une comptabilité financière qui traite les opérations de la LOA comme des encours financiers, ce qui permet de dégager un résultat financier.
- Pour assurer l'homogénéité des comptabilités sociale et financière, une corrélation entre l'amortissement comptable et l'amortissement financier est effectuée. Cette corrélation permet de traduire au niveau des comptes le résultat financier des opérations de crédit-bail.

VI/ Les immobilisations incorporelles et corporelles

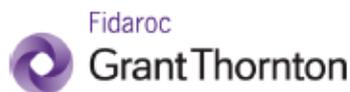
- Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire ou dégressive sur les durées de vie estimées avec application du taux d'amortissement réglementaire.

VII/ Dettes envers les établissements de crédit

- Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :
 - dettes à vue
 - dettes à terme
- Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte résultat.

VIII/ Titres de créances négociables

- Ce poste retrace la dette matérialisée par des bons de société de financement BSF.
- Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte résultat.



7, Boulevard Driss Slaoui
20 160 Casablanca
Maroc

mazars

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

Aux actionnaires de la société
EQDOM S.A
127, Bd. Zerktouni
20100, Casablanca
Maroc

Rapport Général des commissaires aux comptes Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 26 Juin 2020, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société EQDOM S.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1.445.506 KMAD dont un bénéfice net de 35.064 KMAD.

Ces états ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration tenu en date du 23 mars 2022, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société EQDOM S.A au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

| Identification et évaluation du risque de crédit sur les opérations à la clientèle | |
|---|---|
| Risque identifié | Notre réponse |
| <p>Les crédits à la clientèle et les immobilisations données en LOA sont porteurs d'un risque de crédit qui expose EQDOM à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. EQDOM constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.</p> <p>Ces provisions sont déterminées en application des principes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) et notamment selon les dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, qui présente les critères à minima.</p> <p>L'évaluation des provisions en couverture des engagements sur la clientèle requiert :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'identification des engagements en souffrances ; - L'évaluation du montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances. <p>Par ailleurs, au 31 décembre 2021, en sus des règles issues de la circulaire de Bank-Al-Maghrib, EQDOM a également constitué une provision prospective en anticipation de pertes attendues liées aux impacts de la crise Covid-19.</p> <p>Les informations concernant les règles de classification et de provisionnement des créances sont présentées dans l'état « Principales méthodes d'évaluation appliquées » et l'état « Provisions » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC).</p> <p>Au 31 décembre 2021, l'encours des créances à la clientèle et les opérations de crédit-bail et de location s'élèvent respectivement à 6.117 MMAD et 2.236 MMAD. Le montant total des provisions constituées au titre du risque de crédit, en application des dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank-Al-Maghrib, s'élève à 1.222 MMAD.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit relatif aux créances sur la clientèle et aux opérations de crédit-bail et de location ainsi que l'évaluation des provisions y afférentes constituaient un point clé de l'audit, ces éléments présentant des montants significatifs et faisant appel pour certains aspects au jugement et aux estimations de la direction.</p> | <p>Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne mis en place par EQDOM et testé les contrôles clés relatifs à la classification des créances et à l'évaluation des provisions y afférentes.</p> <p>Nos travaux d'audit ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudier la conformité au PCEC et notamment à la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib des principes mis en œuvre par la société ; en termes de règles de déclassement et de provisionnement ; - Prendre connaissance et apprécier la démarche retenue pour l'estimation de la provision prospective constituée en anticipation de pertes attendues liées aux impacts de la crise Covid-19 ; - Tester le calcul des provisions pour une sélection de créances en souffrance. |

Responsabilité de la Direction et des responsables de la Gouvernance pour les états de synthèse

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si

la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilité de l'Auditeur pour l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 24 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes


FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7-Bd. Dries Sığoul - Casablanca
Tél : 05 22 54 49 06 - Fax : 05 22 29 66 70
Faiçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL


MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101 Bd. Abdoumoumen
20 260 CASABLANCA
Tél : 0522 423 423 (L.C.)
Fax : 0522 423 400

Abdou SOULEYE DIOP
Associé



COMPTES ANNUELS CONSOLIDES ET RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



| BILAN CONSOLIDE | | |
|---|-------------------|-------------------|
| AU 31 DECEMBRE 2021 | | |
| | | en milliers de DH |
| ACTIF | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| 1.Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 175 | 587 |
| | 175 | 587 |
| 2.Créances sur les établissements de crédit et assimilés | 118 033 | 143 087 |
| . A vue | 118 033 | 143 087 |
| . A terme | | |
| 3.Créances sur la clientèle | 6 117 378 | 5 749 475 |
| . Crédits de trésorerie et à la consommation | 5 685 604 | 5 405 758 |
| . Crédits à l'équipement | | |
| . Crédits immobiliers | | |
| . Autres crédits | 431 774 | 343 717 |
| 4.Opérations de crédit-bail et de location | 1 376 948 | 1 411 802 |
| 5.Créances acquises par affacturage | | |
| 6.Titres de transaction et de placement | 12 977 | 14 543 |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | 12 977 | 14 543 |
| . Titres de propriété | | |
| 7.Autres actifs | 103 475 | 233 685 |
| 8.Titres d'investissement | 0 | 0 |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | 0 | 0 |
| 9.Titres de participation et emplois assimilés | 0 | 0 |
| 10.Titres mis en équivalence | 0 | 0 |
| . Entreprises à caractère financier | | |
| . Autres entreprises | | |
| 11.Créances subordonnées | 0 | 0 |
| 12.Immobilisations incorporelles | 50 774 | 35 937 |
| 13.Immobilisations corporelles | 49 396 | 53 193 |
| 14.Ecarts d'acquisition | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Total de l'Actif | 7 829 157 | 7 642 309 |



| BILAN CONSOLIDE | | |
|---|-------------------|-------------------|
| AU 31 DECEMBRE 2021 | | |
| | | en milliers de DH |
| PASSIF | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| 1. Banques centrales, Trésor Public, Services des chèques postaux | 76 087 | |
| 2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 273 674 | 719 971 |
| . A vue | 132 742 | 133 563 |
| . A terme | 140 932 | 586 408 |
| 3. Dépôts de la clientèle | 0 | 0 |
| . Comptes à vue créditeurs | | |
| . Comptes d'épargne | | |
| . Dépôts à terme | | |
| . Autres comptes créditeurs | 0 | 0 |
| 4. Titres de créance émis | 5 560 276 | 4 965 632 |
| . Titres de créance négociables émis | 5 560 276 | 4 965 632 |
| . Emprunts obligataires émis | | |
| . Autres titres de créance émis | | |
| 5. Autres passifs | 345 828 | 346 159 |
| 6. Ecart d'acquisition | | |
| 7. Provisions pour risques et charges | 106 455 | 67 654 |
| 8. Provisions réglementées | | |
| 9. Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie | | |
| 10. Dettes subordonnées | | |
| 11. Primes liées au capital | 83 325 | 83 325 |
| 12. Capital | 167 025 | 167 025 |
| 13. Actionnaires. Capital non versé (-) | 0 | 0 |
| 14. Réserves consolidées, écarts de réévaluation, écarts de conversion et différences sur mises en équivalence | 1 183 196 | 1 257 181 |
| . Part du groupe | 1 183 178 | 1 257 163 |
| . Part des intérêts minoritaires | 18 | 18 |
| 15. Résultat net de l'exercice (+/-) | 33 291 | 35 362 |
| . Part du groupe | 32 603 | 34 598 |
| . Part des intérêts minoritaires | 688 | 764 |
| Total du Passif | 7 829 157 | 7 642 309 |

| HORS BILAN CONSOLIDE | | |
|--|------------------|-------------------|
| AU 31 DECEMBRE 2021 | | |
| | | en milliers de DH |
| HORS BILAN | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| <u>ENGAGEMENTS DONNES</u> | 49 872 | 50 855 |
| 1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés | | |
| 2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle | 49 872 | 50 855 |
| 3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés | | |
| 4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle | | |
| 5. Titres achetés à réméré | | |
| 6. Autres titres à livrer | | |
| <u>ENGAGEMENTS RECUS</u> | 2 655 618 | 2 655 618 |
| 7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés | 2 655 618 | 2 655 618 |
| 8. Engagements de garantie reçus de LMV | 0 | 0 |
| 9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers | | |
| 10. Titres vendus à réméré | | |
| 11. Autres titres à recevoir | | |
| <u>VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE</u> | 53 463 | 60 114 |
| 12. Hypothèques | 53 463 | 60 114 |
| | | |
| | | |
| | | |

| COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDE | | |
|---|-------------------|-------------------|
| AU 31 DECEMBRE 2021 | | |
| | en milliers de DH | |
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE | 2 067 764 | 2 112 537 |
| 1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 15 | 37 |
| 2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 570 535 | 559 461 |
| 3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | | |
| 4. Produits sur titres de propriété | 0 | 0 |
| 5. Produits sur opérations de crédit-bail et de location | 1 416 370 | 1 479 859 |
| 6. Commissions sur prestations de service | 77 399 | 64 298 |
| 7. Autres produits bancaires | 3 445 | 8 882 |
| II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | 1 487 006 | 1 606 148 |
| 8. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | 12 449 | 12 427 |
| 9. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | 0 | 0 |
| 10. Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis | 140 642 | 156 077 |
| 11. Charges sur opérations de crédit-bail et de location | 1 332 622 | 1 436 091 |
| 12. Autres charges bancaires | 1 293 | 1 553 |
| III. PRODUIT NET BANCAIRE | 580 758 | 506 389 |
| 13. Produits d'exploitation non bancaire | 344 | 335 |
| 14. Charges d'exploitation non bancaire | 0 | 0 |
| IV. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | 246 712 | 233 803 |
| 15. Charges de personnel | 89 550 | 93 333 |
| 16. Impôts et taxes | 2 470 | 2 082 |
| 17. Charges externes | 140 924 | 129 455 |
| 18. Autres charges générales d'exploitation | 2 841 | 655 |
| 19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 10 927 | 8 278 |
| 20. Dotations aux amortissements sur écarts d'acquisition | 0 | 0 |
| 21. Reprises sur écarts d'acquisition | | |
| V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES | 427 187 | 343 860 |
| 22. Dot aux prov pour créances et engagements par signature en souffrance | 335 895 | 278 986 |
| 23. Pertes sur créances irrécouvrables | 23 914 | 35 877 |
| 24. Autres dotations aux provisions | 67 378 | 28 997 |
| VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES | 203 528 | 169 063 |
| 25. Rep de prov pour créances et engagements par signature en souffrance | 158 710 | 157 668 |
| 26. Récupérations sur créances amorties | 16 241 | 11 395 |
| 27. Autres reprises de provisions | 28 577 | 0 |
| VII. RESULTAT COURANT | 110 731 | 98 124 |
| 28. Produits non courants | 0 | 28 |
| 29. Charges non courantes | 6 334 | 15 447 |
| VIII. RESULTAT AVANT IMPOTS | 104 397 | 82 704 |
| 30. Impôts sur les résultats | 71 106 | 47 343 |
| IX. RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREEES | 0 | 0 |
| X. QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE | | |
| 31. Entreprises à caractère financier | | |
| 32. Autres entreprises | | |
| XI. RESULTAT NET DU GROUPE | 33 291 | 35 361 |
| 33. Part du groupe | 32 603 | 34 598 |
| 34. Part des intérêts minoritaires | 688 | 81 764 |

ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDE
AU 31 DECEMBRE 2021

I. TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

en milliers de DH

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|----------------|----------------|
| 1. (+) Intérêts et produits assimilés | 570 550 | 559 498 |
| 2. (-) Intérêts et charges assimilées | 153 091 | 168 504 |
| MARGE D'INTERET | 417 459 | 390 994 |
| 3. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 416 370 | 1 479 859 |
| 4. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 332 622 | 1 436 091 |
| Résultat des opérations de crédit-bail et de location | 83 748 | 43 768 |
| 5. (+) Commissions perçues | 77 399 | 64 298 |
| 6. (-) Commissions servies | | |
| Marge sur commissions | 77 399 | 64 298 |
| 7. (+/-) Résultat des opérations sur titres de transaction | | |
| 8. (+/-) Résultat des opérations sur titres de placement | | |
| 9. (+/-) Résultat des opérations de change | | |
| 10. (+/-) Résultat des opérations sur produits dérivés | | |
| Résultat des opérations de marché | | |
| 11. (+) Divers autres produits bancaires | 3 445 | 8 882 |
| 12. (-) Diverses autres charges bancaires | 1 293 | 1 553 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 580 758 | 506 389 |
| 13. (+/-) Résultat des opérations sur immobilisations financières | 0 | |
| 14. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire | 344 | 335 |
| 15. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire | 0 | 0 |
| 16. (-) Charges générales d'exploitation | 246 712 | 233 803 |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 334 390 | 272 921 |
| 17. (+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | -184 858 | -145 800 |
| 18. (+/-) Autres dotations nettes de reprises aux provisions | -38 801 | -28 997 |
| 19. (+/-) Autres dotations nettes de reprises aux provisions | | |
| RESULTAT COURANT | 110 731 | 98 124 |
| RESULTAT NON COURANT | -6 334 | -15 419 |
| 19. (-) Impôts sur les résultats | 71 106 | 47 343 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | 33 291 | 35 362 |

II. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

en milliers de DH

| | 30/06/2021 | 30/06/2020 |
|--|----------------|----------------|
| (+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE | 33 291 | 35 362 |
| 20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incoporelles et corporelles | 10 927 | 8 278 |
| 21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières | | |
| 22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux | 67 378 | 28 997 |
| 23. (+) Dotations aux provisions réglementées | | |
| 24. (+) Dotations non courantes | | |
| 25. (-) Reprises de provisions | 28 577 | 0 |
| 26. (-) Plus-values de cession des immobilisations incoporelles et corporelles | 0 | 0 |
| 27. (+) Moins-values de cession des immobilisations incoporelles et corporelles | 0 | 0 |
| 28. (-) Plus-values de cession des immobilisations financières | | |
| 29. (+) Moins-values de cession des immobilisations financières | | |
| 30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues | | |
| (+/-) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT | 83 019 | 72 637 |
| 31. (-) Bénéfices distribués | 108 566 | 130 281 |
| (+/-) AUTOFINANCEMENT | -25 547 | -57 644 |

| TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2021 au 31-12-2021 | | | |
|---|--|------------------------|-------------------|
| | | En milliers de dirhams | |
| | | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| (+) | Produits d'exploitation bancaire perçus | 2 067 764 | 2 379 389 |
| (+) | Récupérations sur créances amorties | 16 241 | 14 328 |
| (+) | Produits d'exploitation non bancaire perçus | 344 | 194 |
| (-) | Charges d'exploitation bancaire versées | 154 384 | 185 218 |
| (-) | Charges d'exploitation non bancaire versées | 0 | - |
| (-) | Charges générales d'exploitation versées | 235 786 | 235 111 |
| (-) | Impôts sur les résultats versés | 22 333 | 91 732 |
| I | Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges | 1 671 846 | 1 881 850 |
| | Variation de : | | |
| (+) | Créances sur les établissements de crédit et assimilés | 25 054 | -946 |
| (+) | Créances sur la clientèle | -367 903 | -622 407 |
| (+) | Titres de transaction et de placement | 0 | 0 |
| (+) | Autres actifs | 141 456 | 160 849 |
| (+) | Immobilisations données en crédit-bail et en location | 34 854 | 86 243 |
| (+) | Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | -446 297 | -484 167 |
| (+) | Dépôts de la clientèle | 0 | 0 |
| (+) | Titres de créance émis | 594 644 | 875 585 |
| (+) | Autres passifs | -1 568 028 | -1 764 091 |
| II | Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation | -1 586 220 | -1 748 934 |
| III | FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I+II) | 85 626 | 132 916 |
| (+) | Produit des cessions d'immobilisations financières | | |
| (+) | Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | 0 | 0 |
| (-) | Acquisition d'immobilisations financières | 0 | 0 |
| (-) | Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles | 53 514 | 14 548 |
| (+) | Intérêts perçus | | |
| (+) | Dividendes perçus | 0 | 0 |
| IV | FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT | -53 514 | -14 548 |
| (+) | Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus | | |
| (+) | Emission de dettes subordonnées | | |
| (+) | Emission d'actions | | |
| (-) | Remboursement des capitaux propres et assimilés | | |
| (-) | Intérêts versés | | |
| (-) | Dividendes versés | 108 566 | 130 281 |
| V | FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT | -108 566 | -130 281 |
| VI | VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V) | -76 454 | -11 913 |
| VII | TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE | 542 | 12 455 |
| VIII | TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE (VI+VII) | -75 912 | 542 |

| LISTE DES ENTREPRISES LAISSEES EN DEHORS DE LA CONSOLIDATION | | | | | | | ETAT A3 |
|--|---------|------------------------------|---|---------------|--------------|---|---|
| 31/12/2021 | | | | | | | |
| Dénomination | Adresse | Montant des capitaux propres | Valeur comptable nette des titres détenus | % du contrôle | % d'intérêts | Montant du résultat du dernier exercice | Motifs justifiant l'exclusion du périmètre de consolidation |
| NEANT | | | | | | | |

| Tableau de variation des capitaux propres Consolidé au 31 DECEMBRE 2021 | | | | | | | | |
|---|-------------|-------------------------------|---------------------|-----------------------------------|---|-----------------------------------|---------------------------|--------------------------|
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | (en milliers de dirhams) |
| | Capital (1) | Réserves liées au capital (2) | Actions propres (3) | Réserves résultats consolidés (4) | Gains ou pertes latents ou différés (5) | Capitaux propres parts Groupe (6) | Intérêts minoritaires (7) | Total (8) |
| Capitaux propres clôture au 31 décembre 2019 | 167 025 | 83 325 | - | 1 257 163 | - | 1 507 512 | 776 | 1 508 288 |
| Impact des changements de méthodes comptables | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Capitaux propres clôture au 31 décembre 2019 corrigés | 167 025 | 83 325 | - | 1 257 163 | - | 1 507 513 | 776 | 1 508 289 |
| Autres variations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Paiements fondés sur des actions | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations sur actions propres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dividendes | - | - | - | - | - | - | 758 | 758 |
| Résultat de l'exercice | - | - | - | 34 598 | - | 34 598 | 764 | 35 362 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ecart de conversion : variations et transferts en résultat | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Gains ou pertes latents ou différés | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Capitaux propres clôture au 31 décembre 2020 | 167 025 | 83 325 | - | 1 291 761 | - | 1 542 111 | 782 | 1 542 893 |
| Changements de méthodes comptables | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Capitaux propres clôture au 31 décembre 2020 corrigés | 167 025 | 83 325 | - | 1 291 761 | - | 1 542 111 | 782 | 1 542 893 |
| Autres variations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Paiements fondés sur des actions | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations sur actions propres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dividendes | - | - | - | 108 566 | - | 108 566 | 764 | 109 330 |
| Résultat de l'exercice | - | - | - | 32 603 | - | 32 603 | 688 | 33 291 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ecart de conversion : variations et transferts en résultat | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Gains ou pertes latents ou différés | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Capitaux propres clôture au 31 juin 2021 | 167 025 | 83 325 | - | 1 215 798 | - | 1 466 148 | 688 | 1 466 836 |

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES | | | | | | | | | |
|--|-------------------------------------|---|---|-------------------------------------|--|----------------------------------|---------------------------------------|----------------|------------------------------------|
| DU 01/01/2021 AU 31/12/2021 | | | | | | | | | |
| en DH | | | | | | | | | |
| Immobilisations | Montant brut au début de l'exercice | Montant des acquisitions au cours de l'exercice | Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice | Montant brut à la fin de l'exercice | Amortissements et/ou provisions | | | | Montant net à la fin de l'exercice |
| | | | | | amort. et prov. au début de l'exercice | Dotations au titre de l'exercice | Montant des amort. sur immob. sorties | Cumul | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 145 290 | 50 797 | 31 528 | 164 559 | 109 353 | 4 432 | 0 | 113 786 | 50 774 |
| - Fonds de commerce | 0 | | 0 | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| - Immobilisations en recherche et développement | 116 842 | 31 827 | | 148 669 | 109 202 | 4 382 | 0 | 113 584 | 35 085 |
| - Autres immobilisations incorporelles d'exploitation | 28 448 | 18 970 | 31 528 | 15 890 | 151 | 50 | 0 | 201 | 15 689 |
| - Immobilisations incorporelles hors exploitation | 0 | | 0 | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 206 477 | 2 717 | 276 | 208 919 | 153 285 | 6 494 | 256 | 159 523 | 48 931 |
| IMMEUBLES D'EXPLOITATION | 163 132 | 1 027 | 0 | 164 159 | 114 707 | 4 865 | 0 | 119 572 | 44 587 |
| . Terrain d'exploitation | 21 162 | 0 | 0 | 21 162 | 0 | | | 0 | 21 162 |
| . Immeubles d'exploitation. Bureaux | 75 838 | 0 | | 75 838 | 55 324 | 3 034 | 0 | 58 358 | 17 480 |
| . Immeubles d'exploitation. Agencements | 66 133 | 1 027 | 0 | 67 160 | 59 383 | 1 831 | 0 | 61 215 | 5 946 |
| MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION | 40 626 | 1 690 | 276 | 42 041 | 36 282 | 1 582 | 256 | 37 608 | 3 988 |
| . Mobilier de bureau d'exploitation | 18 296 | 646 | 276 | 18 666 | 16 260 | 532 | 256 | 16 536 | 1 665 |
| . Matériel de bureau d'exploitation | 0 | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| . Matériel Informatique | 22 282 | 1 044 | 0 | 23 326 | 19 973 | 1 050 | 0 | 21 023 | 2 303 |
| . Matériel roulant rattaché à l'exploitation | 48 | 0 | 0 | 48 | 48 | | 0 | 48 | 0 |
| . Autres matériels d'exploitation | 0 | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| - AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPL. EN COURS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IMMOBIL. CORPORELLES HORS EXPLOITATION | 2 719 | 0 | 0 | 2 719 | 2 296 | 48 | 0 | 2 344 | 375 |
| . Terrains hors exploitation | 300 | 0 | 0 | 300 | 0 | | | 0 | 300 |
| . Immeubles hors exploitation | 1 200 | 0 | | 1 200 | 1 200 | | | 1 200 | 0 |
| . Mobilier et matériel hors exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| . Autres immobilisations corporelles hors exploitation | 1 219 | 0 | 0 | 1 219 | 1 096 | 48 | 0 | 1 144 | 75 |
| TOTAL | 351 768 | 53 514 | 31 803 | 373 478 | 262 638 | 10 927 | 256 | 273 309 | 99 704 |

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
AU 31/12/2021

ETAT B.1

en milliers de DH

| CREANCES | ETS DE CREDIT ET ASSIMILES AU MAROC | | | Etablissements de Crédit à L'étranger | TOTAL AU 31/12/2021 | TOTAL AU 31/12/2020 |
|------------------------------------|--|------------------|--|---------------------------------------|---------------------|---------------------|
| | Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux | Banques au Maroc | Autres Etablissements de crédit au Maroc | | | |
| COMPTES ORDINAIRES DEBITEUR | 87 | 118 033 | | | 118 120 | 143 087 |
| VALEURS RECUES EN PENSION | | | | | | |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à terme | | | | | | |
| PRETS DE TRESORERIE | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à vue | | | | | | |
| PRETS FINANCIERS | | | | | | |
| AUTRES CREANCES | | | | | | |
| INTERETS COURUS A RECEVOIR | | | | | | |
| CREANCES EN SOUFFRANCE | | | | | | |
| TOTAL | 87 | 118 033 | | | 118 120 | 143 087 |

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
AU 31/12/2021

ETAT B.10

en milliers de DH

| DETTES | ETS DE CREDIT ET ASSIMILES AU MAROC | | | Etablissements de Crédit à L'étranger | TOTAL AU 31/12/2021 | TOTAL AU 31/12/2020 |
|------------------------------|---|------------------------|---|---|---------------------------|---------------------------|
| | Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux | Banques au Maroc | Autres Etablissements de crédit au Maroc | | | |
| COMPTES ORDINAIRES CREDITEUR | 76 087 | 132 610 | | | 208 697 | 133 499 |
| VALEURS RECUES EN PENSION | | | | | | |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à terme | | | | | | |
| EMPRUNTS DE TRESORERIE | | 140 000 | | | 140 000 | 582 000 |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à terme | | 140 000 | | | 140 000 | 582 000 |
| EMPRUNTS FINANCIERS | | 0 | | | 0 | 0 |
| AUTRES DETTES | | | | | | |
| INTERETS COURUS A PAYER | | 1 064 | | | 1 064 | 4 472 |
| | | | | | | |
| TOTAL | 76 087 | 273 674 | | | 349 761 | 719 971 |

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

ETAT C.4

I. DATATION

| | |
|---|------------|
| • Date de clôture (1) | 31/12/2021 |
| • Date d'établissement des états de synthèse (2) | 23/03/2022 |
| (1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice | |
| (2) Justification en cas de dépassement du délai règlementaire de trois mois prévu pour l'établissement des états de synthèse | |

II. EVENEMENT NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ère COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

| DATES | INDICATIONS DES EVENEMENTS |
|----------------|----------------------------|
| • Favorables | NEANT |
| • Défavorables | NEANT |

NOTE SUR LES PRINCIPES ET MODALITES DE CONSOLIDATION : PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

I/ Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est constitué de :

- EQDOM, société anonyme de droit commun constituée au Maroc en septembre 1974.
- LOSTE, société anonyme de droit commun, de courtage en assurances, détenue à 97% par EQDOM.

II/ Principes et modalités de consolidation

Les comptes consolidés arrêtés au 31 Décembre 2021 du groupe EQDOM ont été établis suivant les règles et principes comptables applicables au Maroc telles que prescrites par la méthodologie adoptée par le Conseil National de Comptabilité.

Les opérations réciproques intra-groupes ont été éliminées.

III/ Principes comptables et méthodes d'évaluation

1) Valeurs en caisses et banques centrales

Ce poste enregistre les avoirs en caisses appartenant au groupe EQDOM.

2) Créances sur les établissements de crédit

Ce poste enregistre les mouvements des comptes bancaires présentant un solde débiteur à la fin de l'exercice.

3) Créances sur la clientèle :

Ce poste enregistre les créances sur la clientèle EQDOM comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation en vigueur.

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré douteuses, douteuses ou compromises et sont provisionnées conformément aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al Maghrib, relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, à hauteur de :
 - 20% pour les créances pré douteuses
 - 50% pour les créances douteuses
 - 100% pour les créances compromises
- Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.
- Dès le déclassement en créances pré douteuses, les intérêts sont comptabilisés en agios réservés et ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet.

4) Autres actifs :

Le poste autre actif enregistre :

- Pour EQDOM : les sommes dues par l'Etat, et les autres débiteurs, ainsi que les comptes régularisation – actif.
- Pour LOSTE : les sommes dues par les clients et comptes rattachés.

5) Les immobilisations données en location avec option d'achat (LOA)

Les immobilisations données en LOA sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition hors taxes et leur amortissement est pris en charge par la société selon le mode linéaire en fonction de la durée de contrat LOA.

En parallèle, la société tient une comptabilité financière qui traite les opérations de la LOA comme des encours financiers, ce qui permet de dégager un résultat financier.

Pour assurer l'homogénéité des comptabilités sociale et financière, une corrélation entre l'amortissement comptable et l'amortissement financier est effectuée. Cette corrélation permet de traduire au niveau des comptes le résultat financier des opérations de crédit-bail.

6) Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles, appartenant à EQDOM, figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire ou dégressive sur les durées de vie estimées avec application du taux d'amortissement réglementaire.

7) Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue
- dettes à terme

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte résultat.

8) Titres de créances négociables

Ce poste retrace la dette matérialisée par des bons de société de financement BSF.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contre partie du compte résultat.

IV/ Comparabilité des comptes :

La présentation des comptes a été effectuée selon les mêmes règles et principes, ce qui assure leur comparabilité d'un exercice à un autre.



Aux actionnaires de la société
EQDOM S.A
127, Bd. Zerktouni
20100, Casablanca
Maroc

Rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société EQDOM S.A et de sa filiale (le « groupe »), qui comprennent l'état consolidé du bilan au 31 décembre 2021, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 1.466.837 KMAD dont un bénéfice net consolidé de 33.291 KMAD.

Ces états ont été établis par le Conseil d'Administration le 23 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables nationales en vigueur.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

| Identification et évaluation du risque de crédit sur les opérations à la clientèle | |
|---|---|
| Risque identifié | Notre réponse |
| <p>Les crédits à la clientèle et les opérations de crédit-bail et de location sont porteurs d'un risque de crédit qui expose EQDOM à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. EQDOM constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.</p> <p>Ces provisions sont déterminées en application des principes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) et notamment selon les dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, qui présente les critères à minima.</p> <p>L'évaluation des provisions en couverture des engagements sur la clientèle requiert :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'identification des engagements en souffrances ; - L'évaluation du montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances. <p>Par ailleurs, au 31 décembre 2021, en sus des règles issues de la circulaire de Bank-Al-Maghrib, EQDOM a également constitué une provision prospective en anticipation de pertes attendues liées aux impacts de la crise Covid-19.</p> <p>Les informations concernant les règles de classification et de provisionnement des créances sont présentées dans l'état « Principales méthodes d'évaluation appliquées » et l'état « Provisions » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC).</p> <p>Au 31 décembre 2021, l'encours des créances à la clientèle et les opérations de crédit-bail et de location s'élèvent respectivement à 6.117 MMAD et 1.377 MMAD. Le montant total des provisions constituées au titre du risque de crédit, en application des dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank-Al-Maghrib, s'élève à 1.222 MMAD.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit relatif aux créances sur la clientèle et aux opérations de crédit-bail et de location ainsi que l'évaluation des provisions y afférentes constituaient un point clé de l'audit, ces éléments présentant des montants significatifs et faisant appel pour certains aspects au jugement et aux estimations de la direction.</p> | <p>Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne mis en place par EQDOM et testé les contrôles clés relatifs à la classification des créances et à l'évaluation des provisions y afférentes.</p> <p>Nos travaux d'audit ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudier la conformité au PCEC et notamment à la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib des principes mis en œuvre par la société ; en termes de règles de déclassement et de provisionnement ; - Prendre connaissance et apprécier la démarche retenue pour l'estimation de la provision prospective constituée en anticipation de pertes attendues liées aux impacts de la crise Covid-19 ; - Tester le calcul des provisions pour une sélection de créances en souffrance. |

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables nationales en vigueur, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité



d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.



Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 24 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Bd. Abdoumoumen
29 380 CASABLANCA
Tél : 0522 423 423 (L.C.)
0522 423 400
Abdou SOULEYE DIOP
Associé

PARTIE II : RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
EQDOM S.A
127, Bd. Zerktouni
Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le Président du Conseil d'administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2021 :

1.1 Convention de prestation de services entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DES BANQUES (écrite)

- Personne concernée : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM, représentée par Monsieur Ahmed EL YACOUBI en qualité de Président du Directoire.
- Nature, objet et modalités de la convention : La convention a pour objet de fixer les prestations de servicing à accomplir par EQDOM en faveur de la SGMB, se rapportant aux crédits à la consommation, non affectés consentis aux clients SGMB.
- Délai de paiement : sur présentation de facture.
- Montant comptabilisé en charges en 2021 : NEANT ;
- Montant décaissé par EQDOM en 2021 : Néant ;
- Dette au 31 décembre 2021 : Néant ;

2. **CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE 2021 :**
- 2.1 **Convention de prestations de services conclue entre EQDOM et SOGEFINANCEMENT (écrite) :**
- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM et 100% des actions de SOGEFINANCEMENT
 - **Date de la convention** : 23 avril 2004, modifiée par avenant du 30 juin 2012 avec effet du 1^{er} juillet 2012 ;
 - **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention a pour objet de définir les prestations de services consentis par EQDOM à SOGEFINANCEMENT dans le cadre des prêts accordés par cette dernière à sa clientèle. Ces prestations de service, facturées mensuellement, concernent la gestion informatique et comptable, la gestion du back office des dossiers contentieux et des dossiers sinistres, et l'élaboration des reportings périodiques ;
 - **Délai de paiement** : mensuel sur présentation de facture
 - **Montant comptabilisé en produits en 2021** : KMAD 1 800 HT ;
 - **Montant encaissé par EQDOM en 2021** : KMAD 2 160 TTC ;
 - **Créance au 31 Décembre 2021** : Néant.
- 2.2 **Convention de rémunération de gestion entre EQDOM et FINANCIAL SERVICES HOLDING (écrite) :**
- **Personne concernée** : FINANCIAL SERVICES HOLDING en sa qualité d'actionnaire détenant 56,94% des actions de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES et cette dernière détenant 53,72% des actions d'EQDOM
 - **Date de la convention** : 23 décembre 2005, modifiée le 28 septembre 2010 et complétée par avenant du 20 janvier 2014 avec effet rétroactif du 31 octobre 2013 ;
 - **Nature, objet et modalités de la convention** : Au titre de cette convention, la SOCIETE GENERALE assiste EQDOM dans divers domaines notamment le management, le commercial, le financier, le système d'information, l'audit et la gestion des risques moyennant la refacturation d'une quote-part des coûts engagés pour le compte des entités bénéficiant de ces prestations.
 - **Délai de paiement** : 3 mois après date de facturation.
 - **Montant comptabilisé en charges en 2021** : Néant ;
 - **Montant décaissé par EQDOM en 2021** : Néant ;
 - **Dette au 31 Décembre 2021** : KMAD 29 627

- 2.3 **Convention de garantie conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (écrite) :**
- **Personne concernée :** SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM
 - **Date de la convention :** 15 mai 1996 avec SOGECREDIT et avec EQDOM après la fusion avec SOGECREDIT en 2003 ;
 - **Nature, objet et modalités de la convention :** Cette convention vise à couvrir EQDOM, à raison de 50%, contre la perte définitive suite à la défaillance des clients apportés par la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES, bénéficiaires du crédit « FLASH ». En rémunération de cet engagement, la SGMA reçoit une commission calculée sur l'encours financier des crédits « FLASH » selon un taux déterminé annuellement.
 - **Délai de paiement :** mensuel sur présentation de facture.
 - **Montant comptabilisé en charges en 2021 :** Néant ;
 - **Montant décaissé par EQDOM en 2021 :** Néant ;
 - **Dette au 31 décembre 2021 :** Néant.
- 2.4 **Convention de mise à disposition de personnel détaché de la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (écrite) :**
- **Personne concernée :** SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;
 - **Nature, objet et modalités de la convention :** Cette convention prévoit la mise à disposition de personnel détaché de la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES au profit de la société EQDOM moyennant une rémunération mensuelle ;
 - **Délai de paiement :** mensuel sur présentation de facture.
 - **Montant comptabilisé en charges en 2021 :** KMAD 10 929 HT ;
 - **Montant décaissé par EQDOM en 2021 :** KMAD 11 434 TTC ;
 - **Dette au 31 Décembre 2021 :** KMAD 2 336 HT de charges à payer
- 2.5 **Convention de service pour le centre de services partagés au Maroc (SSSC) conclue avec la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (écrite) :**
- **Personne concernée :** SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM
 - **Date de la convention :** 1^{er} janvier 2010 ;
 - **Nature, objet et modalités de la convention :** Cette convention a pour objet de constituer un Centre de Services Partagés Achats, afin de faire bénéficier les filiales marocaines du groupe SG du service rendu par le SSSC (Sourcing Shared Service Central).
- Le SSSC est une organisation permettant la gestion des achats pour l'ensemble des entités membres du SSSC, implantées au Maroc, en coordination avec RESG/ACH, dans un objet de maîtrise des dépenses externes et des risques contractuels.

Les coûts de fonctionnement du SSSC seront validés annuellement par les entités membres lors du bilan de fin d'année. La facturation de l'année N s'effectue sur la base du coût réel du SSSC durant l'année N-1.

- Délai de paiement : 30 jours à partir de la date de réception de facture
- Montant comptabilisé en charges en 2021 : KMAD 374 HT ;
- Montant décaissé par EQDOM en 2021 : KMAD 376 TTC ;
- Dette au 31 Décembre 2021 : 374 HT de charges à payer.

2.6 Convention sur l'organisation du contrôle périodique conclue avec la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (écrite) :

- Personne concernée : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;
- Date de la convention : 1^{er} février 2011 ;
- Nature, objet et modalités de la convention : Cette convention a pour objet de définir les conditions d'exercice de l'activité contrôle périodique par la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES au profit d'EQDOM moyennant une rémunération semestrielle. Le contrôle périodique est un dispositif ayant pour mission d'évaluer, dans le cadre d'une approche objective, rigoureuse et impartiale, l'efficacité du système du contrôle interne. Il couvre l'ensemble des activités.
- Délai de paiement : 45j au maximum après la date d'émission de la facture ;
- Montant comptabilisé en charges en 2021 : KMAD 367 HT ;
- Montant décaissé par EQDOM en 2021 : Néant ;
- Dette au 31 Décembre 2021 : KMAD 367 HT de charges à payer.

2.7 Convention de gestion et de centralisation du service titres conclue avec la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (écrite) :

- Personne concernée : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;
- Date de conclusion : 1^{er} janvier 2004, modifié par avenant du 25 Septembre 2018 ;
- Nature, objet et modalités de la convention : Cette convention a pour objet d'assurer la gestion et la centralisation du service titres EQDOM par la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES moyennant une rémunération annuelle forfaitaire. L'avenant a fixé le montant de la commission annuelle à 150 KMAD HT.
- Délai de paiement : à la fin du mois de juillet ;
- Montant comptabilisé en charges en 2021 : KMAD 150 HT ;
- Montant décaissé par EQDOM en 2021 : KMAD 165 TTC ;
- Dette au 31 Décembre 2021 : Néant

- 2.8 Convention de Produit Cardless conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (écrite) :
- Personne concernée : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;
 - Date de la convention : 02 décembre 2013, modifiée par avenant du 11 avril 2014 et complétée par avenant du 26 octobre 2017 ;
 - Nature, objet et modalités de la convention : Cette convention a pour objet d'assurer, par la SGMA, la prestation d'émission des cartes de retrait virtuelles des clients de EQDOM, souscripteurs aux prêts de consommation d'une valeur inférieur ou égale à KMAD 50, et désireux de recevoir le montant de financement de leur crédit selon ce mode financement. En rémunération de ces prestations, la SGMA reçoit une commission fixée à MAD 17 par dossier, avec revue chaque six mois depuis la date de démarrage, en fonction d'éléments de nature à modifier sensiblement le business model.
 - Délai de paiement : 30 jours à partir de la date de réception de facture ;
 - Montant comptabilisé en charges en 2021 : Néant ;
 - Montant décaissé par EQDOM en 2021 : Néant ;
 - Dettes au 31 Décembre 2021 : Néant.
- 2.9 Convention de prestation de services conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (écrite) :
- Personne concernée : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;
 - Date de la convention : 25 mai 2017 ;
 - Nature, objet et modalités de la convention : Cette convention a pour but de lier les deux parties dans une démarche d'amélioration du niveau de service rendu et d'établir une relation de type Client/Fournisseur classique, tendant à une meilleure maîtrise des principaux éléments de gestion du risque juridique (qualité-délai-coûts), en vue de sécuriser l'activité juridique du bénéficiaire conformément aux normes du groupe ; En rémunération de ces prestations, la SGMA reçoit une commission calculée en fonction du degré de complexité de l'intervention et de la nature.
 - Délai de paiement : dépend de la nature de la prestation fournie.
 - Montant comptabilisé en charges en 2021 : KMAD 250 HT ;
 - Montant décaissé par EQDOM en 2021 : KMAD 307 TTC ;
 - Dettes au 31 Décembre 2021 : KMAD 250 HT de charges à payer.
- 2.10 Convention de services (Client Service Agrément) conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE AFRICAINE BUSINESS SERVICES (écrite) :
- Personne concernée : SG ABS représentée par Monsieur Laurent TULONG en sa qualité de Président, filiale du Groupe Société Générale à hauteur de 95%, et SG FINANCIAL SERVICES HOLDING en sa qualité d'actionnaire détenant 56,94% des actions de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES et cette dernière détenant 53,72% des actions d'EQDOM.
 - Date de la convention : 1^{er} octobre 2017 ;

- Nature, objet et modalités de la convention : Cette convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles EQDOM confie à SG ABS, en sa qualité de professionnel, les prestations d'hébergement du système d'information dans les Datacenter localisés au Maroc et mutualisés pour les filiales du Groupe Société Générale au Maroc, ainsi que d'exploitation de ce système d'information.
 - Délai de paiement : Trimestriel sur présentation de facture.
 - Montants comptabilisés en 2021 : KMAD 4 158 HT ;
 - Montant décaissé par EQDOM en 2021 : KMAD 4 990 TTC ;
 - Dette au 31 Décembre 2021 : Néant.
- 2.11 Convention d'affacturage conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DES BANQUE (écrite) :
- Personne concernée : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM
 - Date de la convention : 13 Décembre 2018 ;
 - Nature, objet et modalités de la convention : Cette convention a pour objet de fixer les modalités de financement par la banque, par voie d'affacturage, des créances certaines, liquides et exigibles de l'adhérent sur l'Etat au titre du crédit de TVA. Le financement des créances TVA est assuré par la Banque moyennant un taux fixe de 3,5% l'an hors taxes
- L'adhérent est redevable de la rémunération jusqu'à extinction de l'encours des Créances TVA financés par la banque.
- Délai de paiement : Trimestriel selon l'échéancier de remboursement des intérêts.
 - Montant comptabilisé en charges en 2021 : KMAD 932 HT dont 211 charges à payer ;
 - Montant décaissé par EQDOM en 2021 : KMAD 793 TTC.
 - Dette au 31 décembre 2021 : KMAD 211 HT de charges à payer.

2.12 Convention de service conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DES BANQUES (écrite non signée) :

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;
- **Date de la convention** : 2018 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention a pour objet de fixer les prestations à accomplir par EQDOM, se rapportant à la gestion des crédits à la consommation, non affectés au profit des clients SGMB.

La présente convention est conclue pour une durée de dix (10) années commençant à courir à compter de sa signature par les parties.

Il est expressément convenu entre les parties que l'apport des crédits à la consommation par la SGMB à EQDOM, concernant les clients SGMB dont les encours seront portés dans les livres d'EQDOM, sera rémunéré annuellement par le versement par EQDOM à la SGMB de la différence entre le RAI généré par les clients SGMB et le montant de 1,9% des encours bruts moyens des clients SGMB.

- **Délai de paiement** : Versement annuel.
- **Montant comptabilisé en charges en 2021** : Néant ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2021** : Néant
- **Dette au 31 Décembre 2021** : Néant.

2.13 Convention d'intermédiation conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DES BANQUES (écrite non signée) :

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM ;
- **Date de la convention** : 2018 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : SGMB sollicite d'EQDOM qui accepte, de la représenter en qualité d'intermédiaire agréé en opérations de crédit à la consommation non affecté destiné aux clients EQDOM.

En contrepartie de la prestation rendue par l'intermédiaire, EQDOM lui versera une rémunération fixée selon les modalités convenues d'un commun accord ci-après :

- 1- Une rémunération d'apport trimestrielle à la production basée sur la grille de rémunération des intermédiaires D'EQDOM.
- 2- Un bonus annuel calculé en fonction de l'encours sains moyen réalisé par l'intermédiaire.

- **Délai de paiement** : Rémunération d'apport trimestrielle et bonus annuel.
- **Montant comptabilisé en charges en 2021** : Néant ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2021** : Néant ;
- **Dette au 31 Décembre 2021** : Néant.

2.14 Convention de mise à disposition de personnel détaché d'EQDOM (écrite) :

- **Personnes concernées** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM, représentée par Monsieur Ahmed EL YACOUBI en qualité de Président du Directoire.
- **Date de la convention** : 14 Octobre 2020 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Cette convention, prévoit la mise à disposition de personnel détaché de la société EQDOM au profit de la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES moyennant une rémunération mensuelle.
- **Délai de paiement** : mensuel sur présentation de facture.
- **Montant comptabilisé en produits en 2021** : KMAD 126 HT ;
- **Montant encaissé par EQDOM en 2021** : Néant ;
- **Créance au 31 Décembre 2021** : KMAD 164 TTC.

2.15 Convention de service pour la mise en place d'un dispositif de support informatique entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUE (écrite) :

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM, représentée par Monsieur Ahmed EL YACOUBI en qualité de Président du Directoire.
- **Date de la convention** : 01 janvier 2020 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : La convention a pour but de lier deux parties dans une démarche d'amélioration du niveau de service rendu par le prestataire, en fonction des moyens dont il dispose, et en respectant mutuellement les engagements ;
- **Délai de paiement** : Trimestriel sur présentation de facture ;
- **Montant comptabilisé en immobilisations dans les comptes d'EQDOM en 2021** : KMAD 1 264 H.T ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2021** : KMAD 1 122 TTC ;
- **Dette au 31 décembre 2021** : KMAD 395 TTC ;

2.16 Convention de prestation de services entre EQDOM et LA SOCIETE GENERALE (écrite non signée et non déclarée en 2020)

- **Personnes concernées** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM
- **Date de la convention** : 2020
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Le Prestataire a développé une expertise de conseil, de support et de formation dans un certain nombre de domaines tels les Prestations informatiques (Data management, Business Process Management, Back office/Mutualisation, Architecture IT, Sécurité...), Monétique, Marketing, Corporate Clients Services, Risk Management. Le Client s'est rapproché du Prestataire en vue de bénéficier d'une prestation de conseil, de formation et de support dans les domaines qu'il choisit à travers la signature préalable d'un pro forma. Le Client a retenu le Prestataire en raison de sa qualité de spécialiste, de sa compétence et de son expérience. Le Prestataire déclare avoir acquis une compétence,

une expérience et un savoir-faire importants dans ces domaines qui le rendent apte à répondre aux demandes et aux besoins exprimés par le Client. Afin de coordonner ces Services, le Prestataire et le Client ont établi la présente Convention de Service Client afin de définir les conditions générales administratives, organisationnelles, financières et techniques de fourniture des Services.

- Délai de paiement : 30 jours, date de réception de la facture.
- Montant comptabilisé en charges en 2021 : KMAD 4 649 HT
- Montant décaissé par EQDOM en 2021 : Néant
- Dettes au 31 Décembre 2021 : KMAD 6 296 hors tva retenue à la source de charge à payer.

2.17 Convention Contrôle Permanent Niveau 2-Finance conclue entre EQDOM et SOCIETE GENERALE MAROCAINE DES BANQUES (écrite et non déclarée en 2020)

- **Personne concernée** : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en sa qualité d'actionnaire détenant 53,72% des actions d'EQDOM, représentée par Monsieur Ahmed EL YACOUBI en qualité de Président du Directoire.
- **Date de la convention** : 03/09/2020 ;
- **Nature, objet et modalités de la convention** : Les parties ont décidé de conclure la présente convention pour la formalisation du cadre de collaboration dans le domaine du contrôle permanent N2 sur le périmètre comptable et financier. La convention a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations et obligations convenues entre les parties. Elle a également pour but de lier les deux parties dans une démarche d'amélioration continue du niveau de service rendu par le prestataire, en fonction des moyens dont il dispose, et en respectant les engagements du contrat.
- **Délai de paiement** : Virement annuel.
- **Montant comptabilisé en charges dans les comptes d'EQDOM en 2021** : KMAD 62 H.T de charges à payer ;
- **Montant décaissé par EQDOM en 2021** : Néant ;
- **Dettes au 31 décembre 2021** : KMAD 74 TTC.

Casablanca, le 24 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
 Member Réseau Grant Thornton
 International
 7 Bd. Orlin Sigroui - Casablanca
 Tél : 05 22 54 48 06 - Fax : 05 22 29 66 70

Faiçal MEKOUAR
 Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
 101, Bd. Abdelmoumen
 20 380 CASABLANCA
 Tél : 0522 423 423 (L.C)
 0522 423 400

Abdou SOULEYE DIOP
 Associé

ETAT DES HONORAIRES VERSES AUX CONTROLEURS DE COMPTES

PARTIE III : COMMENTAIRE DES DIRIGEANTS ET PRESENTATION GENERALE D'EQDOM

I-Commentaire des dirigeants

Filiale du Groupe Société Générale et référence du crédit à la consommation depuis plus de 45 ans, Eqdom poursuit sa trajectoire de transformation et continue à se réinventer dans la fluidité dans un contexte mondial marqué par un réel changement de paradigmes.

Suite au lancement de son site web transactionnel www.eqdom.ma en 2020, Eqdom poursuit le développement de son canal digital en 2021 avec le pré-lancement de la plateforme www.vivacar.ma dédiée à la vente de voitures d'occasion à crédit.

Véritable innovation sur le marché marocain du véhicule d'occasion et conçue pour répondre aux nouveaux besoins du marché, cette plateforme originale donne la possibilité aux consommateurs marocains d'accéder à une sélection d'offres de voitures d'occasion triées sur le volet pour leur qualité et en provenance de partenaires automobiles fiables. Avec ses standards rigoureux, la plateforme vivacar.ma se présente comme une véritable vitrine des meilleures offres de voitures d'occasion sur le marché avec à la clé un parcours d'octroi de crédit en ligne.

En reconnaissance à sa transformation digitale, Capital Finance International distingue Eqdom pour la deuxième année consécutive avec le Prix annuel et régional du « **Best Digital Consumer Finance – North Africa 2021** ». Cette distinction marque la reconnaissance de la transformation digitale d'Eqdom, centrée sur l'expérience client, avec une orientation performance et pilotage par la donnée.

Dans son rapport, le jury a spécialement salué la refonte du site web d'Eqdom, qui en très peu de temps est passé d'un simple site vitrine à une plateforme transactionnelle évolutive avec un espace de service client connecté. L'intégration d'outils de simulation de prêts, d'un parcours d'octroi en ligne et même de fonctionnalités SAV a été mis en avant. Le rapport de Capital Finance International souligne également que la filiale du Groupe Société Générale s'inscrit dans la nouvelle ère du crédit en tenant compte des nouveaux usages pour mieux satisfaire les besoins de sa clientèle connectée.

Par ailleurs, Eqdom compte en 2021 plusieurs réalisations marquantes sur le plan de ses projets structurants, à savoir :

- Le marketing direct se confirme comme un levier majeur de la production avec le déploiement en 2021 d'un projet d'industrialisation ayant généré une croissance de +69% sur ce canal d'acquisition entre 2020 et 2021. La part de la contribution du marketing direct à la production crédit conso globale 2021 s'élève à 36%.
- Sur le plan commercial, un plan de réorganisation et de réorientation de la stratégie d'animation a permis une mobilisation de grande envergure en T4 : une démarche axée sur des offensives commerciales ciblées et synchronisées sur l'ensemble du territoire, pour encore plus de proximité avec les clients : animation de 55 Journées Portes Ouvertes, actions de Street Marketing, Télévente, en passant par la signature de nouveaux partenariats automobiles avec des marques de renom.
- La transformation culturelle impulse une nouvelle dynamique interne orientée sur le développement du capital humain :
 - Le Programme Nahda fédère les équipes d'Eqdom autour d'ateliers d'intelligence collective en s'inscrivant comme projet d'entreprise. Ces sessions de co-construction ont permis la constitution d'une Squad de la transformation culturelle et l'élaboration d'un white cultural book qui formalise la nouvelle culture de l'entreprise avec ses nouveaux codes et rituels, avec l'ambition de mieux gérer les nouveaux challenges de développement de l'entreprise.

- Le Plan Boost mis en œuvre dès mars 2021, est un programme d'adaptation et de développement des compétences internes des collaborateurs aux nouveaux axes stratégiques pour former et accompagner l'ensemble des collaborateurs dans le développement de leur expertise : Client, Management, Commercial, Efficacité Professionnelle et le Change.
- Le Programme d'acculturation à l'innovation à travers le cycle de webinaires les « vendredis de l'innovation », co-organisé avec le précieux concours de DGLE/INO, a contribué à sensibiliser les collaborateurs aux nouveaux enjeux de la transformation : la plateforme de l'économie, l'IA/Data/Digital, le BNPL, SG Venturing sont autour de thématiques abordées pour exposer les collaborateurs d'Eqdom aux nouveaux usages dans un contexte de mutations profondes.

En marge de ses efforts de transformation culturelle et de marque employeur, Eqdom fait son entrée pour la 1ère fois en 2021 dans le classement du Top 25 des Employeurs les plus attractifs du marché marocain, pour occuper la 21ème place. Sur cette étude réalisée par Rekrute.com, Eqdom est la seule entreprise de son secteur à être reconnue pour son attractivité et sa marque employeur dans ce classement.

II- Présentation Générale d'EQDOM

II-1 Renseignements à caractère général

| | |
|--|---|
| Dénomination sociale | EQDOM |
| Siège social | 127, ANGLE Bd Zerktouni et rue Ibnou Bouraid, Casablanca |
| Téléphone | 05.22.25.99.99 |
| Fax | 05.22.25.00.06 |
| Site web | www.EQDOM.ma |
| Adresse mail | communication@EQDOM.co.ma |
| Forme juridique | Société anonyme à Conseil d'Administration, de droit privé marocain |
| Capital social au 31/12/2020 | 167.025.000 dirhams, divisé en 1.670.250 actions, entièrement libérées et d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune |
| Date de constitution | 2 septembre 1974 |
| Durée de vie | 99 ans, à compter du jour de la constitution, sauf dans le cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux statuts |
| Numéro d'inscription au registre de commerce | 32775 – Casablanca |
| Exercice social | L'exercice social commence le 1 ^{er} janvier et se termine le 31 décembre |
| Objet social (article 3 des statuts) | <ul style="list-style-type: none"> ▪ «Toutes les opérations de financement et de crédit de nature à permettre ou à faciliter le paiement de tout bien meuble, notamment tout bien électroménager, cycle et cyclomoteur, mobilier et bureautique ; ▪ Toutes les opérations de financement et de crédit, de nature à permettre ou faciliter le paiement de tout bien ou service à caractère économique, socioculturel ou de bien-être ; ▪ et généralement toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière se rapportant directement ou indirectement à ces objets» |
| Documents juridiques | Les statuts, les procès-verbaux des assemblées générales, les rapports des Commissaires Aux Comptes peuvent être consultés au siège d'EQDOM : 127, Bd Zerktouni, Casablanca |
| Liste des textes législatifs et réglementaires applicables | <p>Par sa forme juridique, EQDOM est régie par la loi n°17-95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La loi n°1-14-193 du 1^{er} rabii I 1436 (24 décembre 2014) portant promulgation de la loi 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés promulguée; <p>De par sa cotation en bourse, EQDOM est soumise aux dispositions du :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Règlement général de la Bourse de Casablanca approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°2208-19 du 3 juillet 2019. ▪ Dahir portant loi n°1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de loi n°35-96 relative à la création d'un dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs; ▪ Règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ; ▪ Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier telle que modifiée et complétée; ▪ Règlement général de l'AMMC approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 2169-16 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016) ; |

| | |
|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dahir n°1-13-21 du 13 mars 2013 portant promulgation à la loi n°43-12 relative à l'Autorité marocaine du marché des capitaux ; ▪ Dahir n°1-12-55 du 14 safar 1434 (28 décembre 2012) portant promulgation de la loi n° 44-12 relative à l'appel public à l'épargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'épargne. ▪ Les circulaires de l'AMMC ; ▪ Loi 19-14 relative à la Bourse des Valeurs , aux sociétés de financement et aux conseillers en investissement. <p>De par ses émissions de BSF, EQDOM est soumise aux dispositions du:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dahir n°1-95-3 du 26 janvier 1995 portant promulgation de la loi n° 35-94 relatives à certains titres de créances négociables tels que modifiés et complétés. |
| Régime fiscal | Le régime fiscal d'EQDOM est régi par la législation commerciale et fiscale en vigueur applicable aux sociétés de financement. Elle est soumise à l'impôt sur les sociétés (37%) et à la TVA (10% pour les crédits à la consommation et 20% pour les LOA) |
| Tribunal compétent en cas de litige | Tribunal de commerce de Casablanca |

II-2 Capital social

II-2-1 Composition du capital

Le capital social d'EQDOM s'élève au 31 décembre 2021 à 167.025.000 dirhams, divisé en 1.670.250 actions, entièrement libérées et d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune, toutes de même catégorie.

II-2-2 Evolution de l'actionnariat

Au 31/12/2021, la majorité du capital social d'EQDOM est détenue par le Groupe Société Générale à travers sa filiale Société Générale Marocaine de Banques à hauteur de 53,72%.

II-3 Notation d'EQDOM

Les notes attribuées par l'agence internationale de notation Fitch Rating en date du 09 février 2022 sont les suivantes :

Note à court terme : confirmé à « F1+ (mar) »

Note à long terme : confirmé à AA+ (mar) » avec perspectives stables et Support : 3

II-4 Activité d'EQDOM

II-4-1 Produits commercialisés

Dans le cadre de sa stratégie de développement, EQDOM offre à sa clientèle une gamme de produits susceptibles de répondre aux attentes d'une clientèle de plus en plus exigeante. Engagée depuis 1998 dans une politique de diversification des produits offerts, EQDOM s'est tournée depuis 2003 vers le crédit affecté touchant les domaines de l'automobile, de la moto et des biens et services destinés à l'équipement des ménages.

Animée par la volonté d'attirer une nouvelle clientèle, EQDOM a poursuivi sa politique commerciale visant à drainer une nouvelle clientèle bancarisée et surtout jeune à travers le lancement en mois de mai 2020 de son site transactionnel pour se rapprocher davantage de ces clients et marquer sa nouvelle ère dans le monde du digital.

Sur cette même lancée ; EQDOM a intégré depuis 2014 le scoring composante importante dans la gestion du risque de crédit.

Aussi EQDOM a mis en place en novembre 2021 une nouvelle plateforme digitale sous la marque VIVA CAR.MA qui propose aux clients une vitrine de véhicules d'occasion expertisées en proposant des formules adaptés et avantageuses.

En outre soucieuse de présenter à ses clients des solutions de financement sur mesure et rester compétitif sur la place ; EQDOM poursuit sa politique de refonte régulière de sa grille tarifaire.

Les caractéristiques des produits proposés par EQDOM se présentent comme suit :

| Produit | Mode de prélèvement | CSP | Durée |
|--|--|--|--|
| Crédit non affecté (Prêts personnels) | Prélèvement à la source | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonctionnaires ▪ Salariés d'un organisme conventionné ▪ Retraités (CMR ; RCAR ; CIMR) | De 6 à 120 mois en fonction de la CSP |
| | Prélèvement bancaire | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Salariés du secteur privé et retraités ▪ Profession libérale ▪ Commerçants et gérants de sociétés ▪ Artisans | |
| Crédit affecté (Crédit équipement domestique) | Prélèvement bancaire | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonctionnaires ▪ Salariés du secteur privé ▪ Retraités ▪ Employés de collectivités locales ▪ Profession libérale ▪ Commerçants et gérants de sociétés ▪ Artisans ▪ Personnes morales | De 4 à 60 mois |
| Crédit affecté (LOA) | Prélèvement bancaire | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonctionnaires ▪ Salariés du secteur privé ▪ Employés des collectivités locales ▪ Retraités ▪ Profession libérale ▪ Personnes morales ▪ Commerçants ▪ Artisans ▪ Professionnels du transport (Taxis ; Loueurs ; Transporteurs) | De 24 à 72 mois en fonction de la CSP |
| Crédit affecté (Auto crédit classique) | Prélèvement bancaire et prélèvement à la source | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonctionnaires ▪ Salariés ▪ Profession libérale ▪ Commerçants ▪ Artisans ▪ Retraités ▪ Personnes morales | De 6 à 72 mois (jusqu'à 96 mois pour les fonctionnaires en prélèvement à la source) |
| Crédit affecté (Auto crédit classique voitures d'occasion) | Prélèvement bancaire | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonctionnaires ▪ Salariés ▪ Profession libérale ▪ Commerçants ▪ Artisans ▪ Retraités ▪ Personnes morales | De 6 à 84 mois |

II-4 2 Segmentation de la clientèle

La clientèle d'EQDOM est composée des fonctionnaires, des retraités des différentes caisses de retraites, des employés des organismes conventionnés, des salariés des organismes non conventionnés, des professions libérales, des commerçants, des artisans et des professionnels de transport (Taxis ; Loueurs ; Transporteurs).

Ainsi, le portefeuille est segmenté en fonction de la catégorie socioprofessionnelle et également en fonction du mode de prélèvement. De ce fait, nous avons le segment des clients en prélèvement à la source où on y trouve les fonctionnaires, les retraités et les salariés des organismes conventionnés. Celui des clients en prélèvement bancaire, dans lequel sont regroupés toutes les catégories socioprofessionnelles.

II-4-3 Réseau commercial

EQDOM s'appuie sur un réseau de distribution directe pour se rapprocher davantage de ses partenaires concessionnaires automobile et d'un tissu d'administrations à bon potentiel. Le nombre total d'agences au 31 décembre 2021 est de 24 agences, présentes dans les principales villes du Royaume :

| Localisation | Nombre d'agences |
|--------------|------------------|
| Casablanca | 6 |
| Rabat | 3 |
| Marrakech | 2 |
| Tanger | 1 |
| Settat | 1 |
| Fès | 1 |
| Salé | 1 |
| Oujda | 1 |
| Agadir | 1 |
| Safi | 1 |
| Tétouan | 1 |
| Meknès | 1 |
| El Jadida | 1 |
| Kenitra | 1 |
| Béni Mellal | 1 |
| Total | 23 |

En plus de son réseau d'agences, EQDOM met à la disposition de ses clients un réseau composé de :

- 100 intermédiaires agréés actifs présents notamment dans les villes où EQDOM n'est pas représentée par une agence ;
- Un large réseau de distributeurs composé de concessionnaires, revendeurs et commerçants, dans divers domaines d'activité (électroménager, ameublement, automobile, travaux domestiques, immobilier, bureautique, voyages, assurance, et santé) pour la commercialisation du crédit affecté ;
- 206 entreprises conventionnées actives ;



Partie VI : RAPPORT ESG

La rédaction du présent reporting a pour référentiel la description détaillée fournies dans l'annexe III.2.M de la circulaire de l'AMMC n°3-19 et s'inspire du cadre de référence du Groupe.

I- ELEMENTS GENERAUX

I-1 MATRICE DE MATERIALITE

EQDOM s'inscrit dans le cadre de la matrice de matérialité arrêtée par le Groupe visant à hiérarchiser les enjeux de développement durable au regard des priorités exprimées par les parties prenantes internes et externes.

Les principaux enjeux pour EQDOM portent sur :

- a. La satisfaction des clients, incluant la protection de leurs données personnelles.
- b. Le dialogue avec les parties prenantes et la transparence des processus de décision (gouvernance).
- c. Le soutien à l'innovation responsable par une offre adaptée.
- d. L'engagement d'être un employeur responsable-attractivité et rétention des talents.
- e. L'éthique des affaires.
- f. La maîtrise des risques liés au Droits Humains dans les relations avec les partenaires et les fournisseurs.

Le rapport ESG, n'est pas certifié par un vérificateur externe, EQDOM s'est engagée dans un processus d'amélioration continue pour le mettre à niveau aux meilleurs standards.

II- ELEMENTS SPECIFIQUES

II-1 Informations Environnementales

Vu la nature de son activité, EQDOM ne dispose pas d'activités polluantes ni de gestion des déchets ou opérations de recyclage.

Par ailleurs, en matière d'environnement pour son propre compte, EQDOM optimise sa consommation d'eau et d'énergie. A titre de rappel, EQDOM a obtenu en 2019 un financement, pour son initiative d'éclairage LED du siège, et ce dans le cadre du prix de l'efficacité énergétique SG.

II-2 Informations sociales

II-2-1 Participation du personnel

La réussite de la stratégie de croissance d'EQDOM repose aussi bien sur le partage des valeurs du groupe Société Générale (professionnalisme, esprit d'équipe & innovation) que sur une politique RH basée sur la diversité et la récompense du mérite. Une politique qui vise à nourrir et à développer davantage la notion d'appartenance au groupe, et ce, à travers un plan mondial d'actionnariat groupe SG (**Plan Mondial d'Actionnariat Salarié - PMAS**), en leur offrant la possibilité de devenir actionnaires porteurs d'actions et forces vives de propositions. En 2021, le Plan mondial d'actionnariat salarié n'a pas eu lieu.

II-2-2 Moyens humains

La stratégie d'EQDOM sur le plan RH est structurée comme suit :

Politique Gestion de carrière : la politique de gestion de carrière est un levier stratégique du management des ressources humaines au sein d'EQDOM permettant le recrutement, le développement et la fidélisation des compétences à travers un accompagnement permanent des collaborateurs par l'élaboration des plans de formation ciblés, un système d'évaluation annuelle des performances, une gestion de mobilité interne assurée avec le respect du principe de la transparence et d'équité des chances offertes aux salariés par la mise en ligne du service « Bourse d'emploi » ainsi

que la mise en place d'un plan de succession des postes clés en conformité avec la nouvelle stratégie du groupe.

Politique de rémunération : Les politiques de recrutement et de rémunération sont des composantes importantes de la politique globale RH, au service des objectifs stratégiques d'EQDOM.

En effet, à la lumière des résultats de l'entreprise et de la stratégie définie par le Conseil d'administration, la politique de rémunération et de recrutement sont déterminés et validés par le Comité de Rémunération annuellement.

EQDOM a fait le choix d'une politique de rémunération équilibrée entre différentes composantes, dont l'objectif consiste à motiver et fidéliser les collaborateurs. La politique de rémunération d'EQDOM est ainsi composée de la rémunération fixe dont l'objet consiste à rémunérer le travail en fonction du niveau de responsabilités, des compétences, de la maîtrise du poste ainsi que des valeurs de marché. Le salaire fixe est ensuite complété de primes diverses et en particulier d'une rémunération variable dont l'objet consiste à rétribuer la contribution de chaque collaborateur aux résultats de l'entreprise. La variable évolue selon la performance et l'engagement du collaborateur à travers l'atteinte des objectifs fixés pour l'année.

Annuellement, les rémunérations fixes et variables font l'objet d'une revue sur la base d'un système d'évaluation annuelle. La revue de ces rémunérations est également réalisée sur la base des analyses tant internes qu'externes, qui permettent à EQDOM de poursuivre sa démarche d'équité tout en veillant à la compétitivité de ses rémunérations.

La politique de rémunération ainsi définie s'appuie sur les valeurs de transparence et d'équité et ce dans le respect des législations locales en vigueur.

Au-delà de ces rémunérations, EQDOM a une politique d'avantages sociaux avantageux pour ses collaborateurs, dont une couverture médicale, une retraite complémentaire, des primes diverses, des centres d'estivages, des crédits à taux avantageux, etc.

Politique de recrutement : EQDOM définit annuellement un plan de recrutement sur la base de sa politique de recrutement et en ligne avec les objectifs stratégiques. En fonction des besoins de staffing, la priorité est donnée à la mobilité interne. Pour ce faire, en 2019, une bourse d'emploi a été mise en place permettant en toute transparence de publier les besoins de staffing auprès de l'ensemble des collaborateurs ce qui permet de gérer aussi en équité la gestion de carrière.

En outre, EQDOM recourt aux recrutements externes pour des besoins spécifiques sur des postes techniques ou requérant une expertise particulière ou une expérience éprouvée dans un domaine particulier.

Formation : la politique de formation fait partie des axes stratégiques d'EQDOM. 4 axes stratégiques de formation ont été ainsi définis : Commercial ; Recouvrement ; Digital et Marketing.

Mesure prises pour l'égalité hommes/femme : Globalement, la parité au sein d'Eqdom est respectée. Les effectifs d'Eqdom sont composés de **48.81 %** d'hommes et **51.19 %** de femmes. Cette parité est respectée dans tous les processus RH du recrutement à la gestion de carrière.

Au **31 décembre 2021**, l'effectif d'EQDOM s'est établi à **295** personnes, contre **312** à fin décembre **2020** avec un taux d'encadrement de l'ordre de **46.44%**.

| | 2019 | 2020 | Ev. 20/19 | 2021 | Ev. 21/20 |
|------------------------|--------|--------|-----------|--------|-----------|
| Cadres | 136 | 139 | 2,21% | 137 | -1,44% |
| Non Cadres | 171 | 173 | 1,17% | 158 | -8,67% |
| Effectif EQDOM | 307 | 312 | 1,63% | 295 | -5,45% |
| Taux d'encadrement | 44,30% | 44,55% | - | 46,44% | - |
| Dont effectif détaché* | 4 | 5 | | 5 | |

*Effectif y compris le personnel détaché. Pour l'effectif détaché, l'organisme employeur est SGMB.

Sur la période **2019-2021**, les principaux indicateurs RH de la société se présentent comme suit :

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|--|--|--|
| Répartition par catégorie | 136 cadres et 171 non cadres | 139 cadres et 173 non cadres | 137 cadres et 158 non cadres |
| Répartition par catégorie et par sexe pour chaque catégorie | 77 Cadres Hommes 59 cadre femmes 79 Non cadres Hommes et 92 non cadres femmes | 76 Cadres Hommes 63 cadre femmes 81 Non cadres Hommes et 92 non cadres femmes | 74 Cadres Hommes 63 cadre femmes 70 Non cadres Hommes et 88 non cadres femmes |
| Répartition des effectifs par ancienneté | < à 10 = 66 de 10 à <20 = 150 > à 20 = 91 | < à 10 = 72 de 10 à <20 = 133 > à 20 = 107 | < à 10 = 58 de 10 à <20 = 126 > à 20 = 111 |
| Nombre de représentants du personnel | 7 titulaires & 7 suppléants | 7 titulaires & 7 suppléants | 7 titulaires & 7 suppléants |
| Nombre d'accidents de travail | 1 | 1 | 2 |
| Nombre de jours de grève | 0 | 0 | 0 |
| Nombre de licenciements | 0 Cadre 1 Non cadre | 1 Cadre 0 Non cadre | 1 Cadre 0 Non cadre |
| Nombre de démissions | 5 Cadres 1 Non cadre | 2 Cadres 12 Non cadre (dont -11 Stagiaires ANAPEC) | 1 Cadre 5 Non cadre (dont -3 Stagiaires ANAPEC) |
| Nombre de recrutements | 7 Cadres 5 Non cadres | 0 Cadres 30 Non cadres (dont -27 Stagiaires ANAPEC) | 7 Cadres 9 Non cadres (dont -6 Stagiaires ANAPEC) |
| Nombre des litiges sociaux (collectifs et individuels) | 2 | 1 | 1 |

(*) Le litige correspond à un litige individuel suite au départ d'une personne.

Par ailleurs, la société est structurée en :

- ✓ Direction générale.
- ✓ Direction commerciale.
- ✓ Direction des Risques.
- ✓ Direction Financière.
- ✓ Direction des Ressources humaines.
- ✓ Direction d'Organisation, Transformation et des Systèmes d'Information.
- ✓ Direction Support et Production.
- ✓ Direction Innovation, Marketing et communication.
- ✓ Direction programme servicing.
- ✓ Secrétariat du Conseil et Loste.
- ✓ Data office.
- ✓ Direction Conformité.

- ✓ Département Contrôle permanent RO & SM.
- ✓ Département d'Audit Interne.
- ✓ Département Affaires Juridiques.
- ✓ Département Contrôle Niveau 2.
- ✓ Département Achats et moyens Généraux.

II-3 Gouvernance d'EQDOM

II-3-1 Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration d'EQDOM au 31/12/2021 est composé de 10 membres et présidé par Monsieur Khalid CHAMI.

La composition actuelle du Conseil d'Administration d'EQDOM ainsi que les dates de début et d'expiration de mandat se présentent comme suit :

| Nom et prénom | Qualité | Date de début du mandat/renouvellement | Date d'expiration du mandat |
|--|---|--|--------------------------------------|
| M. Khalid CHAMI | Président du Conseil d'Administration | AGO du 26/06/2020 | AGO statuant sur les comptes de 2023 |
| Mme Amina FIGUIGUI | Administratrice indépendante | AGO du 13/09/2018 | AGO statuant sur les comptes de 2021 |
| Mme Michèle THILL | Administratrice (Superviseur région Maroc au sein du groupe SG) | AGO du 26/06/2020 | AGO statuant sur les comptes de 2023 |
| M. Abdelaziz TAZI | Administrateur (Président d'honneur et membre du conseil de surveillance de SGMB) | AGO du 11/05/2017 | AGO statuant sur les comptes de 2022 |
| M. Mohamed TAHRI | Administrateur (Directeur Général et membre du Directoire de SGMB) | AGO du 26/06/2020 | AGO statuant sur les comptes de 2022 |
| M. Saïd RKAIBI | Administrateur | AGO du 15/05/2018 | AGO statuant sur les comptes de 2022 |
| M. Gérard TOUATI | Administrateur (ex-représentant de SGCF) | AGO du 15/05/2018 | AGO statuant sur les comptes de 2022 |
| SGMB (représentée par son Président du Directoire M. Ahmed EL YACOUBI) | Administrateur | AGO du 11/05/2017 | AGO statuant sur les comptes de 2022 |
| CIMR (représentée par son Président Directeur Général, M. Khalid CHEDDADI) | Administrateur | AGO du 11/05/2017 | AGO statuant sur les comptes de 2022 |
| SCR (représentée par son Directeur Général Monsieur Youssef FASSI FIGHRI) | Administrateur | AGO du 11/05/2017 | AGO statuant sur les comptes de 2022 |

I-3-2 Critères adoptés par la société en matière d'indépendance des membres du Conseil d'administration

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, notamment la loi n° 103-12, et la loi 17-95 telles que modifiées et complétées ainsi que les circulaires de Bank Al-Maghrib relatives à la gouvernance au sein des Établissements de Crédit, le Conseil d'Administration d'EQDOM compte un (1) seul membre indépendant.

La qualité d'Administrateur Indépendant répond aux critères définis par les circulaires du Wali de Bank Al-Maghrib fixant les conditions et les modalités de désignation d'administrateurs ou membres indépendants au sein de l'organe d'administration des établissements de crédit.

II-3-3 La parité et règles suivies en la matière

La diversité des genres et la promotion des femmes font partie des engagements d'EQDOM, avec comme principaux axes d'actions : le développement des compétences, le networking et le mentoring.

Ainsi, le nombre de femmes au sein du Conseil d'Administration s'élève à Deux, soit 20% des membres du Conseil.

II-3-4 Nombre de mandats par Administrateur

- M. Khalid CHAMI

Autres mandats :

- Président du Conseil de Surveillance de la SGMB
- Administrateur de La Marocaine Vie ;
- Administrateur d'ALD Automotive ;
- Administrateur d'INVESTIMA ;
- Administrateur de Sogélease Maroc;
- Administrateur de MARBAR S.A. ;
- Administrateur de MARBAR CHIMIE S.A. ;
- Administrateur de GEMARFIN SARL ;
- Président du Conseil d'Administration d'Union Maritime Minière SA ;
- Président du Conseil d'Administration de Transports Marocains ;
- Administrateur Indépendant de TGCC ;
- Administrateur Indépendant de DISLOG.

- Mme Amina FIGUIGUI

Autres mandats :

- Directeur Général de l'ONP depuis février 2010 ;
- Administratrice de : l'INRH et l'ISCAE
- Administratrice indépendante de : Maroclear et DISWAY
- Membre du Conseil d'Administration de la CGEM
- Présidente de : CFA Maroc (Club des Femmes Administrateurs), l'Association du Salon Halieutis.

- Mme Michèle THILL

Autres mandats :

- Représentant Permanent de SOCIETE GENERALE, Administrateur INVESTIMA

- M. Abdelaziz TAZIAutres mandats :

- Membre du Conseil de Surveillance SGMB ;
- Membre du Conseil d'administration de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux ;
- PDG de Ventec Maroc ;
- Administrateur de SOGELEASE MAROC ;
- Administrateur de Gras Savoye Maroc ;
- Administrateur d'Investima ;
- Administrateur de Dounitex ;
- Administrateur de VM Sécurité ;
- Administrateur de Ecowell ;
- Administrateur de MCS.

- M. Mohamed TAHRIAutres mandats :

- Directeur Général et membre du Directoire de SGMB ;
- Membre du Conseil de Surveillance de Sogecapital Bourse ;
- Membre du Conseil de Surveillance de Sogecapital Gestion ;
- Président du Conseil d'Administration Sogelease Maroc ;
- Représentant Permanent de la SGMB à Sogecapital Investissement ;
- Administrateur de La Marocaine Vie ;
- Président du Conseil d'Administration d'Athena Courtage ;

- M. Saïd RKAIBIAutres mandats :

- Président du Conseil d'Administration de Omnidata ;
- Président du Conseil d'Administration de MEDTECH ;
- Administrateur de NCRM ;
- Administrateur de AEBDM ;
- Administrateur de Forum ;
- Président du Conseil d'Administration de Dial Technologie ;
- Président du Conseil de Surveillance de S2M ;
- Administrateur de SOPRIMA ;
- Vice-Président du Conseil de Surveillance de DISWAY ;
- Administrateur de OppScience.

- M. Ahmed EL YACOUBIAutres mandats :

- Président du Directoire de SGMB ;
- Représentant permanent de SGMB dans le Conseil d'Administration de SOGELEASE Maroc ;
- Administrateur de la Société Générale Sénégal (SGBS) ;
- Représentant permanent de SGMB dans le Conseil d'Administration d'INVESTIMA ;
- Représentant permanent de SGMB dans le Conseil d'Administration de ALD AUTOMOTIVE MAROC ;
- Représentant permanent de SGMB dans le Conseil d'Administration de La Marocaine Vie ;
- Représentant permanent d'INVESTIMA dans le Conseil d'Administration de Ventec Maroc ;
- Président du Conseil d'Administration de NEMA CAPITAL.
- Membre du Conseil de Surveillance de Sogecapital Gestion ;

- M. Youssef FASSI FIIHRIAutres mandats :

- Directeur Général à la SCR (Société Centrale de Réassurance) filiale de la CDG ;
- Administrateur d'IMMORENTE ;
- Administrateur de JAWHARAT CHAMAL ;
- Administrateur de la CAT ;
- Administrateur de la SMAEX ;
- Administrateur de AM INVEST MOROCCO ;
- Administrateur de SEN RE (Société Sénégalaise de la Réassurance).

- M. Gérard TOUATIAutres mandats :

M. Gérard TOUATI n'exerce aucun autre mandat dans d'autres sociétés.

- M. Khalid CHEDDADIAutres mandats :

- Président Directeur Général de Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites "CIMR"
- Président Directeur Général de Ramical ;
- Président Directeur Général de Akilam ;
- Président du Conseil d'Administration de IMC ;
- Président du Conseil d'Administration de Lesieur Cristal ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de Warak Press ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de Sochepress ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de Sapress ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de Upline Ventures ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de CFG Bank ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de Al Mada Holding ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de Société de Sel de Mohammedia ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de SOMED ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de Jorf Fertilizers Company V ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de A6 Immobilier ;
- Administrateur de Atlas Hospitality Morocco ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de Ciments du Maroc ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de BCP ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de OLEA CAPITAL FUND ;
- Administrateur de CIH ;
- Administrateur de Cosumar ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de Société des Boissons du Maroc ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de Lafarge Holcim Maroc ;
- Administrateur de Auto Hall ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de Risma ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de AFMA ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de Sonasid ;
- Gérant de Larbel ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de AKWA AFRICA ;
- Administrateur (Représentant de la CIMR) de HPARTNER ;
- Administrateur de OLEA TRADING ;
- Administrateur de OLEA CAPITAL SLE BERTIN ;

- Administrateur de OLEA CAPITAL SOCIETE CENTRALE D'EXPLOITATION ;
- Administrateur de OLEA CAPITAL SLE III ;
- Administrateur de OLEA CAPITAL SLE II ;
- Administrateur de OLEA CAPITAL SLE I ;
- Administrateur de AXA Assurances Maroc ;
- Président Directeur Général de SICAV CIMR AJIAL ;
- Président Directeur Général de SICAV CIMR ATTADAMOUN ;
- Gérant de SICAV CIMR FONCIA ;
- Président Directeur Général de CIMR IDDIKHAR ;
- Président Directeur Général de CIMR PREVOYANCE ;
- Président Directeur Général de Trésor Plus ;

II-3-5 Comités spécialisés issus ou rattachés au Conseil d'administration au 31/12/2021

| Comités | Composition | Périodicité | Attributions |
|--|--|--------------|---|
| Comité d'Audit et des Risques | Présidente : Mme. Amina FIGUIGUI (administratrice indépendante) Membre : M. Youssef FASSI FIHRI : En qualité d'administrateur représentant de SCR Membre : M. Ahmed EL YACOUBI : en qualité d'administrateur représentant de SGMB Invité permanent : M. Saïd RKAIBI en qualité d'administrateur | Semestrielle | Passer en revue les réalisations et les perspectives sur le contrôle interne et la validation de plan d'audit annuel |
| Comité des nominations et rémunérations | Président : M. Ahmed EL YACOUBI Membre : Mme Michèle THILL en qualité d'administratrice Membre : M. Khalid CHEDDADI en qualité d'administrateur | Semestrielle | Ce Comité est chargé d'accompagner l'organe d'administration dans la conception et le suivi du bon fonctionnement du système de rémunération ainsi que dans le processus de nomination et de renouvellement des membres du Conseil et ceux de l'organe de Direction |

II-3-6 Assiduité aux réunions du Conseil

Le Conseil d'Administration a tenu en 2021 (2) réunions, avec un taux de présence effectif moyen de 91%.

II-3-7 Rémunération versées aux membres du Conseil d'administration

Conformément aux dispositions de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée, les membres du Conseil d'Administration ont perçu des jetons de présence d'un montant de 1,2 millions de dirhams brut à répartir entre les administrateurs au titre de l'exercice 2021.

II-3-8 Relation avec les actionnaires et informations communiquées aux actionnaires

Le management d'EQDOM a instauré des échanges réguliers et transparents avec les actionnaires permettant de s'assurer que la définition de la stratégie de la société prend bien en compte les attentes et intérêts des actionnaires sur le long terme.

EQDOM met également à la disposition des actionnaires toutes les informations nécessaires.

II-3-9 Processus d'évaluation de la performance de l'instance de gouvernance par rapport aux thèmes économiques, environnementaux et sociaux

Le Conseil procède, une fois par an, à l'évaluation de son fonctionnement à travers plusieurs axes notamment :

- Les nominations de ses membres ;
- La qualité des thèmes et échanges lors des réunions ;
- Les missions et pouvoirs du Conseil ;
- Délégations des tâches aux Comités spécialisés ;
- Evaluation des membres du Conseil

II-4 Ethique, déontologie et prévention de la corruption

Agir avec intégrité et conformité au quotidien est au cœur du métier de crédit à la consommation. Notre ambition de société responsable nous impose de veiller au respect des lois et des principes déontologiques, d'agir avec éthique et responsabilité, d'inscrire la gestion des risques au cœur de chacune de nos démarches. C'est un engagement envers nos clients, partenaires et actionnaires, indispensable à leur confiance.

Code de conduite

Notre responsabilité et notre éthique consiste à répondre aux besoins de nos clients pour réaliser leurs projets avec rapidité, tout en étant attentifs aux risques dans toutes leurs composantes, en préservant l'intérêt à long terme de l'ensemble des parties prenantes.

Dans ce sens, EQDOM s'attache à appliquer et diffuser une culture forte de responsabilité et d'éthique à travers son code de conduite, à l'image du Groupe Société Générale Maroc.

Ce code de conduite établit les valeurs et les lignes de conduites à observer par l'ensemble de ses collaborateurs. Il détaille les règles de bonne conduite, les principes essentiels en matière de comportement individuel et collectif, comme l'intégrité, la rigueur, la responsabilité, le sens du service. Il régit les relations avec les clients et fournisseurs, s'appuie sur des exigences éthiques telles que le respect de la confidentialité de l'information et le droit d'alerte.

En interne, des campagnes de sensibilisation sont régulièrement menées pour que les actions au quotidien tout comme les projets soient réalisés dans le respect de ce code, en cherchant particulièrement l'intérêt du client à travers une réponse adaptée à ses besoins, une transparence affichée lors des transactions et une protection assurée de ses données personnelles.

Prévention de la corruption

La corruption peut être définie comme toute action par laquelle une personne accorde indûment, promet d'accorder ou propose un avantage indu à une autre personne en vue de la conduire à effectuer, retarder ou omettre d'effectuer un acte lié à sa fonction, ou encore de se conduire d'une manière contraire à l'honnêteté ou à l'intégrité. Le fait pour une personne d'accepter ou de solliciter, dans le cadre de ses fonctions, un avantage indu ou une promesse d'un avantage est également un acte de corruption.

Le trafic d'influence, qui consiste à verser une commission à un intermédiaire qui usera de son influence sur le décideur pour que celui-ci prenne une décision favorable au corrupteur, est une autre forme de corruption.

A l'instar de toutes les entités du Groupe Société Générale Maroc, EQDOM s'interdit de pratiquer la corruption quelle que soit sa forme. Il est de la responsabilité de chaque collaborateur de ne pas participer à des actes de corruption, de veiller à détecter les comportements anormaux et de les signaler le cas échéant.

A cet effet, EQDOM a mis en place un dispositif robuste de lutte contre la corruption comportant :

- Un socle normatif étoffé.
- Des actions de sensibilisations de l'ensemble des collaborateurs, ainsi que des formations spécifiques pour le personnel le plus exposé.
- Un dispositif d'alerte professionnelle, assurant une stricte confidentialité des informations.
- Une cartographie des risques de corruption.
- Des contrôles comptables et opérationnels pour détecter les faits de corruption.
- Un dispositif en matière de déclaration des cadeaux, repas d'affaires et événement externe à travers un outil dédié.

Prévention des conflits d'intérêts

Le dispositif de prévention des conflits d'intérêts d'EQDOM repose sur un cadre normatif qui rappelle les lignes de conduite à respecter par les collaborateurs afin d'éviter toute situation de conflits d'intérêts susceptible d'entraver le respect des obligations réglementaires et déontologiques d'EQDOM et d'entraîner des risques juridiques, commerciaux ou de réputation.

De manière générale, tout collaborateur d'EQDOM doit s'abstenir d'entretenir avec des clients, partenaires ou fournisseurs des relations personnelles qui contreviendraient à ses devoirs professionnels ou le mettrait en situation de conflits d'intérêts.

En ce sens, EQDOM adopte une politique rigoureuse qui s'appuie sur un socle normatif, des actions de formation à l'ensemble des collaborateurs exposés, une cartographie de conflits d'intérêts pour l'identification des situations potentiellement à risque et un processus de déclaration des conflits d'intérêts.

II-5 Informations sur les parties prenantes

II-5-1 Impact économique et social de l'activité de la société sur les populations riveraines.

A travers son réseau d'agences, EQDOM pourvoit des emplois dans les différentes régions du Maroc.

Par ailleurs, vu qu'EQDOM ne dispose pas d'activités polluantes ni de gestion des déchets ou opérations de recyclage, elle ne présente aucun impact négatif sur les populations riveraines.

II-5-2 Conditions de dialogue avec les parties prenantes

EQDOM a mis en place différentes formes de dialogue avec ses parties prenantes. La liste des parties prenantes est revue régulièrement afin de bien prendre en compte les besoins de chacun d'entre eux et d'appréhender les risques afférents :

II-5-2-a Banques et Investisseurs : publication des informations financières périodiques sur les supports de presse et sur les sites d'EQDOM, de la bourse et de l'AMMC, rencontre régulière avec les banques, organisation de road show lors d'émissions ou de renouvellement des Bons de sociétés de financement (BSF) et d'emprunts obligataires, séances de questions/réponses avec les analystes financiers présents lors des assemblées générales

II-5-2-b Partenaires : rencontres régulières avec les fournisseurs et partenaires, vérification de leur conformité à la réglementation.

II-5-2-c Protection des intérêts des clients : la protection des intérêts des clients est au centre des préoccupations majeures d'EQDOM. A cet égard, la politique globale couvre l'ensemble des processus de commercialisation de produits en veillant à la formation des collaborateurs concernés. Les principes généraux s'appuient sur la nécessité de :

- Répondre aux besoins et à la situation des clients ;
- Veiller à fournir en toutes circonstances une information claire, exacte et non trompeuse ;
- S'assurer d'une tarification transparente et raisonnable des produits et services ;
- Permettre l'identification et le traitement d'éventuels conflits d'intérêts, afin de ne pas porter préjudices aux clients ;
- Veiller à la protection des données à caractère personnel conformément à la réglementation en vigueur
- Veiller sur la satisfaction client à travers la mise en place d'une démarche qualité, s'appuyant sur une écoute active et s'inscrivant dans une dynamique d'amélioration continue, au plus proche des besoins et attentes clientèle.

II-5-2-d Mettre en œuvre des achats responsables : EQDOM adopte les principes de la charte des achats responsables du Groupe Société Générale. Tout achat doit respecter les principes applicables à un achat responsable : mise en concurrence, équité et transparence, équilibre dans les relations, sélection du mieux-disant, traçabilité et auditabilité. Elle a pour objectif :

- 1) D'une part, des engagements pris par EQDOM en matière d'achats responsables notamment les principes des droits de l'Homme, des conditions de travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption
- 2) Et d'autre part, des attentes vis-à-vis des fournisseurs sur le respect de ces principes

II-5-2-e Les collaborateurs : à travers le baromètre employeur et le dialogue avec les instances représentatives du personnel

II-5-2-f L'agence de notation : à travers l'étude et l'analyse des évaluations de performance financière et les échanges et suivis réguliers avec les analystes.

II-5-2-g Les régulateurs et les superviseurs : à travers les relations étroites avec les autorités de supervision bancaire et financière et les organes de régulation ainsi que la participation aux consultations et événements de la place.

II-6 AUTRES

II-6-1 Approche RSE

La démarche RSE d'EQDOM s'inspire de celles du Groupe Société Générale et du Groupe SGMB, en respect des obligations légales et réglementaire prévues par la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que complétée et modifiée, ainsi qu'à la circulaire de l'AMMC n°3/19 du 20 Février 2019 relative aux opérations et informations financières.

II-6-2 Réalisations

Sur le plan ESG, Eqdom poursuit en 2021 ses actions visant à promouvoir les bonnes pratiques environnementales et sociales :

- Mise en place de fontaines d'eau au niveau du siège et distribution de gobelets en fibre de bambou pour l'ensemble des collaborateurs pour minimiser la consommation d'achat des bouteilles et gobelets en plastique.
- Recyclage des bâches publicitaires d'Eqdom pour la confection de 300 cartables et troussees scolaires distribuées aux enfants démunis de l'Association Marocaine de l'Orphelin à la rentrée scolaire.
- Partenariat avec l'Association Espace Mohamed Abdou pour contribuer aux travaux d'entretien, de sécurité de l'espace Mohamed Abdou, un jardin mitoyen au siège d'Eqdom.
- **Mécénat :**
 - o Association Kane Ya Makane :
Reconduction du Partenariat KAN YA MAKAN jusqu'à 2022, dans le cadre du programme Tanouir plus, qui consiste à parrainer plusieurs écoles publiques du milieu rural. Il regroupe plusieurs activités dont la conception et l'animation d'ateliers artistiques pluridisciplinaires destinés aux élèves issus de couches sociales défavorisées en leur garantissant un accompagnement et un encadrement qui leur permettra de favoriser leur épanouissement personnel et de diminuer le taux d'abandon et d'échec scolaire.
 - o Association Marocaine de l'Orphelin :
Don pour le financement des besoins du mois de ramadan pour 300 orphelins du centre Sidi Bernoussi et collecte interne de produits de première nécessité et d'hygiène pour aider les jeunes orphelins dans les centres en détresse, en plus de la distribution de 300 cartables recyclés pour la rentrée scolaire.

LISTE DES COMMUNIQUES DE PRESSE PUBLIES AU COURS DE L'ANNEE 2021

- PUBLICATION DES ETATS DE SYNTHESE SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2021
- PUBLICATION DES ETATS DE SYNTHESE CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2021
- PUBLICATION DES ETATS DE SYNTHESE SOCIAUX AU 30 JUIN 2021
- PUBLICATION DES ETATS DE SYNTHESE CONSOLIDES AU 30 JUIN 2021
- COMMUNIQUE POST CONSEIL DU 23 MARS 2021
- COMMUNIQUE POST CONSEIL DU 28 SEPTEMBRE 2021
- COMMUNIQUE DE LA PUBLICATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2020
- AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE DU 27 MAI 2021
- COMMUNIQUE POST ASSEMBLEE GENERALE DU 27 MAI 2021
- PUBLICATION DES INDICATEURS DU 4 TRIMESTRE 2020
- PUBLICATION DES INDICATEURS DU 1 TRIMESTRE 2021
- PUBLICATION DES INDICATEURS DU 2 TRIMESTRE 2021
- PUBLICATION DES INDICATEURS DU 3 TRIMESTRE 2021
- COMMUNIQUE RELATIF A LA MISE A JOUR ANNUELLE DU DOSSIER D'INFORMATION RELATIVE AU PROGRAMME D'EMISSION DES BSF.